
THE UNIVERSITY LIBRARY
UNIVERSITY OF CALIFORNIA, SAN DIEGO



LAUREANO VALLENILLA LANZ

CÉSARISME DÉMOCRATIQUE

EN AMÉRIQUE

TRADUCTION ET PRÉFACE
PAR
MARIUS ANDRÉ



PARIS
ÉDITIONS DE LA
REVUE DE L'AMÉRIQUE LATINE
CHEZ EXPRINTER
Rue Scribe, 2



CÉSARISME DÉMOCRATIQUE EN AMÉRIQUE

LAUREANO VALLENILLA LANZ

CÉSARISME DÉMOCRATIQUE
EN AMÉRIQUE

TRADUCTION ET PRÉFACE
PAR
MARIUS ANDRÉ



PARIS
ÉDITIONS DE LA
REVUE DE L'AMÉRIQUE LATINE
CHEZ EXPRINTER
Rue Scribe, 2

PRÉFACE

Il y a une quinzaine d'années, un écrivain vénézuélien, M. Laureano Vallenilla Lanz, déjà célèbre en Amérique espagnole par ses travaux historiques, commençait en ces termes une conférence prononcée à l'Institut National des Beaux-Arts de Caracas : « La seule annonce du sujet que nous allons traiter a éveillé une certaine curiosité craintive chez quelques esprits aussi cultivés que patriotes... qui ont peur que je vienne ici commettre un attentat contre les gloires les plus pures de la patrie... »

Dans des études précédentes, ce descendant de conquistadors et de héros de la guerre de l'Indépendance hispanoaméricaine avait, avec une ardeur servie par une documentation implacable, démoli quelques-unes des erreurs de l'Histoire officielle ou écrite par des étrangers. En cette soirée, il s'attaquait à la plus énorme de toutes, à celle qui, dénaturant complètement l'histoire de la guerre d'émancipation, est la conséquence des mensonges accumulés sur trois siècles d'histoire antérieure et

implique une partie des erreurs et des incompréhensions dont l'histoire du dix-neuvième siècle est l'objet.

A ses auditeurs, qui appartenaient tous à la meilleure société d'une des villes les plus cultivées de l'Amérique, M. Vallenilla Lanz tint un discours qui est le premier chapitre de son livre de reconstruction historique : *Césarisme démocratique,* et peut se résumer en quelques lignes : notre révolution n'a rien à voir avec l'exemple et les théories de la Révolution française ; notre guerre de délivrance n'est pas, comme l'Histoire officielle l'affirme, une lutte entre les Américains patriotes et les armées du roi d'Espagne, mais une guerre civile et sociale entre Américains partisans de l'autonomie ou de l'indépendance et Américains qui soutenaient la cause du roi. Au début d'une guerre acharnée qui dura quinze ans, ces derniers étaient les plus nombreux. Tous mes auditeurs sont d'excellents patriotes, républicains et démocrates, mais les arrière-grands-pères de plus de la moitié d'eux furent des royalistes qui prirent les armes pour défendre les droits de la Couronne d'Espagne contre la jeune République.

L'orateur avait résumé et cité des chiffres et des documents d'archives, des mémoires, des lettres, des proclamations, des rapports officiels de chefs de guerre et d'hommes d'Etat des Républiques sud-américaines émancipées, — toutes pièces qui se

trouvent dans des centaines de gros volumes de documents publiés par les gouvernements d'Espagne et d'Amérique. Et ce fut un scandale, car il y a des vérités qui ne sont pas bonnes à dire en public.

Et il y a, dans les pays démocratiques d'Amérique comme d'Europe, deux manières d'écrire l'Histoire. Il y a deux Histoires : la fausse et la vraie. La première est destinée aux enfants de l'école primaire, au peuple, et à ceux de la bourgeoisie qui, ayant terminé leurs études vers l'âge de seize ans, ne les poursuivent pas et se contentent de la lecture d'ouvrages dits de vulgarisation. En somme, cette Histoire est celle où la grande masse des électeurs puise des idées, des opinions, des amours et des haines, celle du suffrage universel.

L'autre a un caractère presque confidentiel, si restreinte est l'élite à laquelle elle s'adresse; on en apprend une partie aux candidats à la licence et à l'agrégation d'histoire, une partie seulement car, jusque dans les plus hautes sphères de l'Université, l'enseignement public commet des erreurs souvent volontaires commandées par l'intérêt qu'on a à défendre, par ce moyen, une doctrine ou un régime. Il y a, en effet, des régimes qui ne dureraient pas trente ans de plus si l'on enseignait l'Histoire vraie dans les écoles primaires et les collèges. La séparation entre les deux classes est si nette qu'on a pu voir, en France, un professeur

illustre publier deux ouvrages d'Histoire, l'un pour l'enseignement primaire, l'autre pour l'enseignement supérieur, qui, sur plusieurs épisodes, sont en contradiction formelle, l'un étant la négation de l'autre.

Pour l'Histoire de l'Amérique, il n'y a, en France, aucune différence entre les deux enseignements : c'est, aggravée d'une multitude d'erreurs incohérentes de faits et de dates, l'Histoire officielle qu'on apprend aux enfants des Ecoles primaires d'Amérique, et cette Histoire est le chef-d'œuvre — s'il est permis d'employer ce mot — le pire chef-d'œuvre de la mystique révolutionnaire. D'après elle, les Indiens, les nègres, les métis et les blancs de l'Amérique espagnole ont vécu plus de trois cents ans sous un régime d'obscurantisme, d'absolutisme et de tyrannie, martyrisés par les vice-rois et leurs séides, et par l'Inquisition ; les indigènes, les créoles même de pur sang espagnol étaient exclus de toutes les fonctions publiques ; toutes les industries étaient interdites, la fabrication du moindre instrument étant punie de mort par l'Inquisition, etc., etc. En 1810, instruit et entraîné par l'exemple de la Révolution française, le Peuple se soulève, depuis le Rio de la Plata jusqu'aux frontières des Etats-Unis du Nord, brise ses fers et proclame la République. Le roi d'Espagne envoie des armées pour le remettre sous son joug. Après quinze ans de guerre, la Liberté triomphe, l'Amérique est libre et le Peuple souverain.

L'Histoire vraie, celle qu'on cache à ce Peuple, celle dont toute réfutation est absolument impossible, dit : l'administration espagnole en Amérique ne fut pas parfaite, mais elle pourrait être, elle est même proposée comme un modèle sur de nombreux points. Elle fut surtout paternelle à l'égard des indigènes. L'Inquisition à qui on reproche, en vers et en prose, d'avoir brûlé des centaines de milliers d'Indiens, *n'en a même pas brûlé un seul ;* quant aux blancs, elle en a condamné, pour le crime d'hérésie, moins sur tout un continent et en deux cent cinquante ans que certains tribunaux laïques d'Europe en un an et dans une seule ville. Il y avait en Amérique des libertés et des franchises municipales qui n'existent plus dans aucune République de l'Ancien et du Nouveau Monde. Aucune industrie n'était prohibée ; quelques-unes étaient plus prospères qu'aujourd'hui. Les Américains n'étaient pas exclus des fonctions publiques ; les créoles hauts fonctionnaires étaient plus nombreux que ne le sont dans mainte colonie européenne du vingtième siècle les fonctionnaires natifs de cette colonie. Les auteurs de Manuels donnent comme preuve de l'asservissement de l'Amérique par la monarchie espagnole qu'il n'y eut que dix-huit vice-rois ou gouverneurs créoles. Eh ! combien y a-t-il eu de vice-rois ou de gouverneurs généraux natifs du pays, aux Indes et en Algérie ? Cette indignation est d'autant plus comi-

que que les promoteurs de la Révolution émancipatrice furent, en majorité, des officiers et des hauts fonctionnaires créoles.

Dans certains cas et certaines régions, le peuple des gens de couleur subissait une véritable tyrannie, non celle du gouvernement de la métropole, mais celle des créoles, nobles, patrons d'industries et grands propriétaires. Les émeutes populaires ne sont pas rares. Elles se font toutes au cri de : « Vive le roi ! » Car le roi et ses agents immédiats sont les protecteurs de ce peuple, mais leurs lois et règlements sont souvent inefficaces. Les patrons se plaignent de la législation qui met des entraves à l'industrie ; les « philosophes » européens se font leurs porte-parole et accusent le roi d'Espagne de tyrannie. Qu'on lise ces lois et l'on verra que la plupart des articles qualifiés de méticuleux et tracassiers n'ont d'autre objet que de protéger le prolétariat indigène contre l'inhumanité et la rapacité patronales.

Or le signal de la révolution va être donné par ces patrons et ces grands propriétaires auxquels se joignent des avocats, des médecins, des professeurs ; il va être donné par les nobles qui ont été souvent en conflit avec les représentants du roi parce que ceux-ci veulent faciliter l'accession de la petite bourgeoisie aux fonctions réservées à la noblesse et favorisent même les hommes de couleur, parce que, en un mot, le roi et ses ministres

sont imbus d'idées « démocratiques » ! M. Vallenilla Lanz donne, là-dessus, de nombreuses références et des documents officiels de l'époque qui stupéfieraient ceux qui ignorent cette Histoire. Quoi d'étonnant, alors, à ce que le Peuple se soit soulevé en armes contre ceux qui l'appelaient à l'Indépendance ? Jamais le mythe révolutionnaire et démocratique n'aura reçu un démenti plus éclatant ; c'est pourquoi nulle Histoire n'est plus falsifiée que celle-là.



La cause immédiate de la Révolution émancipatrice de l'Amérique espagnole est l'invasion de l'Espagne par l'armée de Napoléon, le renversement par lui du roi légitime et l'élévation au trône de Joseph Bonaparte. L'Amérique entière prend parti pour le roi emprisonné par l'empereur français qui est considéré dans le Nouveau Monde comme une incarnation des principes révolutionnaires et anticatholiques. Il n'est point de pays où la Révolution française ait inspiré plus d'horreur qu'en Amérique espagnole pendant les premières années de luttes pour l'émancipation. Les lettrés et les aristocrates enthousiastes des idées de l'*Encyclopédie* sont en une minorité si infime qu'ils n'auraient pu susciter aucune action. Ils suivent le mouvement et essaient de le canaliser. « Nous voulons l'ancien roi ou personne ! » Tel est le cri unanime. Des juntes locales

et régionales, à l'exemple de celles de l'Espagne, se forment « pour la sauvegarde des droits de Ferdinand VII et la défense de la religion catholique et de l'Immaculée Conception » ; elles réclament ou proclament l'autonomie et affirment leur droit de gouverner et d'administrer le pays tant que le trône sera vacant. Le conseil de Régence commet la faute de les traiter en rebelles.

Et c'est la guerre. Mais dès qu'il est évident que les chefs du mouvement tendent à l'indépendance et ne cesseront pas de combattre pour l'obtenir, même si la monarchie légitime est restaurée, l'Amérique espagnole se divise en deux camps : celui des partisans de l'indépendance sous l'autorité de Ferdinand VII ou d'un autre prince de la famille des Bourbons désigné par lui, et celui des royalistes partisans de l'Espagne. En droit strict les premiers avaient raison, car légalement, l'Amérique n'était pas une colonie de l'Espagne (le mot de « colonie » ne se trouve dans aucun document), mais des *royaumes*, des *domaines*, des *républiques* (les trois mots étaient synonymes), propriétés personnelles des héritiers et successeurs légitimes d'Isabelle la Catholique. La force des choses, l'abîme creusé par la guerre, l'intransigeance du gouvernement espagnol et du roi lui-même conduiront ensuite à l'indépendance absolue, puis à la République.

La guerre de l'Indépendance est donc une guerre

civile ; et c'est pour cela qu'elle dura quinze ans et se poursuivit avec férocité, avec un acharnement inouï de part et d'autre. Si l'Espagne n'avait eu pour combattre les rebelles que ses propres soldats et son Trésor, la lutte n'aurait pas duré six mois. Que l'on songe que, pendant les premières années de la guerre, elle était presque entièrement occupée par les armées de Napoléon contre lesquelles toutes les forces de la patrie luttaient avec un farouche héroïsme. Même après la restauration de Ferdinand VII, elle était trop pauvre, trop épuisée pour soutenir une guerre contre tout un continent révolté. Les chiffres, d'ailleurs, sont d'une éloquence écrasante : le total des troupes parties d'Espagne à destination de toutes les colonies insurgés, de 1811 à 1819, est de 42.167 soldats. De 1811 à 1815, environ 1.800 hommes seulement débarquèrent au Vénézuéla où la guerre était le plus acharnée. En 1820, au plus fort de la guerre générale dans toute l'Amérique espagnole, le nombre des soldats métropolitains est de 23.400 qui n'auraient même pas suffi pour soumettre un seul pays. La cause de l'Espagne en Amérique a été défendue par les Américains.

Le caractère de guerre civile a été affirmé — avec quelle colère patriotique, avec quelle poignante indignation ! — par les chefs militaires et civils de l'Indépendance : « Les habitants s'opposent à leur propre bien, et le soldat républicain est vu

avec horreur, — écrit le général Urdaneta, futur président de la Colombie. — Nos troupes traversent les pays les plus abondants et ne trouvent pas de quoi manger. A leur approche, les villages sont désertés, leurs habitants s'en vont dans les montagnes, emmènent leurs troupeaux et toute sorte de vivres, et le malheureux soldat qui se sépare de ses camarades pour chercher des aliments est assassiné. »

« Nos compatriotes se sont prêtés à être les instruments des scélérats espagnols », dit Bolivar dans un document officiel et public.

Et, lorsque, après une série de défaites sanglantes, la cause républicaine agonise au Vénézuéla, le Libérateur lance, dans une proclamation, cette accusation terrible : « Si le destin inconstant fit alterner la victoire entre les ennemis et nous, ce fut uniquement grâce à ces Américains qu'une inconcevable démence fit prendre les armes pour anéantir leurs libérateurs. Il semble que le ciel a permis, pour notre humiliation et notre gloire, que nos vainqueurs fussent nos frères et que, seuls, nos frères triomphassent de nous... *Ce sont vos frères et non les Espagnols* qui ont déchiré votre sein, répandu votre sang, incendié vos foyers et vous ont condamnés à l'exil... »



Ces caractères sont communs aux guerres de

l'émancipation de tous les peuples hispanoaméricains. Mais chaque grande région ou futur Etat a ses caractères particuliers, en opposition souvent à ceux des autres quoique le point de départ soit partout le même. C'est que, contrairement à une erreur trop répandue, ces peuples diffèrent les uns des autres autant que ceux d'Europe entre eux, bien qu'il y ait unité de langue et de religion. Ils diffèrent par les races plus ou moins amalgamées ici, en antagonisme violent là, par leur nombre plus ou moins grand d'Indiens, de nègres et de métis, par l'origine des créoles, descendants d'Espagnols ou d'autres Européens, par le passé précolombien qui persiste dans les mœurs d'indigènes appartenant à cent races diverses, par l'éternelle influence du milieu géographique — climat, montagne, plaine, mer, — qui commande l'Histoire. Examinons les traits particuliers dans chacun des trois grands centres des luttes pour l'émancipation : le Mexique, les provinces du Rio de la Plata (future Argentine) et le Vénézuéla qui par son union avec la Nouvelle-Grenade et l'Equateur, forme la Grande Colombie éphémère.

Au Mexique, en 1810, un curé, Hidalgo, suscite un formidable soulèvement d'Indiens qu'il attire et enrôle par l'appât d'un massacré des blancs, du pillage de leurs propriétés et du partage des terres qu'il leur promet. Un pauvre curé de campagne, dit l'Histoire officielle, un homme du peuple qui

avait étudié l'*Encyclopédie* et Rousseau, et se penchait sur les misères des indigènes. Or, ce pauvre curé avait des rentes annuelles d'une valeur de quatre cent mille francs de notre monnaie. Il soulève une guerre de races et une guerre sociale au cri de : « Vivent le roi et la Vierge de Guadalupe » dont les images précèdent le front de son armée. C'est un dévoyé de l'Eglise qui s'entoure d'une cour qu'il veut royale, aux fêtes de laquelle préside sa maîtresse. Il prend le titre d'Altesse Sérénissime et se propose de soumettre le Mexique à une monstrueuse théocratie démagogique dont il sera le souverain. Son successeur, un autre curé, Morelos, est ausi sinistre et extravagant : il rétablit l'Inquisition en l'affublant d'un autre nom et prépare des lois contre les étrangers à qui le séjour de l'Amérique sera interdit parce qu'ils mettent en péril « la pureté de la Sainte Vierge ». Les hordes de ces deux anabaptistes mettent plus de la moitié du Mexique à feu et à sang et sont finalement vaincues, anéanties ou dispersées en 1816 par les armées du vice-roi composées, en immense majorité, de Mexicains. Donc, guerre civile.

Il est impossible de trouver dans cette aventure un seul trait qui permette d'y voir la moindre influence des encyclopédistes, des constituants et des conventionnels français.

En 1821 l'émancipation est réalisée, sans combat, par un accord de la presque unanimité des

Mexicains de toutes classes et castes. Ce n'est pas une révolution, mais une contre-révolution, une réaction catholique contre le parlementarisme libéral qui est maître de l'Espagne depuis que, à la suite des révoltes militaires dont Riego a donné le signal, Ferdinand VII a été obligé de rétablir la Constitution de 1812. Les Mexicains s'opposent à ce que cette Constitution soit mise en vigueur chez eux ; ils réclament le maintien des vieilles lois des Indes, ils protestent contre l'expulsion des jésuites ; ils s'indignent de voir que le vice-roi et tous les officiers supérieurs espagnols en garnison au Mexique sont des francs-maçons. Le haut clergé prend la tête du mouvement pour l'indépendance. La franc-maçonnerie, qui prétend aujourd'hui que l'émancipation du Mexique est son œuvre et celle de l'influence de la Révolution française, interdit, sous peine de mort, à ses membres d'y prendre part : elle veut que le Mexique reste une colonie espagnole.

Le plan du soulèvement et les articles essentiels de la Constitution du Mexique indépendant, dont Ferdinand VII ou un de ses parents sera le souverain, sont élaborés dans la cellule d'un moine « inquisiteur honoraire ». L'exécution est confiée au colonel Iturbide. Celui-ci marche sur Mexico avec une armée de Mexicains dont beaucoup s'étaient battus contre les hordes de Hidalgo et de Morelos. Il n'a qu'à paraître pour que les villes

s'ouvrent et l'acclament ; dans un rapport il reconnaît qu'il a triomphé sans efforts et que son armée a marché comme sur des tapis de roses. La puissance espagnole s'écroule instantanément parce qu'elle n'a pas d'armée, parce que, tous les Mexicains s'étant mis d'accord, *la guerre de l'indépendance, qui est une guerre civile, est terminée.*

Malheureusement, Iturbide, enivré par de trop faciles succès, prend la couronne, aux acclamations du peuple et de l'armée, au lieu de l'offrir à un prince de la maison de Bourbon. Des officiers jaloux le détrônent. Et c'est le début d'une longue période de nouvelles guerres civiles et d'anarchie dans laquelle des loges maçonniques « yorquines », fondées par des Anglo-Saxons des Etats-Unis, joueront un rôle considérable.

Dans le vice-royaume de la Plata, la révolution libératrice est faite par les grands commerçants à leur profit et à celui du port de Buenos-Aires. L'ennemi n'est pas le roi d'Espagne mais le commerce de Cadix qui ne veut pas renoncer à des privilèges fructueux. On fait la révolution non pour proclamer les Droits de l'Homme, mais pour des questions de droits de douane. Depuis près d'un demi-siècle que Charles III lui a octroyé des libertés de navigation et de commerce, le port de Buenos-Aires a pris un essor extraordinaire ; la ville, auparavant pauvre et abandonnée, se peuple et s'enrichit. On veut plus de libertés encore, on veut

l'autonomie complète afin qu'elle devienne plus prospère encore. Il semble qu'on prévoit que Buenos-Aires est destiné à être un des plus grands ports du monde. Mais son commerce se heurte à l'intransigeance de celui de Cadix, dont les dirigeants — des libéraux pourtant — imposent leur volonté au Parlement libéral espagnol réfugié en cette ville pendant que l'armée française occupe presque toute la péninsule. Dès que Ferdinand VII est restauré, ces commerçants de la métropole paient les frais d'une expédition militaire contre l'Amérique du Sud. Les derniers liens sont rompus avec l'Espagne, mais non avec le roi car on espère qu'il acceptera de rester le souverain de la Plata ou lui donnera un prince de sa famille. L'indépendance est proclamée en 1816 par un Congrès dont plus de la moitié des membres sont des prêtres et des moines professeurs de l'Université.

Le nouvel Etat prend le nom de Provinces-Unies de la Plata, nom immérité car on ne peut être plus désuni qu'elles ne le sont. Buenos-Aires a fait la révolution à son seul profit et veut imposer sa volonté et son gouvernement aux provinces. Les provinces se dressent contre la capitale en même temps que Montevideo, le port voisin et rival. La fidélité au roi et à l'Espagne n'est pas seulement une question de sentiment ; de puissants intérêts économiques sont en jeu, il y a même des heurts de races. Et cela continuera durant de nombreuses

années après que la guerre de l'Indépendance sera achevée. Après cette guerre contre le tyran étranger, dit l'Histoire officielle, *commence* une période de guerres civiles et d'anarchie. Non ; *c'est la même guerre civile qui continue.*

Des forces de la nature s'entrechoquent : la steppe lutte contre la ville, la province contre la capitale, la montagne contre le rivage maritime. Le gaucho, l'homme des plaines immenses, le pasteur nomade, le centaure, le demi-barbare est le héros de ces luttes épiques. Il a des instincts égalitaires, mais, pour ses chefs, et à plus forte raison pour lui, la doctrine démocratique inscrite dans la Constitution n'est qu'une façade derrière laquelle se déroulent de grands drames où la littérature politique européenne n'a rien à voir.

« Les pasteurs cavaliers, grâce aux chevaux rapides dévoreurs d'espace, ont été, par le cheval, des conquérants...

« A partir du IVe siècle de l'ère chrétienne, les invasions des audacieux (que nous avons appelés les « Barbares ») n'ont cessé de déferler sur le monde des cultivateurs méditerranéens. De même en Asie, ils n'ont guère cessé d'envahir ou de menacer les riches domaines des cultivateurs chinois. » De même en Amérique, au XIXe siècle.

« De ces steppes (d'Asie) sont sortis quelques-uns des plus grands et plus hardis conquérants de l'histoire, Gengis Khan, Timour, Koubilaï : on peut

affirmer que c'est par ces steppes, par les aptitudes conférées aux peuples pasteurs par la subordination géographique au milieu, que s'expliquent en partie les qualités qui ont fait leur pouvoir » (1).

Les mêmes phénomènes de Géographie humaine ou politique se produisent dans les steppes de l'Amérique. Mais c'est surtout au Vénézuéla — où le pasteur à cheval est nommé *llanero* (de *llano, plaine*) — qu'il convient de les étudier ; ils y dépassent, en importance historique et sociale, ceux de la pampa argentine, et leur étude approfondie donne à l'ouvrage de M. Vallenilla Lanz un intérêt considérable.



Le Vénézuéla est le seul pays d'Amérique où, dès le début de l'insurrection, on ait proclamé la République et les Droits de l'Homme. C'est qu'au Vénézuéla, plus que partout ailleurs, les promoteurs de la Révolution ont été des nobles et des lettrés. Le grand patricien Bolivar débute en vrai disciple des jacobins français, mais avant même d'avoir la responsabilité du pouvoir, instruit, transformé par de terribles expériences, il pensera, écrira — et, plus tard, agira — en réactionnaire, en traditionnaliste, en positiviste. Au reste, les théories révolutionnaires européennes n'ont aucun sens pour la masse populaire ni même pour la

(1) Jean Brunhes : *La Géographie humaine*, pp. 395, 396, 802.

bourgeoisie ; ils savent seulement que la religion catholique est menacée par les novateurs européens, et c'est assez pour justifier leur haine. Plus qu'à la Plata, les formules étrangères ne sont que de fragiles façades. D'ailleurs, ici, la fidélité au roi ne sera aussi (non pour la totalité de la population mais pour les grands et sauvages acteurs du drame) qu'une autre façade, qu'un coup de pied de cheval brisera.

Ce sont les *llaneros*, ces pasteurs à cheval des pampas vénézuéliennes, qui vont noyer dans le sang et ensevelir sous les ruines la première en date des Républiques hispanoaméricaines. Au nombre de douze mille, sous le commandement d'un contrebandier espagnol, Boves, ils parcourent, au galop de leurs chevaux, une partie du Vénézuéla, pillant, incendiant, tuant partout, sans épargner les femmes et les enfants. C'est un ouragan, un cyclone qui passe. Ils sont poussés par leurs instincts de primitifs, par la haine du barbare contre le civilisé, de l'Indien et du métis contre le blanc, du nomade contre le sédentaire et le citadin. Là-dessus, les auteurs de manuels et d'histoires conformes au mythe révolutionnaire du « Peuple », secouant le joug du tyran étranger, écrivent des pages éloquentes et vengeresses contre la manière sanguinaire dont les Espagnols firent la guerre aux républicains d'Amérique. Des Espagnols ? Il n'y en avait pas deux cents dans cette armée, dans ces hordes

« royalistes ». Tous les *llaneros* étaient Vénézuéliens.

Les mêmes historiens célèbrent les exploits de l'armée de purs héros, de citoyens vénézuéliens, qui finissent par prendre le dessus, relever et ressusciter la République. Ils opposent les héros aux bandits. Or, bandits et héros sont les mêmes personnages. Les *llaneros* sont passés au service de la République parce que les autorités espagnoles ne leur ont pas donné la « part du combattant » qui leur avait été promise, parce que des officiers supérieurs espagnols ont voulu les soumettre à la discipline d'une armée de peuple civilisé et parce que, enfin, après la mort de Boves, ils ont trouvé en l'un d'eux, le général Páez qu'ils appellent leur « majordome », un chef merveilleux, et que Páez a opté pour la République.

Un officier anglais qui servit la cause de l'Indépendance dans l'armée de Páez a écrit dans un Mémoire la page suivante sur les mœurs des *llaneros* :

« Ils ont l'habitude de s'approprier le bien d'autrui, et ce vice est tellement ancré en eux qu'il n'y a pas de crainte de châtiment qui puisse les corriger. Les *llaneros* sont de taille élevée, bien musclés, capables de supporter de grandes fatigues, très sobres, mais fourbes, astucieux, prompts à la vengeance. Pour satisfaire cette passion, ils ne reculent devant aucun moyen, et ils vont jusqu'aux

actes les plus sanguinaires. Ils versent le sang de leurs proches les plus chers pour le motif le plus futile, avec la plus grande indifférence, et si l'activité de l'énergie de leur chef ne les avait contenus, ils se seraient emparés de toutes les richesses du pays. Le général Páez possède tous les dons nécessaires pour commander à ces gens et les tenir dans la soumission ; il est peut-être le seul homme en Colombie qui puisse contenir efficacement leur rapacité et leur passion pour l'assassinat. Il ne les gouverne pas au moyen des lois, mais il se fie à sa propre force pour apaiser les troubles et punir les coupables. Quand quelqu'un commet une action qui mérite un châtiment ou manifeste de l'opposition aux ordres donnés, Páez le provoque pour une lutte corps à corps que l'autre est obligé d'accepter, conformément à la coutume, sans quoi ses compagnons le chasseraient de leurs rangs. Ils reçoivent ainsi le châtiment de leurs fautes des mains de leurs propres chefs que sa vaillance fait toujours vainqueur ; et cela, plus que tout autre raison, accroît le respect qu'ont pour lui de pareils soldats...

« ...Páez est la première lance du monde... Lorsque je servais avec lui, il ne savait ni lire ni écrire et, jusqu'à l'arrivée des Anglais dans les *llanos,* il ignorait l'usage de la fourchette et du couteau, tant sa vie antérieure avait été rude et dépourvue de toute éducation ; mais lorsqu'il commença à

fréquenter les officiers de la légion britannique, il imita leurs manières, coutumes et vêtements ; il se conduisit en tout comme eux, autant que le permettaient les habitudes de sa première éducation. »

Avec de pareils centaures et un pareil général, comme nous voilà loin de l'*Encyclopédie* et des immortels principes européens ! Mais ce Páez qu'on a comparé, avec juste raison, à un Khan tartare, est une très haute et lucide intelligence, il a tous les dons innés du chef militaire et de l'homme de gouvernement ; il fait penser à ces rudes barons illettrés du moyen âge, dont parle Auguste Comte, qui étaient à la fois de farouches guerriers, des administrateurs habiles et des magistrats parfaits. Devenu dictateur souverain du Vénézuéla sous le titre de président constitutionnel, après la dislocation de la Grande Colombie, il est un des chefs d'Etat les plus admirables de l'Amérique entière, un mainteneur de l'ordre, un sauveur.

Après la reconquête du Vénézuéla par les troupes royalistes, Bolivar reprend la lutte ; son génie et sa dévorante activité tirent des ressources du néant et des ruines : il reconstitue des régiments de volontaires qui, accrus des *llaneros* de Páez, assureront en quelques années le triomphe définitif de la République. Les *llaneros* suivent Bolivar partout, jusqu'à l'Equateur, jusqu'au Pérou ; le grand patricien blanc, demi-dieu de la guerre, intrépide centaure comme eux, leur inspire un fanatique

enthousiasme; mais, malgré le prestige et la puissance du généralissime-dictateur et du « majordome », il est toujours difficile et souvent impossible de les soumettre à la stricte discipline des armées régulières. On est obligé de les laisser piller les fermes et voler les troupeaux des royalistes; et ils qualifient de royalistes toutes les fermes qu'il leur plaît de piller, tous les troupeaux qui se trouvent sur leur passage. Ils sont à la fois le salut et le fléau de la République.

« Moi-même qui ai toujours été à leur tête, écrit Bolivar à un de ses amis à la fin de la guerre, je ne sais pas encore de quoi ils sont capables. Je les traite avec la plus grande considération, et cela ne suffit pas pour leur inspirer la confiance et la franchise qui doivent régner entre camarades et concitoyens. Soyez bien persuadé que nous sommes sur un abîme ou plutôt sur un volcan prêt à faire explosion. Je redoute la paix plus que la guerre. »



Parlant de ces mêmes *llaneros* et d'autres éléments de l'armée libératrice, Bolivar dit à un Français qui fut un de ses officiers d'ordonnance:

« Dans les premières années de l'indépendance on cherchait des hommes, et la première qualité était la vaillance. Ils étaient tous bons, quelle que fût leur classe, pourvu qu'ils se battissent courageusement. On ne pouvait récompenser personne

avec de l'argent puisqu'il n'y en avait point ; on ne pouvait donner que des grades militaires pour stimuler l'enthousiasme et récompenser les exploits. C'est pourquoi on trouve aujourd'hui des gens de toutes les castes parmi nos généraux et nos officiers ; la plupart n'ont d'autre mérite que la valeur qui a été si utile à la République, celui d'avoir tué beaucoup d'Espagnols et de s'être rendus redoutables. Des nègres, des métis, des mulâtres, des blancs, des hommes de toutes les classes qui aujourd'hui, au milieu de la paix, sont des obstacles à l'ordre et à la tranquillité. Mais ce fut un mal nécessaire. » (1).

Ce mal, qui était nécessaire pour délivrer l'Amérique de la domination espagnole, ne cesse pas instantanément le jour où le dernier fonctionnaire et le dernier officier espagnols ont quitté les rives du Nouveau Monde. Les formidables et barbares cavaliers de la plaine ont vécu, pendant quinze années de guerre, du pillage des pays dont ils étaient les héroïques libérateurs ; leurs instincts se sont donné libre cours, il n'y avait pas de lois pour punir leurs rapines et leurs dévastations, et y en aurait-il eu qu'elles eussent été inapplicables. Les maîtres de la steppe sont devenus aussi les maîtres de la montagne et des villes. Dès que le régime

---

(1) Péru de Lacroix : *Diario de Bucaramanga.*

n'est plus en question, c'est-à-dire dès que la cause de l'Espagne est perdue, ils constituent un péril angoissant pour l'Etat qu'ils ont sauvé et qui veut s'organiser dans l'ordre et la paix intérieure. Leurs instincts sont déchaînés plus que jamais. Des lois terribles, allant jusqu'à la peine de mort, sont votées contre les voleurs de troupeaux. On ne peut les mettre à exécution. Des juges sont assassinés. Des rhéteurs, des illuminés, des doctrinaires de l'idéologie révolutionnaire européenne, des fabricants de Constitution exploitent ces instincts et l'on voit des bandes de *llaneros* et des gens du peuple des villes se soulever en exigeant des réformes constitutionnelles au nom de principes qu'on leur a dit immortels et qui, pour eux, ne signifient pas autre chose que la suppression des impôts et la liberté de voler.

Páez, leur chef, devenu homme d'ordre et de gouvernement, sévit contre ses *llaneros* avec une énergie et une cruauté nécessaires et s'appuie, pour gouverner, sur les conservateurs, sur les anciens ennemis dont il est maintenant l'idole. Revirement inattendu, mais combien logique ! Sur les événements de cette période, M. Vallenilla Lanz a projeté, avec un courage et une conscience exemplaires, une lumière inconnue jusqu'à lui. Avec lui tout s'explique : la guerre de l'Indépendance est une guerre civile entre deux partis ; une fois l'indépendance assurée, au Vénézuéla, les deux

partis changent de nom et la lutte continue tantôt dans le Parlement, tantôt dans la rue et dans les champs, les armes à la main. Les royalistes anciens combattants, ou appartenant à des familles dont des membres ont fait la guerre, acceptent le fait accompli et, forcément, se placent sur le terrain national et républicain. Ils entrent dans la République, non seulement avec leurs idées, mais aussi avec leurs rancunes, leurs haines violentes contre les ennemis des quinze années antérieures qui les ont ruinés et ont tué leurs pères, leurs frères et leurs amis. Le premier objet de leur haine et de leur désir de vengeance est Bolivar qui, pourtant, est un homme d'ordre, un conservateur, un réactionnaire; mais ils le rendent responsable des atrocités de la « Guerre à mort » au début de la lutte pour l'Indépendance, tandis que Páez n'a aucune responsabilité dans ces événements. Ils soutiennent ce dernier et s'acharnent, en partisans, contre Bolivar qui, sous leurs coups combinés avec ceux des démagogues, est forcé d'abandonner le pouvoir et d'aller mourir misérablement dans un village lointain, sous les insultes de ceux qui lui devaient tout. Nul, avant M. Vallenilla Lanz n'avait tiré ces vérités, et bien d'autres lourdes de conséquences, des profondeurs de l'histoire, parce que nul n'avait osé affimer comme lui, preuves en main, en détruisant le mythe et en brisant une Idole du forum: « La guerre de l'Indépendance fut une guerre civile ».

Les anciens royalistes du Vénézuéla entrent si bien dans la République qu'en peu de temps ils en sont les maîtres ; ils peuplent les administrations de l'Etat, les tribunaux sont à eux, et ils deviennent si forts qu'ils peuvent élever l'un d'eux à la présidence de la République.

Reprenons la citation de Bolivar sur le mal nécessaire pendant les années de luttes pour l'émancipation. Il persiste pour d'autres raisons que celles que nous venons de voir. Beaucoup des officiers qui, autant que leurs soldats, faisaient dire au Libérateur qu'il craignait la paix plus que la guerre, veulent, par une ambition personnelle que rien ne justifie, être des hommes d'Etat, des chefs de partis, des réformateurs. Ils se mettent à fabriquer des Constitutions. Ils avaient été précédés dans cette voie, au cours même des années de guerre, par des avocats, des lettrés et des bourgeois ivres de chimères et de funestes idéologies et qui prétendent imposer à l'Amérique espagnole des Constitutions modèles empruntées à la France révolutionnaire, à l'Angleterre parlementaire et aux Etats-Unis. Alors interviennent dans le gouvernement des peuples les principes révolutionnaires européens qui n'inspiraient que de l'horreur aux promoteurs du mouvement de l'indépendance. Cette déviation aggrave l'anarchie dans laquelle l'Amérique est plongée pendant un siècle et d'où elle ne peut sortir, en d'heureuses périodes, que par l'ordre césarien.

M. Vallenilla Lanz montre, dans une de ses études les plus récentes, que « le mouvement émancipateur, commencé par une minorité audacieuse, n'a rien à voir avec l'incapacité des peuples américains de mettre en pratique des principes exotiques, des théories importées qui, s'emparant de l'esprit de demi-lettrés, bouleversèrent l'évolution naturelle de ces pays lequels, sans l'exemple de la Révolution française et des Etats-Unis, auraient trouvé dans leur propre idiosyncrasie les formes politiques les plus appropriées à l'état rudimentaire des masses et à leurs nouveaux modes d'existence. »

Seul, le génie politique du grand positiviste qu'est Bolivar, avant même qu'Auguste Comte ait formulé sa Politique positive, voit où sont la raison, l'ordre et le salut. Pour qui a lu ses lettres, ses discours et les préambules des projets qu'il soumettait à des Congrès d'idéologues d'une démocratie d'importation, des citations caractéristiques affluent à l'esprit, qui sont dignes de Comte, ou de Joseph de Maistre ou du Renan de *la Réforme intellectuelle et morale.*

« Les codes que consultaient nos magistrats n'étaient point de ceux qui pouvaient leur enseigner la science pratique du gouvernement, mais ceux fabriqués par de doux visionnaires qui, imaginant des républiques aériennes, ont voulu s'élever à la perfection politique en présupposant la perfectibilité du genre humain...

« Les événements du Vénézuéla nous ont prouvé que les institutions représentatives ne sont pas en harmonie avec notre caractère, nos mœurs et l'état actuel de notre culture...

« Le système de gouvernement le plus parfait est celui qui produit la plus grande somme de félicité possible, la plus grande somme de sécurité sociale et la plus grande somme de stabilité politique. » Le gouvernement démocratique tel qu'il est préconisé par les philosophes européens n'a pas ces qualités, car « il est si débile que le moindre embarras le bouleverse et le ruine ».

« Il ne faut jamais oublier que l'excellence d'un gouvernement ne consiste pas en sa théorie, mais en ce qu'il est approprié à la nature et au caractère de la nation pour laquelle il est institué.

« Il ne faut pas laisser tout au hasard et à l'aventure des élections; le peuple se trompe plus facilement que la nature perfectionnée par l'éducation...

« La liberté indéfinie, la démocratie absolue sont les écueils contre lesquels sont allées se briser toutes les Républiques...

« Les cris du genre humain sur les champs de bataille et dans les assemblées tumultueuses sont des témoignages élevés vers le ciel contre les législateurs inconsidérés qui ont pensé qu'on peut impunément faire des essais de Constitutions chimériques.

« Le gouvernement démocratique absolu est aussi tyrannique que le despotisme.

« La Révolution française ne cessa de tituber dans le tumulte d'agitation infinie jusqu'au jour où les principes du gouvernement s'occordèrent avec la nature des choses et l'esprit des citoyens. Un phénomène aussi remarquable et récent de l'inconsistance humaine en tout ce qui est actuellement spéculatif nous démontre que même la nation la plus instruite de l'univers antique et moderne n'a pu résister à la violence des tempêtes inhérentes aux théories pures. Si la France européenne, toujours souveraine et indépendante, n'a pu supporter le poids d'une liberté infinie, comment serait-il donné à la Colombie de réaliser le délire de Robespierre et de Marat ? Peut-on même songer à un pareil somnambulisme politique ? Législateurs, gardez-vous bien d'être comparés, par le jugement inexorable de la postérité, aux monstres de la France ! »

Aux premiers temps des luttes pour l'émancipation, tous les grands chefs de guerre et les hommes d'Etat — dont la plupart, d'ailleurs, surtout en Argentine, étaient monarchistes — avaient la même opinion ; mais lorsque Bolivar, en 1828, l'exprime en ces termes, les idéologues ont accompli leur œuvres, ils plongent l'Amérique dans un « somnambulisme politique » ; des idées démocratiques d'importation étrangère, ils la mènent à la déma-

gogie, puis à l'anarchie. C'est en vain que des municipalités qui sont les derniers refuges des principes d'ordre et d'autorité, c'est en vain que les bons travailleurs de toutes les classes tendent des mains suppliantes vers le Libérateur et lui demandent d'imposer la paix par une dictature de fer et, si c'est nécessaire, par la monarchie. L'Amérique est empoisonnée. Les destins vont s'accomplir. Suivant l'expression d'un écrivain sud-américain, « l'Amérique du Sud verse des torrents de sang en hommage au *Contrat social* » (1).

⁂

« *La royauté disparue, le peuple aspira à la restaurer sous une nouvelle forme* ». Cette phrase de M. Vallenilla Lanz — que bien peu d'Américains auraient osé écrire, tant le mythe est puissant encore, au Nouveau Monde, même sur les esprits plus désillusionnés — explique une des principales causes des révolutions des Républiques hispanoaméricaines depuis 1825 jusqu'à nos jours.

« Une Constitution qui est faite pour toutes les nations, dit Joseph de Maistre, n'est faite pour aucune ; c'est une pure abstraction, une œuvre scolastique faite pour exercer l'esprit d'après une

---

(1) L.-A. DE HERRERA : *La Révolution française et l'Amérique du Sud* ; trad. française, p. 57.

hypothèse idéale et qu'il faut adresser à l'*Homme* dans les espaces imaginaires où il habite. Qu'est-ce qu'une Constitution? N'est-ce pas la solution du problème suivant : Etant données la population, la religion, la situation géographique, les relations politiques, les richesses, les bonnes et les mauvaises qualités de chaque nation, trouver les lois qui lui conviennent ? » (1).

C'est ce que Bolivar n'a cessé de dire, toute sa vie de chef d'Etat, et même avant de prendre le pouvoir. Les législateurs américains ont-ils trouvé les lois qui convenaient à leurs peuples ? Pour reprendre une phrase du Libérateur, les cris des hommes sur les champs de bataille et dans les assemblées tumultueuses certifient que non. Aucune des Républiques de l'Amérique latine n'a la Constitution qui lui convient parce que les fabricants de ces Constitutions ont légiféré pour l'homme idéal, l'homme abstrait, en s'inspirant des livres de philosophes et de textes de lois rédigés par des idéologues d'un autre continent tombés eux-mêmes dans ce défaut. Ils ont adopté des Constitutions étrangères non parce qu'elles convenaient à leurs peuples — ce qui, d'ailleurs, eût été impossible — mais parce qu'elles étaient conformes à la doctrine des Droits d'un Homme inexistant. On voit souvent

(1) *Considérations sur la France*, chap. VI.

des littérateurs et des politiciens de ces Républiques soutenir naïvement que leur Constitution est inspirée de celle de la France républicaine ou des Etats-Unis, mais qu'elle est plus parfaite, parce que les trois Pouvoirs y sont mieux balancés, qu'elle est plus démocratique, plus fidèle aux principes de la Liberté et de l'Egalité — également abstraites. Or, ces Constitutions « parfaites » sont sans cesse violées par le parti au pouvoir ; un parti d'opposition fait une révolution au nom des principes constitutionnels outragés et les viole à son tour dès qu'il a remplacé l'autre.

« Je considère le Nouveau Monde, disait Bolivar en 1828, comme un hémisphère qui est devenu fou, dont les habitants sont attaqués de frénésie et au milieu duquel, pour contenir cette flottaison de délires, on met un gardien avec un livre (la Constitution) à la main pour leur faire entendre leur devoir. »

Mais, de temps en temps, la Constitution effective l'emporte sur la Constitution chimérique écrite sur du papier, les peuples acceptent ou se donnent des présidents que M. Vallenilla Lanz qualifie de « bolivariens » parce que Bolivar, partisan de l' « hérédité sociocratique » avant que Comte n'eût trouvé cette expression et n'en eût exposé la théorie, aurait voulu qu'à la tête de chacune des Républiques fondées ou délivrées par lui, il y eût un président à vie et nommant son successeur. Ce

président est un César. Il surgit parfois de la masse populaire, il restaure l'ordre et répare avec une rude et sage autorité les fautes des idéologues et des lettrés qui le méprisent parce qu'il n'est pourvu d'aucun diplôme de docteur. Dans les pays de plaines et de chevaux, il a des caractères particuliers; c'est le *caudillo,* mot aussi intraduisible que ceux de *gaucho* et de *llanero.* Où il y a des chevaux et des plaines, il y eut, et il y aura encore des *caudillos.*

Il y a de mauvais *caudillos* comme il y a de mauvais césars. Mais en retournant au « caudillisme », les Américains du Vénézuéla, de l'Argentine et de quelques autres Républiques retournent à leur Constitution effective. Ils restaurent la royauté « sous une nouvelle forme », celle qui convient à leurs instincts démocratiques et égalitaires et qui, n'étant pas basée sur le principe de l'hérédité du sang, est plus précaire que l'autre. Le caudillisme se rapproche du césarisme européen, en ce qu'il est la domination d'un souverain porté au pouvoir par la démocratie et revêtu d'une autorité absolue. Le *caudillo* ne prend pas le titre de souverain, il garde celui de président constitutionnel ; il n'abolit pas la Constitution importée par les idéologues, il l'interprète à sa guise.

Sous le nom de caudillisme ou tout autre, la dictature est, depuis plus de cent ans et sera vraisemblablement longtemps encore, le régime qui

donne à l'Amérique latine tout entière ce que Bolivar désirait pour elle, « la plus grande somme de félicité possible, la plus grande somme de sécurité sociale et la plus grande somme de stabilité politique », même au Chili, où le pouvoir est entre les mains d'une oligarchie de grands propriétaires terriens battue en brèche, d'ailleurs et de plus en plus, par la démagogie et son alliée la Banque.

La loi bolivarienne s'est accomplie presque partout. A l'exemple du Mexique, sous Porfirio Diaz signalé par l'éminent historien et sociologue Gil Fortoul dans une étude que M. Vallenilla Lanz cite et commente, l'auteur de *Césarisme démocratique* ajoute celui, peut-être plus caractéristique encore, de la République Argentine où, après la chute de Rosas, continua de prédominer, pendant très longtemps, le régime du caudillisme « jusqu'au général Julio Roca, considéré, à cause de ses conditions d'homme d'Etat en un milieu profondément modifié par le développement économique et l'immigration européenne, comme une superstructure du *caudillo* primitif » ; il fut, durant trente ans, le maître absolu, le pontife de la politique nationale, « mettant en pratique la loi bolivarienne au point de nommer son successeur, en faisant toujours triompher le candidat officiel. C'est ce que les Argentins ont dénommé « postérités présidentielles. »

Le Pérou, un des pays les plus troublés par la

démagogie, a eu des périodes de paix intérieure, de stabilité administrative, de réformes financières et de prospérité économique sous la dictature de trois *caudillos:* Santa-Cruz, Castilla et Pierola. Le président Pardo, qui fut l'homme de la réaction des civils contre le militarisme de Castilla, fut aussi un bon chef d'Etat parce qu'il estimait que « la Constitution est lettre morte » et qu'il agissait en conséquence, c'est-à-dire en dictateur.

La Colombie est le pays qui a le plus souffert des sophismes de la fin du XVIII[e] siècle et des Constitutions étrangères ; en moins de quatre-vingts ans, elle a été ravagée par vingt-sept guerres civiles dont une seule, celle 1879, a causé la mort de quatre-vingt mille hommes. Mais elle a eu vingt ans de paix intérieure et de prospérité sous le gouvernement d'un *caudillo,* Rafaël Nuñez, un incroyant, mais positiviste, qui fait appel au clergé pour l'aider à sauver le pays: « Nuñez, dit M. Vallenilla Lanz, vit clairement que l'unique tête visible de l'unité colombienne était alors l'archevêque de Bogota parce que là où n'arrivaient pas les ordres du gouvernement national parvenaient ceux du prélat ; et, ne croyant pas ou croyant peu à l'influence divine, il crut aveuglément à celle de l'Eglise catholique et il s'allia à elle pour rétablir dans sa patrie la stabilité et la tranquillité sociale ». En partageant le pouvoir avec la plus haute autorité religieuse, Rafaël Nuñez brise la Constitution

chimérique et meurtrière et rétablit, dans ce pays où les Indiens sont en majorité, la Constitution antérieure à l'arrivée des conquistadors. Le pouvoir y était exercé par le Zaque, chef séculier, et le Lama, chef religieux. « C'est l'union du Zaque et du Lama, représentés, en plein XIX[e] siècle, par Nuñez et l'archevêque Paul, qui vient reconstituer l'organisme de la Nation, dominer l'anarchie, établir l'ordre et s'imposer par-dessus toutes les idéologies constitutionnalistes. »

Le Vénézuéla où, contrairement à la Colombie, le clergé n'a jamais joué un rôle politique considérable, est, par excellence, la terre des *caudillos;* il est la patrie du plus grand de tous, le « Khan » Páez. Précisément parce que la masse de sa population est fortement imprégnée de sentiments égalitaires, depuis des temps immémoriaux, il ne peut trouver la paix intérieure que sous l'autorité d'un César d'origine populaire. Nulle part, plus que là, le césarisme est l'aboutissement nécessaire de la démocratie. Un des meilleurs historiens de notre époque, M. Carlos Pereyra, qui excelle dans l'art de dire beaucoup de choses en peu de mots ou par quelques chiffres, donne, dans sa grande *Histoire de l'Amérique espagnole,* la statistique suivante sur le Vénézuéla :

« La production qui, en 1830, était de quatorze bolivars par habitant, s'élevait à quarante-huit bolivars en 1875. Après avoir baissé jusqu'à quarante

et un en 1887 et à quinze en 1903, elle s'est élevée à cinquante en 1913. Pourquoi ? Parce que, en 1875, le Vénézuéla était sous le poids de l'autorité représentée par Guzman Blanco et qu'en 1913, l'homme *le plus fort* de toute son histoire, Juan Vicente Gomez, était au pouvoir. » Il y est encore, et la prospérité n'a fait que croître depuis 1913.

⁂

On croit, généralement, qu'un certain nombre de Républiques hispanoaméricaines, l'Argentine et l'Uruguay entre autres, ont échappé à la nécessité du dictateur ou du *caudillo* et que le fonctionnement de leur Constitution ne sera plus interrompu par des coups d'Etat et des luttes civiles. Rien n'est moins sûr. Le Nouveau Monde n'est pas à l'abri des mouvements et des tendances qui agitent l'Ancien ; ils y prennent même des formes inconnues, impossibles en Europe. Le Mexique, par exemple, où plus des trois quarts de la population sont des Indiens et des métis, est, depuis deux ou trois ans, une terre de prodigieuses expériences dont il est surprenant qu'elle n'attire pas davantage l'attention des historiens, des sociologues et des économistes. On assiste à la naissance et au développement d'un nationalisme indien qui se manifeste sur tous les plans de l'activité humaine, y compris celui des beaux-arts. Il ne lui manque qu'un chef prestigieux, qu'il trouvera peut-être,

pour abolir jusqu'aux derniers vestiges des Constitutions chimériques au nom desquelles le XIX[e] siècle a été ensanglanté. La dictature est au Vénézuéla où elle représente ce que M. Vallenilla Lanz appelle la « Constitution effective » du pays. Elle est en train de s'installer au Pérou. Le Chili même y marche à grands pas, — le Chili qui, depuis plus de cent ans, est proposé en modèle à tous les autres Etats hispanoaméricains et qui, pourtant, a déjà eu un véritable et grand dictateur en la personne de Portales. Loin d'être en régression, le caudillisme — un césarisme national et non d'importation — est en progrès.

En Uruguay et en Argentine, la question indienne ne se pose pas, mais le développement de l'industrie et l'énorme affluence des travailleurs européens y ont amené le péril socialiste et communiste.

Partout, enfin, les besoins de défense et les aspirations vers l'autorité sont les mêmes. Aussi, le mot *Démocratie* a-t-il cessé, depuis quelques années seulement, d'être un fétiche en Amérique ; le nationaliste Vallenilla Lanz, qui soutient une doctrine démocratique, spécifie qu'il ne lui donne pas le même sens que Rousseau et les révolutionnaires européens.

L'Amérique espagnole n'a pas le choix des moyens de salut. Aucun de ses Etats n'a eu une dynastie royale qu'il puisse rappeler. D'autre part,

aucun ne possède une aristocratie. Or, l'Histoire de tous les peuples enseigne, et Bolivar, le génie le plus clairvoyant du Nouveau Monde, n'a cessé de dire, qu'une République démocratique est vouée à l'anarchie, surtout en Amérique si elle est basée sur les doctrines révolutionnaires européennes. Il n'y a qu'un moyen d'assurer la paix intérieure et plus d'un siècle d'Histoire américaine le prouve : une dictature à la fois paternelle et forte, positiviste, bolivarienne, d'origine populaire ou qui ait l'assentiment du peuple, ce qu'on appelle au Vénézuéla : le césarisme démocratique.

Marius ANDRÉ.

Il n'y a pas dans le monde une raison assez forte pour empêcher un homme de science de publier ce qu'il croit être la vérité.

RENAN.

CE FUT UNE GUERRE CIVILE

Le seul énoncé du sujet que nous allons traiter a éveillé une certaine curiosité pusillanime chez quelques esprits aussi cultivés que patriotes qui, convaincus de la nécessité qu'ont les peuples de nourrir un idéal et de professer une religion, craignent que je vienne commettre un attentat contre les gloires les plus pures de la patrie en disant et prouvant que la guerre à laquelle nous devons le bien inestimable d'être des citoyens d'une nation, et non des colons, peut être assimilée à n'importe laquelle de nos fréquentes et sanglantes luttes intestines. Soit dit en passant, il n'y a pas de raison d'avoir honte de celles-ci, car les révolutions, comme phénomènes sociaux, sont soumises au déterminisme sociologique dans lequel la faible volonté humaine prend une part très petite, et la guerre a été chez nous, comme dans tous les temps et tous les pays, un des facteurs les plus puissants de l'évolution progressive de l'humanité.

Dire que la guerre de l'Indépendance fut une guerre civile, n'amoindrit en rien la gloire de nos Libérateurs : « Toute guerre entre hommes, a dit Victor Hugo, est une guerre entre frères ; l'unique distinction qu'on peut faire est celle de la guerre juste et de la guerre injuste » ; et, depuis long-

temps, l'humanité considère comme les plus justes des révolutions, celles qui ont pour objet l'émancipation des peuples et l'accroissement de la dignité humaine.

I

Notre guerre de l'Indépendance eut une double orientation car, en même temps que se rompaient les liens politiques qui nous unissaient à la mère-patrie, au sein de l'organisme colonial commençait à se réaliser une évolution libératrice qui a duré tout un siècle et nous a amenés à l'état social où nous nous trouvons et qui réclame les deux grands remèdes de tous nos maux : le peuplement pour cesser d'être un misérable désert et rendre effective la démocratie par l'uniformité, et l'éducation pour élever le niveau moral de notre peuple et mettre fin au paradoxe qu'est une république sans citoyens. Nous ne savons, en vérité, pourquoi le mérite de l'œuvre des révolutionnaires de 1810 et 1811 et des soldats qui réalisèrent ou consolidèrent l'Indépendance de l'Amérique, serait amoindri par le fait que leurs adversaires furent en majorité Américains. La gloire de Páez à la Mata de la Miel et au Yagual doit-elle être rapetissée sous prétexte que l'armée royaliste était commandée par le P. Torrellos et Facundo Mirabal ? Les lauriers de Las Queseras pâliront-ils si l'on apprend qu'en ce jour glorieux l'adversaire le plus terrible fut le Vénézuélien Narciso López, dans cette charge formidable où Randón, stupéfiant Páez même, répond aux applaudissements de celui-ci par une des phrases

les plus épiques de l'histoire militaire de l'Amérique : « Lorsque je vis Randón, écrit Páez, cueillir tant de lauriers sur le champ de bataille, je ne pus m'empêcher de crier : « Bravo, bravissimo, commandant ! — Général (me répondit-il en faisant allusion à une réprimande que je lui avais adressée quelques jours auparavant au cours d'une autre charge contre le même Narciso López), général, c'est ainsi que se battent les fils de l'*Alto Llano* » (1).

Je crois — et je me base sur l'étude circonstanciée que j'ai faite de notre histoire — que, loin d'être un déshonneur pour nos Libérateurs, le fait d'avoir combattu presque toujours contre les propres fils du pays, donne à leur héroïsme et à leur persévérance une plus grande valeur. Comment pourrait-on expliquer la prolongation de cette guerre, la plus acharnée de l'Amérique espagnole, si nos chefs n'avaient eu à combattre que contre les quinze mille soldats que l'Espagne nous envoya durant tout le cours de la guerre ?

L'indépendance de presque toutes les Républiques de l'Amérique du Sud fut décidée en une grande bataille. A Carabobo on conquit Caracas, mais la guerre, qui durait déjà depuis dix ans, continua dans le reste du pays presque avec la même intensité. Il n'y avait plus d'armées espagnoles ; à peine signalait-on, par endroits, quelque officier expéditionnaire, mais des régions entières persévérèrent dans leur fidélité au roi d'Espagne jusqu'en 1827 avec la révolution d'Augustin Bes-

(1) Páez : *Autobiografia*, p. 182.

canza, et 1829 avec Arizábalo ; dans ces mouvements étaient compromis une multitude de Vénézuéliens dont nous prononçons les noms tous les jours.

L'entrée en scène des troupes de la métropole au Vénézuéla n'eut pas l'influence énorme qu'on a crue, et l'on peut dire que rien ne favorisa la cause de la Patrie plus que l'arrivée de l'armée expéditionnaire de Morillo, car on voit clairement comment, dès que les Espagnols vainqueurs de Napoléon ont mis le pied sur notre terre, des patriotes commencent à surgir de ce sol que le cheval de Boves semblait avoir épuisé.

Mais, pour plus de clarté, nous allons montrer avec des chiffres comment l'Espagne ne fit que venir en aide, tard et mesquinement, à la grande majorité des Vénézuéliens qui soutenaient sa cause.

A Maturin, dans la terrible déroute que souffrit Monteverde en 1813, succomba toute la troupe espagnole, peu nombreuse d'ailleurs, qu'il y avait au Vénézuéla. De 1813 à l'arrivée de Morillo, c'est à peine si 1.500 hommes débarquent sur nos plages, et il faut remarquer que c'est dans cette période que Bolivar réalise sa prodigieuse campagne qui commence à Cúcuta, avec les batailles de Niquitao, Barquisimeto, Bárbula, las Trincheras et Araure, que José-Félix Ribas combat à la Victoria, avec la jeunesse de Caracas, contre les *llaneros* purs du Guárico ; que Campo-Elías, aussi Espagnol que Boves, combat contre celui-ci, chacun commandant des troupes vénézuéliennes ; que Rafael Urdaneta soutient le siège de Valencia contre ces mêmes *llaneros* qui, bientôt, envahissent Caracas, poursuivent l'émigration jusqu'à l'Orient, couvrent de

sang et de cadavres les trois cents lieues qui séparent Caracas de Maturin et d'Urica et, après la mort de Boves, reçoivent à Carúpano, sous les ordres de Morales, au nombre de quatre mille, l'armée métropolitaine de Morillo. Dans cette longue période d'une guerre très cruelle, je ne vois autre chose qu'une lutte entre frères, une guerre intestine, civile ; et j'ai beau chercher le caractère international que la légende a voulu lui donner, je ne le trouve point (1).

Il y a un fait digne d'être pris en considération et que je ne suis pas le premier à avoir remarqué. Les hommes qui commandaient les bandes de délinquants de ces années, bien qu'en grande partie insulaires et Espagnols, résidaient depuis très longtemps dans le pays, y avaient exercé des métiers qui les mettaient en contact avec les gens du peu-

---

(1) Le total des troupes parties d'Espagne à destination de toutes les colonies insurgées de 1811 à 1819 fut de 42.167 soldats de toutes les armes. De 1811 à 1815, environ 1.800 hommes seulement débarquèrent au Vénézuéla. Des 10.000 qui composaient l'expédition de Morillo, 1.700 allèrent au Pérou et 600 à Puerto-Rico (Mémoire présenté aux Cortes par le ministre de la Guerre, marquis de las Amarillas, le 14 juillet 1820). Pour la même année, d'après les statistiques du ministre de la guerre espagnol, l'armée royaliste, dans toute l'Amérique s'élevait à 95.578 hommes, dont 23.400 seulement expéditionnaires (métropolitains) ; de sorte que le nombre de soldats américains s'élevait à 73.178. Au Vénézuéla le nombre total était de 12.016 ainsi répartis :

Expéditionnaires........................	5.811
Vétérans du pays........................	6.080
Miliciens................................	125
Total...............	12.016

Le nombre de chevaux était, au Vénézuéla, de 6.426 dont 426 seulement avaient été amenés d'Espagne. Il faut tenir compte, en ce qui concerne le Vénézuéla, qu'à partir de 1816 la plus grande partie des Vénézuéliens qui composaient les armées de Boves et de Yañes avaient passé dans les rangs des patriotes.

ple ; devant l'armée métropolitaine, ils étaient aussi étrangers que n'importe quel *llanero* du Guárico ou de l'Apure, de Barcelona ou de Barinas.

Morillo fit avec finesse la même observation et, parlant du colonel Sebastián de la Calzada, il dit que : « Quoique vaillant, comme il connaissait très bien les provinces, et avait une grande influence sur leurs habitants au caractère et aux mœurs desquels il a su s'adapter, il a été plus utile pour le maniement des grandes réunions de gens du pays que pour le commandement d'une division d'Européens » (1). Calzada était donc un général aussi créole que tous ceux qui ont figuré dans nos guerres civiles, et, comme Calzada, il y en avait beaucoup d'autres qui, attachés au sol vénézuélien et étroitement unis à ses habitants, luttaient dans cette guerre pour des intérêts et des passions que couvrait alors le nom du roi d'Espagne comme, plus tard, les mêmes passions et les mêmes intérêts ont été couverts par d'autres noms plus abstraits.

II

Jusqu'en 1815, l'immense majorité du peuple vénézuélien fut royaliste ou *gothe*, c'est-à-dire ennemie des patriotes (2). L'historien Restrepo qui,

---

(1) Rodriguez Villa : *Biog. de Morillo*, t. III, p. 481.

(2) Après la capitulation de Maracaibo, en 1823, s'embarquèrent pour Cuba « plus de mille habitants qui, par aversion pour la cause de l'indépendance, ne voulaient pas se soumettre au gouvernement de la République. »

Restrepo : *Historia de la República de Colombia*, t. III, p. 333.

A son passage par Coro à la fin de 1826, Bolivar écrit à Urda-

pour suivre une tactique politique de déclamation contre les cruautés espagnoles, oublie parfois ses propres paroles, se demande avec surprise en relatant les événements de ces cruelles années :

« Pour quelles causes, des rives de l'Unare jusqu'au lac de Maracaibo et de l'Orénoque et du Méta jusqu'aux côtes de l'Atlantique, la plus grande partie des habitants prirent-ils les armes et s'égorgèrent-ils les uns les autres, la supériorité du nombre étant peut-être du côté de ceux qui se battaient pour un roi prisonnier qu'ils ne connaissaient pas ? » (1). Et plus loin : « A la fin de 1813, nul patriote ne pouvait habiter dans la campagne ni aller seul par les chemins. Il était nécessaire de vivre dans les villes et les lieux peuplés, ou de marcher unis en groupes armés. »

Le général Rafaël Urdaneta, l'illustre guerrier qui fut, plus tard, président de la Grande Colombie, nous a laissé aussi une peinture effrayante de l'état des villages à cette époque : « D'ici jusque vers Caracas, écrivait-il de Trujillo, il y a autant de voleurs que le Vénézuéla compte d'habitants. Les habitants s'opposent à leur propre bien et le soldat républicain est vu avec horreur ; il n'y a pas un homme qui ne soit notre ennemi ; ils se réunissent volontairement dans la campagne pour nous faire la guerre. Nos troupes traversent les pays les plus abondants et ne trouvent pas de quoi manger.

---

neta : « Le reste du peuple est aussi goth qu'avant. On ne s'est même pas approché pour me voir, ils ne reconnaissent que les chefs espagnols (royalistes). Je crois que si les Espagnols abordent à ces côtes, ils soulèveront quatre ou cinq mille Indiens dans cette seule province. »

O'Leary : *Memorias*, t. XXX, p. 300 (*Cartas del Libertador*).

(1) *Ouv. cité*, t. II, p. 213.

A leur approche, les villages sont désertés, leurs habitants s'en vont dans les montagnes, emmenant leurs troupeaux et toute sorte de vivres, et le malheureux soldat qui se sépare de ses camarades, pour chercher des aliments est assassiné. »

Eh bien ! ces villages dont parle le général Urdaneta n'étaient pas espagnols ; leurs habitants étaient aussi vénézuéliens que les soldats qui accompagnaient l'héroïque défenseur de Valencia et je ne puis trouver la raison pour laquelle cette guerre ne pourrait être qualifiée de guerre entre frères, de guerre civile (1).

Bolivar même qui mit tant de soins par son décret de Trujillo et ses fréquentes amnisties à établir une profonde séparation entre Vénézuéliens et Espagnols et qui, dans les documents publics, guidé par l'intérêt politique, parla plusieurs fois de guerre internationale, nous a laissé la preuve la plus évidente de ce que nous venons de dire.

En apprenant, de San Carlos, aux populations vénézuéliennes la victoire d'Araure, il leur dit :

« La bonne cause a triomphé de l'iniquité. La justice, la liberté et la paix commencent à vous combler de leurs dons... Nous avons, pourtant, à

(1) D'après le recensement de 1810, le Vénézuéla ne comptait que 12.000 Espagnols nés dans la péninsule ou aux Canaries. Quelle ignorance révèle celui qui parle de *millions d'Espagnols résidant au Vénézuéla et de cinquante mille Espagnols aptes à porter les armes !* Les chiffres généralement acceptés par les historiens sont les suivants :

Indiens de race pure	120.000
Esclaves noirs	62.000
Blancs européens et canariens	12.000
Créoles blancs hispano-américains	200.000
Castes mixtes de toutes races	406.000
Total	800.000

déplorer un mal trop sensible : nos compatriotes se sont prêtés à être les instruments des scélérats espagnols. Bien que je sois disposé à les traiter avec indulgence malgré leurs crimes, ils s'obstinent dans leurs délits ; les uns, adonnés au vol, ont établi leur demeure dans les déserts, les autres fuient dans les montagnes, aimant mieux ce sort désespéré que de retourner au sein de leurs frères et se mettre sous la protection du gouvernement qui travaille pour leur bien. Mes sentiments d'humanité n'ont pu contempler sans compassion l'état déplorable où vous vous êtes réduits vous-mêmes, Américains, trop prompts à vous enrôler sous les drapeaux des assassins de vos concitoyens. »

Tels étaient les concepts du grand homme, en plein triomphe, lorsqu'il réalisait sa glorieuse campagne de 1813. Un an après, lorsque, après la série de défaites commencée à la Puerta, il voit succomber la Patrie sous les sabots des chevaux *llaneros*, désillusionné et violent, il lance, contre ces mêmes localités ennemies de l'Indépendance, cette terrible accusation :

« Si le destin inconstant fit alterner la victoire entre les ennemis et nous, ce fut uniquement grâce à ces Américains qu'une inconcevable démence fit prendre les armes pour anéantir leurs libérateurs et restituer le sceptre à leurs tyrans. Il semble que le ciel a permis, pour notre humiliation et notre gloire, que nos vainqueurs fussent nos frères et que, seuls, nos frères triomphassent de nous (1)...

---

(1) Ces frères, ces compatriotes, dont parlait le Libérateur, étaient les défenseurs du roi d'Espagne, commandés par Boves, Yañes, Morales, etc. ; c'étaient des Vénézuéliens qu'un patriotisme mal compris veut convertir en Espagnols européens pour satisfaire de niaises illusions.

Ne vous lamentez donc que sur vos compatriotes qui, poussés par les fureurs de la discorde, vous ont plongés dans cet océan de calamités dont l'aspect seul fait frémir la nature et qu'il serait aussi horrible qu'impossible de vous peindre. Ce sont vos frères et non les Espagnols qui ont déchiré votre sein, répandu votre sang, incendié vos foyers et vous ont condamnés à l'exil. Vos clameurs doivent s'élever contre ces esclaves aveugles qui prétendent vous imposer les chaînes qu'ils traînent eux-mêmes. Un petit nombre de succès de nos adversaires a fait crouler l'édifice de notre gloire, la masse du peuple étant égarée par le fanatisme religieux et séduite par l'aiguillon de l'anarchie. »

III

On a prétendu cacher pour toujours, sous un voile pudique, aux yeux de la postérité, ce mécanisme intime de notre Révolution, cette guerre sociale, sans nous rendre compte de l'énorme transcendance qu'eut cette anarchie des éléments propres du pays, tant dans notre développement historique que dans le sort de presque toute l'Amérique du Sud. Le Vénézuéla fut, pour cette cause, une école de guerre pour tout le continent.

Si le soulèvement contre l'Espagne avait été unanime ; si tous les centres de la population vénézuélienne avaient levé l'étendard de la révolte en conservant, bien entendu — comme cela se fit dans l'Amérique du Nord, même en pleine guerre — l'organisation sociale de la Colonie, tout autre aurait été l'histoire nationale ; et l'exemple du

Chili suffit à prouver ce que nous affirmons (1). Alors l'Espagne n'aurait pu soutenir la guerre longtemps, deux batailles comme celles de Chacabuco et de Maipó auraient assuré l'indépendance du Vénézuéla et de la Nouvelle-Grenade. Jamais nos chevaux *llaneros* n'auraient foulé les hautes cimes des Andes méridionales et notre Libérateur aurait dans l'Histoire, plus ou moins, les mêmes proportions que le général José de San Martin.

Mais tout autre aussi aurait été notre développement social et politique. Car le Vénézuéla gagna en gloire ce qu'il perdit en éléments de réorganisation sociale, en tranquillité future et en progrès moral et matériel effectifs. Nous donnâmes à l'Indépendance de l'Amérique tout ce que nous avions de grand ; la fleur de notre société succomba sous le couteau des barbares, et de la classe haute et noble qui avait produit Simon Bolivar, il ne restait, après Carabobo, que quelques dépouilles vivantes qui erraient, dispersées dans les Antilles, et d'autres dépouilles mortelles qui couvraient ce long chemin de gloire de l'Avila jusqu'au Potosi (2).

---

(1) « Si la Grande-Bretagne avait pu compter au moins sur 40 ou 50.000 hommes attachés à sa cause sur les différents points de notre pays et s'ils avaient possédé la plus grande partie du capital actif et occupé les principaux emplois publics, notre résistance aurait été infructueuse. »

BRACKENRIDGE : *Histoire de l'Indépendance des Etats-Unis.*

Laboulaye, comparant la révolution nord-américaine à la française, écrit : « Ajoutons que cette révolution ne ressemblait pas à la nôtre, car toutes les classes de citoyens étaient d'accord : l'ennemi était un maître étranger qui voulait s'imposer à l'Amérique ; il n'y avait pas d'ennemis intérieurs. La résistance était partout, l'anarchie nulle part. » *Etudes sur la Constitution des Etats-Unis*, p. 125.

Le Chili est encore gouverné par une oligarchie qui provient de la classe dominante de la colonie.

(2) « Depuis le commencement de la guerre les blancs dispa-

De sorte que, quand le Libérateur revint du Pérou en 1927, il était un homme pour ainsi dire étranger au Vénézuéla, il lui manquait l'ambiance où il avait vécu, où s'étaient formés son âme et son cerveau. Rien de plus éloquent, rien de plus suggestif que la lettre célèbre écrite de Cuzco à son oncle Esteban Palacios, émigré en Europe dès le commencement de la Révolution, car telles durent être les propres impressions du Libérateur lorsqu'il foula le sol de sa cité natale après les désastres de 1814 :

« Si vous retournez à Caracas, ce sera comme un fantôme qui vient de l'autre vie et vous n'observerez rien de ce qui fut jadis.

« Vous avez laissé une grande et belle famille : elle a été fauchée par une foule sanguinaire ; vous avez laissé une patrie naissante qui développait les premiers germes de la création et les premiers éléments de la société : vous trouverez tout en ruines, tout en souvenirs.

« Les vivants ont disparu : les œuvres des hommes, les choses de Dieu, les champs même ont ressenti la dévastation formidable de la nature.

« Vous vous demanderez : où sont mes parents, mes frères, mes neveux ?

« Les plus heureux ont été ensevelis sous leurs propres demeures (1), et les plus infortunés ont couvert les champs du Vénézuéla de leurs ossements après les avoir arrosés de leur sang. Pour

---

raissent peu à peu ; c'est à peine si on en voit quelques-uns dans l'intérieur, et jusque sur la côte l'immense majorité des habitants est composée de nègres et de mulâtres. » (Lettre du général Morillo au gouvernement espagnol).

(1) Victimes du terrible tremblement de terre de 1812.

le seul délit d'avoir aimé la justice ! Les champs arrosés par la sueur de trois siècles ont été épuisés par une fatale combinaison des météores et des crimes. Où est Caracas ? vous demanderez-vous. Caracas n'existe plus ! »

Et, en vérité, cette Caracas qui avait eu en son sein une des sociétés les plus brillantes de l'Amérique espagnole, ce groupe de femmes enchanteresses qui avaient subjugué le comte de Ségur, ces maisons qui paraissaient l'asile de la félicité, — tout avait été fauché, tout avait été détruit, non par les Espagnols mais par le torrent irrésistible de la démocratie. La liberté proclamée si généreusement, si candidement par les nobles patriciens qui avaient commencé la Révolution, avait pris les formes de cet horrible serpent dont nous parle Macaulay en une belle périphrase.

Lorsque l'âme populaire se sent secouée par une commotion soudaine et violente, elle lance au loin son cri ou son gémissement, comme le tintement d'une cloche qui se répercute dans l'espace ; mais comme l'alliage du métal qui vibre, le sentiment populaire est toujours impur. La vase où se condensent les sentiments des multitudes a, dans son fond, un sédiment que toute secousse peut faire monter à la surface, couvrant d'une écume de honte la liqueur brillante et généreuse. C'est ce qui se produit dans tous les bouleversements de la nature, cyclones, tremblements de terre, révolutions. Tous les peuples ont souffert cette douloureuse expérience : les hommes qui restent à l'ombre tant que règne l'ordre, se révoltent dès que le frein social disparaît, avec leurs instincts d'assassinat, de destruction et de rapine.

Dans notre guerre de l'Indépendance, la face la plus intéressante pour le sociologue, la plus digne d'étude est celle où l'anarchie de toutes les classes sociales donna l'impulsion au mouvement égalitaire qui a rempli l'histoire de tout ce siècle de vie indépendante.

IV

La lutte entre les patriotes et les Espagnols envoyés expressément de la Péninsule pour soutenir la guerre n'emplit qu'un petit nombre de pages de notre histoire. Les armées de Morillo ne pouvaient en aucune manière affronter, en un territoire et sous un climat comme les nôtres, ces masses héroïques, ces formidables *llaneros* qui traversaient à la nage les fleuves les plus larges tandis que les Européens avaient besoin de ponts. A ceux-ci il fallait les aliments auxquels ils étaient habitués et tous les services des armées régulières, alors que les Vénézuéliens mangeaient de la viande sans sel, allaient tout nus et soignaient les blessures avec de la cocuiza (1).

La correspondance de Morillo avec le Gouvernement espagnol est une longue lamentation sur l'abandon où on l'avait laissé ; et c'est, en même temps, un hymne à la valeur et à la constance de nos Libérateurs.

Quatre ans après l'arrivée à la Côte Ferme de cette expédition qui, croyait-on, allait restaurer pour

---

(1) PÁEZ : *Autobiografia ;* SANTANDER : *Apuntamientos hist.*

toujours la domination espagnole en Amérique, l'armée de Morillo était réduite à moins du tiers.

« Plusieurs fois, écrit Morillo au ministre de la Guerre, j'ai entretenu V. E. de l'inclémence, pour des troupes européennes, de ce climat et de ces plaines dont la rigueur éprouve si durement la santé du soldat... La traversée fréquente de cours d'eau, des jours entiers passés dans des bourbiers et des marais avec de l'eau jusqu'à la ceinture, l'insuffisante et misérable nourriture du soldat dans les sables ardents du *Llano,* ont causé de nombreuses et très graves maladies ; nombreux aussi sont les soldats blessés par les morsures des poissons nommés « caribes » et « trembleurs », et beaucoup sont dévorés par les caïmans. Au milieu de tant de travaux et de souffrances, du dénuement et de la misère de quelques corps et de la pauvreté générale de tous, je puis assurer à V. E. qu'on n'a jamais vu une armée accablée par tant de privations ni animée de tant d'ardeur pour soutenir les droits sacrés de son souverain bien-aimé. » (1).

« L'infanterie européenne qui vint avec moi à l'Apure, dit-il dans une autre communication à son gouvernement, a été diminuée d'un tiers, en peu de jours de marche, par les fièvres et les plaies ; le reste est trop débilité pour continuer, avant quelque temps, de supporter la fatigue, non point tant

---

(1) Pascual Enrile, envoyé en Espagne pour solliciter des secours, montre, en juin 1817, au ministre de la guerre l'état désastreux où se trouvait l'armée : « Il résulte de tout cela que la force principale du général Morillo est dans les gens du pays et que plus de la moitié des soldats amenés d'Europe sont, par mort ou blessures, hors de combat ».

Rodriguez Villa : *Ouv. cité,* t. III, p. 296 et suiv.

à cause des ardeurs accablantes du soleil et de la marche constante à travers des marais avec de l'eau jusqu'à la ceinture qu'à cause de l'insuffisance de l'alimentation qui n'est jamais que de viande, souvent sans sel, et du manque de toute sorte de ressources. »

Dans la même note, il établit la différence avec les *llaneros* : « L'équipement ne les gêne pas, puisqu'ils vont tous nus, et les subsistances ne leur donnent aucun souci puisqu'ils vivent sains et robustes uniquement de viande. Ils font des mouvements rapides et heureux qu'on ne peut éviter, si grands que soient les efforts que nos soldats font dans leurs marches. Les *llaneros* se précipitent à cheval dans un fleuve, avec la selle sur leur tête et la lance à la bouche, et ils passent deux ou trois mille chevaux en un quart d'heure aussi aisément que par un large pont, sans crainte de se noyer ni de perdre leurs armes et bagages. De cette manière ils harassent les colonnes qui les poursuivent en des marches si pénibles qu'on ne peut s'en faire une idée, en peu de jours on perd un grand nombre de soldats qui tombent malades sur ce terrain marécageux. Lorsqu'ils ont constaté ces pertes ainsi que la fatigue et l'inutilité de nos chevaux qui n'ont même pas de lieu où se refaire, les *llaneros* viennent nous attaquer ou attendent le combat, comme cela s'est produit le 27 janvier de cette année (1817) dans la savane de Mucuritas où le brigadier La Torre qui les poursuivait depuis Casanare (sur 150 lieues) ne put guère faire autre chose que résister à l'élan impétueux de leur nombreuse cavalerie. »

Malgré tout, l'héroïque soldat soutint trois ans

de plus cette terrible lutte, parce que, durant ce laps de temps, il eut encore à son service des troupes vénézuéliennes. Lorsqu'il résolut de rentrer en Espagne et de laisser à La Torre la responsabilité de la déroute finale, ce fut parce que la désertion des Vénézuéliens ne pouvait plus être arrêtée.

Morillo qui, en 1816, croyait qu'avec ses dix mille Européens il pouvait, après une marche triomphale à travers la Nouvelle-Grenade, assurer la paix de toute l'Amérique, demandait, en 1819, trente mille hommes, sans même être sûr du succès au Vénézuéla.

Rien de plus naturel, car à la date de la communication que nous venons de citer, il présente la situation des patriotes sous les plus heureuses couleurs: « La Guyane, dit-il, a été approvisionnée à profusion d'armes, de munitions, de vivres, d'équipements et de bâtiments de guerre. Bolivar, après avoir vêtu et armé ses troupes, a encore, selon les renseignements les plus sûrs, des dépôts considérables de tout ce dont il peut avoir besoin et des secours lui parviennent de tous côtés. » Et il donne un détail très intéressant: « Nous avons vu pour la première fois, écrit Morillo, les troupes rebelles vêtues complètement à l'anglaise, et les *llaneros* de l'Apure avec des morions et des harnais de la cavalerie britannique. »

Cela nous donne l'occasion de rendre hommage à la probité historique de notre éminent artiste Martin Tovar y Tovar qui, dans son beau tableau de la bataille de Carabobo, présente l'armée patriote revêtue de luxueux uniformes ; on y voit le nègre Primero en dolman rouge, avec des guêtres, et sans souliers. C'est une véritable reconstitution.

Le nègre Primero, comme tout homme primitif, avait un grand amour pour les uniformes brillants. Lorsque Bolivar allait rencontrer, pour la première fois, le général Páez, raconte celui-ci, le nègre « recommandait à tous très vivement de ne pas dire au Libérateur qu'il avait servi dans l'armée royaliste ». Cela suffit pour qu'on parlât du nègre à Bolivar avec enthousiasme, mais en ajoutant qu'il tenait énormément à ce qu'on ne sût pas qu'il avait été au service du roi.

Lorsque Bolivar le vit, il s'approcha de lui affectueusement et, après l'avoir félicité de sa vaillance, il lui dit :

— Mais quelle raison vous a poussé à servir dans les rangs de nos ennemis ?

Le nègre regarda les assistants comme pour leur reprocher l'indiscrétion qu'ils avaient commise, puis il répondit :

— Señor, la cupidité.

— Comment cela ? demanda Bolivar.

— J'avais remarqué que tout le monde allait à la guerre sans chemise et sans le sou et en revenait avec un uniforme très joli et avec de l'argent dans la poche. Alors, je voulus aussi aller chercher fortune, et, plus que tout, gagner trois harnais d'argent: un pour le nègre Mindola, un pour Juan Rafaël et un autre pour moi. La première bataille que nous livrâmes aux patriotes fut celle d'Araure ; ils avaient plus de mille hommes, comme je le disais à mon compagnon José Félix. Nous étions beaucoup plus nombreux et je criais pour qu'on me donnât une arme quelconque pour combattre, car j'étais sûr que nous allions vaincre. Lorsque je crus que la bataille était terminée je descendis de

mon cheval et j'allai prendre une casaque très jolie à un blanc qui était étendu mort sur le sol. A ce moment arriva le commandant qui criait : « A cheval ! — Comment ! lui dis-je, cette guerre n'est donc pas finie ? — Finie ! Ah ! non. » Des gens accouraient en foule, turbulents...

— Que disiez-vous alors ? demanda Bolivar.

— Je désirais qu'on fît la paix. Il n'y eût pas d'autre recours que la fuite ; je me mis à courir sur ma mule, mais le maudit animal se fatigua et je dus gagner la montagne à pied. Le jour suivant, nous fûmes, José Félix et moi, dans une bergerie pour voir si on nous donnerait à manger ; mais lorsqu'il sut que j'étais de la troupe de Yañes, le maître me regarda avec des yeux si méchants que je crus devoir fuir et m'en aller à Apure.

— On dit, interrompit Bolivar, que là vous tuiez des vaches qui ne vous appartenaient pas.

— Eh ! sans cela, qu'aurais-je mangé ? Enfin le Majordome (c'est ainsi que les *llaneros* appelaient Páez) vint à Apure et nous apprit ce que c'est que la Patrie, et que la diablocratie n'est pas une mauvaise chose, et depuis je sers dans l'armée patriote (1).

Cette anecdote est d'une grande signification historique, car elle révèle la mentalité de la majorité des hommes qui, après avoir servi sous les ordres de Boves et de Yañes, commis les crimes les plus abominables, converti le territoire entier du Vénézuéla « en un vaste champ de carnage », devinrent, avec Páez, Monagas, Cedeño et Zaraza,

(1) Páez : *Ouv. cité*, t. I.

les héroïques défenseurs de l'indépendance ; elle montre, en outre, quel prestige la cause de la Patrie était en train de gagner au sein des basses classes populaires, grâce aux énormes efforts des patriciens. Déjà la Patrie pouvait offrir à ceux qui abandonnaient les rangs royalistes ce qui constituait pour eux une illusion : un uniforme et un harnais d'argent ; déjà elle pouvait leur ouvrir le le chemin des honneurs en élevant même des esclaves, comme Pedro Camejo, aux plus hauts grades de la hiérarchie militaire.

V

A partir de 1819, le général Morillo comprend combien l'Espagne perd de son antique prestige. « L'opinion publique, disait-il, a changé d'une manière stupéfiante, même dans les régions les plus dévouées à la cause du roi. » Cette armée « composée en majorité de gens du pays » désertait par milliers. Pourtant le docteur Juan Germán Roscio, en rendant compte au Libérateur des propositions de paix adressées par Morillo aux patriotes, au milieu de l'année 1820, lui dit : « Tant que les Espagnols auront des créoles pour nous combattre, je n'espérerai pas d'autres propositions de paix que celles de Morillo ; tant qu'ils lutteront contre nous à nos propres frais, ils ne changeront pas de système...

« A la prestation de serment à la Constitution espagnole, on leur fit croire que nous nous y soumettrions ; le résultat contraire leur prouve que nous sommes assez forts pour la repousser et conti-

nuer la lutte, ou que nous sommes déjà plus puissants que Morillo et ses commettants, et la conséquence est qu'ils passent dans notre camp...

« ...Si l'abandon de son parti par les créoles continue, l'Espagne est obligée de faire la paix ; sinon, non; car l'Espagne, dans cette guerre, a toujours eu pour force principale celle des créoles guerriers et contribuables. Il le savait bien, cet officier espagnol qui, interrogé par un étranger sur la fin de cette lutte, répondit : « Elle se terminera lorsque nous n'aurons plus de créoles pour nous aider. »

Et lorsqu'il est informé que les royalistes vénézuéliens désertent par milliers, il est encore plus explicite : « De cette manière, nous parviendrons moins tard au terme auquel nous aspirons car l'Espagne nous a fait la guerre avec des hommes créoles, avec de l'argent créole, avec des provisions créoles, avec des moines et des clercs créoles, avec des chevaux créoles, et avec presque tout ce qu'il y a de créole ; et tant qu'elle pourra continuer ainsi et à nos frais, nous n'avons pas à espérer d'elle la paix avec reconnaissance de notre indépendance. » (1).

Il serait fastidieux de continuer et de faire toutes les citations qui prouvent notre thèse. Il suffit d'ajouter que nous avons eu le soin de recueillir, tant au Vénézuéla qu'en Espagne, plus de trois cents noms de familles vénézuéliennes très distinguées dont les ancêtres soutinrent, par tous les moyens, la cause du roi d'Espagne ou, pour parler

---

(1) O'Leary : *Memorias*, t. VIII, pp. 495 et suiv.

plus nettement, combattirent contre les indépendants (1).

C'est pourquoi nous affirmons que cacher le caractère de guerre civile qu'eut la révolution non seulement au Vénézuéla, mais aussi dans toute l'Amérique espagnole, c'est, non seulement diminuer la taille des Libérateurs, mais encore établir des solutions de continuité dans notre évolution sociale et politique en laissant sans explication possible les faits les plus transcendants de notre histoire.

VI

La croyance trop généralisée que les soutiens de l'ancien régime surgirent uniquement des classes basses de la colonie, ignorantes et fanatiques, est

---

(1) Ceux qui, de leur propre aveu, ne connaissent de nos annales que ce qu'ils ont appris sur les bancs ds l'école et s'érigent pourtant en critiques, ne se rendent pas compte de l'opiniâtreté que mettaient Bolivar et les écrivains patriotes à donner à cette guerre civile le caractère de guerre internationale, afin d'obtenir la reconnaissance de la belligérance par les Etats-Unis, l'Angleterre, la Russie et la France et d'obliger l'Espagne à reconnaître l'indépendance.

« Si les Etats-Unis, l'Angleterre, la Russie et la France s'interposent en faveur de l'indépendance, l'Espagne leur montrera les listes et états de sa force armée en Amérique *composée presque entièrement de créoles*, elle leur remettra le cens des provinces qui lui obéissent et qui ont juré fidélité à la Constitution ; elle leur montrera le registre des contributions, dons, suppléments, etc., déboursés par les créoles. La *majorité* des Américains obéissant à l'ennemi est l'obstacle à la reconnaissance de notre indépendance. Les écrivains ennemis insistent beaucoup sur ce point, et eux-mêmes confessent que sans l'aide de cette *majorité*, nous faire la guerre eût été la ténacité la plus désespérée. »

Correspondance du docteur Juan Germán Roscio avec le Libérateur, dans les *Mémoires du général O'Leary*, t. VIII, pp. 495 et suiv.

Ces lettres sont de septembre 1820.

absolument erronée. Parmi les royalistes du Vénézuéla, comme de toute l'Amérique espagnole, figura une multitude d'hommes notables qui restèrent dans le pays, luttèrent sur les champs de bataille, dans la presse, dans les fonctions publiques, aux tribunaux de justice, coopérant avec leur activité, leur talent ou leur argent à soutenir la lutte ; d'autres émigrèrent aux Antilles espagnoles ou à la Mère-Patrie même et ne cessèrent de se montrer fidèles au gouvernement espagnol.

Si des militaires comme les Torrellas, les Iturbe, les Ramos, les López, les Quero, les Arcaya, Carrera y Colina, Armas, Meserón, Rubin, Capó, Olavarría, Lizarraga, Ramos, Gorrín, Llamozas, Osío, Cárdenas, Casas, Camero, Inchauspe, Baca, Izquierdo, Illas, les Monagas (de Valencia) et mille autres combattants constituèrent le formidable appui sur lequel l'Espagne compta durant tout le cours de la guerre, une multitude de civils parmi lesquels se signalèrent les docteurs José-Manuel Oropeza, Andrés Level de Goda, Felipe Fermin Paúl, Francisco Rodríguez Tosta, Ramón Monzón, José de los Reyes Piñal, Juan Antonio Zárraga, Pedro de Echezuría, Tomás José Hernández Sanabria, José María Gragirena, Juan Vicente Arévalo et avec eux Juan Rodríguez del Toro, Nicolás de Castro, Feliciano Palacios, José Maria Correa, Vegas y Mendoza, Herrera, Mijares, Troconis, Michelena, Rojas, Fortique, Aguerrevere, Quintero, Planas, Bescanza, Blanco y Plaza, Escorihuela, Burgos, Elizondo, Alvarado, Gallegos, Vaamonde, Altuna, Ezpelosín et tant d'autres dont nous avons recueilli soigneusement les noms, constituaient, unis à une multitude d'Espagnols et de Canariens

mariés au Vénézuéla, y résidant depuis longtemps, commerçants, propriétaires, procureurs et employés dans l'administration, un parti puissant d'où sortirent les conseillers les plus intimes de Monteverde, de Boves, de Morales, de Morillo, et jusque de Rosete qui eut pour assesseur le docteur Tosta. C'étaient eux qui dressaient les listes de proscription et de mort, composaient les juntes de séquestres, formaient les municipalités qui protestaient à chaque pas contre l'indépendance (1), réclamaient sur tous les tons l'extermination totale des patriotes ; et beaucoup méritèrent, par la terrible exaltation de leurs passions et l'insatiable férocité de leur haine, le sobriquet de *somatenes* (2) que leur donnaient les fonctionnaires espagnols eux-mêmes.

Par contre, les Espagnols récemment arrivés, ou d'une position sociale élevée, en qui ne pouvaient exister ces passions, lesquelles n'étaient que l'explosion de ressentiments accumulés durant de longues années dans une société comme la coloniale, composée d'éléments hétérogènes, minée par des hostilités latentes ou déclarées et dont l'équilibre se soutenait grâce à l'immobilité et au misonéisme où l'Espagne maintenait ses possessions, — ces Espagnols essayèrent souvent de dominer ces factions exaltées, de chercher des moyens de conciliation avec ceux qu'ils appelaient des *insurgés* et de

(1) Voir, par exemple, le *Manifeste des Provinces du Vénézuéla à toutes les nations civilisées d'Europe*, généralement appelé *Manifeste trilingue*, parce qu'il fut publié en espagnol, français et anglais, dont tous les signataires sont des Vénézuéliens membres des Conseils Municipaux en 1819.

(2) Heredia : *Memorias*, p. 220. On surnommait ainsi les *goths* exaltés.

rétablir l'ordre par l'empire de la justice et l'équité des procédés. Dans leur nombre se distinguèrent des militaires comme Cagigal, Correa, Miyares, La Torre, Ureña que les patriotes mêmes qualifiaient de « généreux et humains » ; des juges impeccables comme Heredia, Vilches, Urcelay, Castro y Gali, qui, tant de fois furent victimes des outrages et calomnies des *goths* vénézuéliens et des scélérats qui méconnurent leur autorité et, en certaines occasions, prétendirent les assassiner. Bolivar lui-même établit cette distinction lorsque, en 1821, s'adressant aux *goths* de Caracas qui se préparaient à émigrer, il leur dit : « *Royalistes !* votre crainte des armes du roi en leurs terribles réactions n'est plus fondée, puisque les chefs espagnols sont les généraux La Torre et Correa, et non plus Boves ni Morales. »

Dans les crimes énormes attribués exclusivement à l'Espagne, la plus grande responsabilité incombe sans aucun doute aux royalistes vénézuéliens et aux Espagnols et Canariens qui, comme Boves, Yañes, Morales, Rosete, Calzada, étaient établis dans le pays depuis de longues années, y exerçaient des métiers de la classe basse et avaient naturellement assimilé ses instincts et ses passions. Mais la raison politique a fini par influencer la tradition et l'histoire d'une manière telle que la croyance est presque générale que, dans cette lutte, se détachèrent, tant au Vénézuéla que dans les autres pays de l'Amérique espagnole, deux partis parfaitement définis : d'un côté, les Américains « qui luttaient pour se libérer de la domination d'une nation étrangère usurpatrice de leurs droits les plus sacrés », et de l'autre, « les Espagnols,

les étrangers, représentants de cette horrible tyrannie, qui luttaient pour maintenir le joug ignominieux ». Et on a toujours cru que, par devoir patriotique, il fallait cacher les véritables caractères de la révolution qui fut, sans aucun doute, la première de cette longue série de luttes civiles qui ont rempli le premier siècle de vie indépendante de toutes ces nations et qui, dans la nôtre, fut l'origine des deux partis politiques qui, sous diverses dénominations et en proclamant les principes abstraits du jacobisme, perpétuaient inconsciemment les haines engendrées dans cette guerre sanglante.

Boves, Morales, Yañes, Rosete, Puig, Antoñanzas, Zuazola, exécrés par la légende et par l'histoire, ne furent ni plus tenaces, ni plus vaillants, ni plus cruels, ni plus funestes à la cause de la Patrie que la multitude de Vénézuéliens royalistes qui composaient leurs armées et dont on n'a pu savoir les noms qu'après de minutieuses recherches dans l'embrouillement où les tenaient cachés l'intérêt et la coutume qui persistait à appeler *Espagnols* tous ceux qui avaient servi dans les rangs royalistes ; même des hommes de couleur apparaissent dans l'histoire avec la qualité d'Espagnols et le titre de *Don*.

Par nécessité, devaient être *Espagnols* et *Canariens* les auteurs de ces épouvantables attentats que Bolivar et Muñoz Tébar dénoncèrent, de leur brillante plume, devant le monde, en la funeste année 1814. Mais Caracas et Cumaná auraient acclamé Boves pour délivrer leur cou du couteau insatiable du Caraquène Népomucène Quero et du Cumanais Miguel Gaspar de Salaverría ; et Anto-

ñanzas s'appuya sur les raisons les plus justifiées pour accuser devant la Régence d'Espagne le docteur Andrés Level de Goda qui, comme gouverneur civil de Cumaná, avait commis de tels excès contre ses compatriotes que, « en comparant son administration avec celle d'Antoñanzas, celui-ci paraissait un homme juste et un soutien des lois » (1).

VII

Les qualificatifs d'*espagnol* et de *patriote* n'apparaissent que dans les documents officiels. *Goth* fut le nom du parti royaliste au Vénézuéla comme dans presque toute l'Amérique, et on continua d'appeler *goths*, chez nous, les anciens royalistes qui, grâce aux nombreuses amnisties de Bolivar, se rallièrent au drapeau de la Patrie et prirent une part active à la vie politique dès les premières commotions de la Grande Colombie. Rien de plus naturel, rien de plus humain que ces hommes aient apporté dans les luttes politiques de la patrie émancipée, les ressentiments, les haines, les passions et soifs de vengeance engendrés durant la cruelle guerre de l'Indépendance.

---

(1) Restrepo : *Historia de Colombia*, t. II, p. 115.
Et aux pages 267 et 281 du même ouvrage :
« Les mémoires de cette malheureuse époque assurent que Quero se montra plus cruel que Boves lui-même qui se laissait influencer par les conseils de quelques royalistes probes comme les Joves, Navas Espínola et José Domingo Duarte ; aussi son départ subit de Caracas fut-il considéré comme un grand malheur.
« Les jours suivants le massacre fut continué par le gouverneur que Boves avait nommé, Miguel Gaspar Salaverría, de Cumana. Celui-ci fut l'assassin féroce de ses compatriotes. »

Car ce fut naturellement sur les royalistes exaltés que s'exercèrent les représailles des patriotes aux jours sanglants de la *Guerre à mort.* Non seulement Espagnols et Canariens succombèrent au fil de l'épée inexorable de 1814, malgré les termes précis du décret de Trujillo ; mais aussi avec eux, dont la plupart étaient mariés au Vénézuéla, tombèrent de nombreux Vénézuéliens.

Combien de familles dont les noms figurent dans les luttes civiles de la République, furent blessées dans leurs affections et atteintes dans leurs intérêts par les terribles représailles de cette épouvantable époque ! Combien émigrèrent vers des plages étrangères en emportant dans le cœur les souvenirs indélébiles de ce drame de mort et d'extermination, soumises — de la même manière que les familles patriotes — aux horreurs de la misère à laquelle les condamnaient la confiscation et la destruction de leurs propriétés !

Que l'on considère, en outre, que, dans les massacres de 1814, selon tous les historiens, « l'épée frappa indistinctement l'innocent et le coupable et que, dans ses desseins inscrutables, la Providence avait disposé que le même sort écherrait au paisible et inoffensif citoyen qu'au criminel qui mériterait une aussi terrible fin » (1). Eveillés à la vie au milieu de ces immenses douleurs, éduqués dans l'horreur et la haine que devaient inspirer les auteurs de ces mesures fatales prises dans l'intérêt d'une cause politique considérée par leurs pères comme un délit contre le roi et contre les princi-

---

(1) O'Leary : *Ouv. cité*, t. I, p. 192.

pes les plus sacrés de la société, beaucoup d'hommes se formèrent qui, lorsque le territoire vénézuélien sera définitivement indépendant, reviendront à l'appel de leurs anciens foyers, profiteront des lois d'amnistie et des préceptes de la Constitution qui accordait « l'égalité des droits » à tous les natifs sans tenir compte des opinions passées, mais porteront semées dans l'âme toutes les forces des traditions de famille, les haines et les ressentiments qui perpétueront la division et l'anarchie.

Juan Vicente González précise avec son génial talent toute la transcendance qu'eurent nécessairement ces faits dans les commotions qui agitèrent longtemps la vie nationale : « Pourquoi, s'écrie-t-il, proscrire une multitude d'hommes laborieux et de bonnes mœurs, qui fécondaient les champs, alliés à des familles vénézuéliennes, étaient pères de compatriotes nôtres, lesquels allaient être nécessairement les ennemis de ceux qui immolaient les auteurs de leurs jours ? N'était-ce pas une terrible alternative que de placer le Vénézuélien, fils d'un Espagnol, entre la patrie et ses parents et risquer de faire de lui un parricide dans un cas ou dans l'autre ? Faire de l'acte de naissance un titre à la mort, proscrire pères, oncles, parents, n'était-ce pas semer la discorde dans les familles, rompre les liens les plus saints, détruire le respect, *préparer les jours que nous traversons ?...* Pure de sang, la révolution par son héroïque amour de l'humanité ne nous aurait pas légué le présent » (1). González écrivait cela en présence d'événements qui avaient

(1) *Biografia de José Félix Ribas*, pp. 59 et 61.

leur origine dans la guerre civile de l'Indépendance, et en constatant que la course des années ne faisait qu'aviver les haines nées de cette guerre. N'observait-il pas, en effet, que, presqu'un demi-siècle après la *Guerre à mort,* figuraient dans les deux partis en opposition les mêmes noms que ceux de la grande lutte ? D'un côté les *Goths :* Torrellas, Rubín, Capó, Baca, Gorrín, Cárdenas, Unceín, Ramos, Casas, Camero, Illas, Quintero, Quintana, Vegas, Rivas et la majorité des noms du royalisme ; de l'autre côté, les *patriotes, libéraux, fédéraux :* Urdaneta, Briceño, Arismendi, Monagas, Pulido, Ayala, Alcántara, Sotillo, toute la légion des descendants des Libérateurs et des Patriciens civils ; les exceptions étaient rares dans l'un et l'autre parti.

VIII

Ce furent les royalistes, militaires et civils, et leurs descendants immédiats qui, unis aux patriotes adversaires de Bolivar et opposés à l'union colombienne, constituèrent le parti puissant qui, à partir de 1822, s'empara de la presse et des municipalités dont ils firent, comme sous l'ancien régime, les interprètes et défenseurs de leurs intérêts et de leurs passions, en commençant par protester contre la Constitution de Cúcuta. En 1825, ce parti accuse Páez, qui jusqu'alors était resté plus ou moins fidèle à Bolivar et au gouvernement de Bogotá, à cause de l'exécution de la loi des milices, puis se rallie à lui, un an plus tard, lorsqu'il se prononce contre la Constitution et méconnaît l'au-

torité du vice-président. Le même parti maintiendra le Vénézuéla dans un état de constante agitation en proclamant les principes politiques les plus opposés, en intervenant dans les élections pour faire élire ses candidats au Congrès, en s'emparant des tribunaux de justice, des préfectures ; enfin, avec Páez, à sa tête, il suscitera le mouvement éminemment populaire de dissolution de la Grande Colombie, pour fonder, sur des bases absolument opposées aux idées réactionnaires du parti bolivarien dans les derniers jours de la Colombie et aux tendances naturelles des Libérateurs à la suprématie, la République centro-fédérale de 1830. Ce fut la première *fusion* qui se réalisa au Vénézuéla, une courte trêve dans la lutte des partis, puis, comme conséquence immédiate, la réaction violente des patriotes, avec les révolutions de 1831 et 1835.

Ce furent les royalistes, avec la collaboration de quelques-uns de leurs anciens adversaires qui, maîtres du gouvernement de la République, prétendirent faire revivre les disciplines traditionnelles, les forces conservatrices de la société presque disparues dans le mouvement tumultueux et ochlocratique de la révolution et établir, contre les principes constitutionnels et en prenant le nom d'*amis de l'ordre,* une espèce de mandarinat basé principalement sur une oligarchie caraquène de « boutiquiers enrichis prenant des attitudes de personnages » ; ils poussèrent l'énergie et l'audace jusqu'à commettre l'erreur de substituer à Páez, pur représentant de la révolution sociale victorieuse, le docteur José María Vargas qui, au milieu d'un peuple militarisé, n'avait d'autres prestiges que ceux de la science et de la vertu, et à qui les patriotes intran-

sigeants et orgueilleux donnaient le nom très mérité de *goth*.

Les historiens qui n'ont pas observé avec attention les diverses étapes de notre évolution politique et sociale et n'ont pas tenu compte du fait que la Révolution de l'Indépendance fut en même une guerre civile, une lutte intestine entre deux partis composés de Vénézuéliens appartenant à toutes les classes sociales de la colonie, ne peuvent pas comprendre la véritable signification, l'origine précise du qualificatif de *goth* qui désigna les royalistes et fils de royalistes qui entourèrent le général Páez à partir de 1826 (1).

---

(1) En cette même année, le général Pedro Briceño Méndez écrivait à Bolivar :

« En ce qui concerne l'opinion publique, je crois que nous n'avons quelque chose à craindre que de la part des *goths* parce que c'est le parti dominant. »

O'Leary : *Correspondencia*, t. VIII, p. 232.

Le général Urdaneta écrit au général Páez en lui reprochant sa rébellion contre le Gouvernement de Bogota :

« N'en doutez pas, mon camarade, vous êtes entouré de *Goths* et de scélérats. Je vous renouvelle ma prière et j'appelle encore votre attention sur la dernière démarche des *Goths ;* c'est un fait que nous sommes environnés d'espions qui travaillent à nous diviser. Sera-ce possible qu'involontairement vous contribuiez à leur rendre ce service ? »

Ouv. cité, t. VI, p. 137.

Goth ne signifia jamais en notre jargon politique, ni *docteur*, ni *propriétaire* et encore moins *blanc* et aristocrate, comme on l'a cru à tort. On appela *goth* l'ancien royaliste et ses descendants, quelles que fussent leur condition sociale, leur fortune, la couleur de leur peau et leurs principes politiques. On qualifia aussi de *goths* les anciens patriotes et leurs descendants qui, individuellement, et par conséquences naturelles de la politique, s'unirent à leurs anciens adversaires dans les luttes civiles postérieures. De même, et pour des raisons semblables, on appela *libéraux* certains descendants de royalistes qui individuellement s'unirent aux anciens patriotes à partir de 1835. Ces exceptions, dont nous ferons mention dans un autre chapitre, ne font que confirmer l'existence en pleine République des deux mêmes partis antagonistes qui combattirent durant la guerre civile de l'Indépendance, ce qui anéantit le faux concept de la création d'un *parti libéral*, en 1840.

La signification politique de la bataille de Carabobo et son influence sur l'évolution interne du Vénézuéla n'ont pas encore été appréciées dans toute leur importance. Le splendide triomphe de Páez, qui nécessairement décida le Libérateur à lui conférer le commandement suprême de la région centrale du Vénézuéla, fut une singulière fortune pour ces temps. Páez était le seul homme capable de contenir, par son autorité et son prestige, les hordes de *llaneros* disposés à chaque instant à répéter, sur les populations sédentaires, les mêmes crimes qu'en 1814 ; il était aussi le seul qui, par suite de circonstances spéciales, pût être une sorte de Providence pour les nombreux éléments royalistes qui, jusqu'à la dernière heure, combattirent contre la Patrie. Déjà le nom du grand *caudillo* devait être sympathique à ce parti pour sa conduite envers les anciens subalternes de Boves et de Yañes qu'il avait su attirer, avec une rare sagacité, dans les armées de l'Indépendance. Désormais, dans le commandement du Vénézuéla, il se convertit en protecteur de l'élément civil, en défenseur des *somatenes,* des émigrés, et il ira jusqu'à désobéir au gouvernement de Bogotá en s'opposant à l'exécution du décret de 1823 qui ordonnait d'expulser du pays les adversaires de la cause de l'Indépendance. Páez n'avait pas pris part aux sanglantes tragédies de 1814, son nom n'était associé à aucun de ces faits qui engendrent des haines et des vengeances inextinguibles, et il était, par conséquent, le mieux désigné pour unifier sous son autorité tous les groupes qui avaient perdu l'espoir de voir restaurer l'ancien régime, mais qui forcément apportaient dans la politique toutes

leurs passions contre les indépendants, leurs principes de conservation sociale, leurs ambitions de dominer, dans une patrie qui, s'ils ne l'avaient pas créée, n'en était pas moins à eux et qu'ils ne pouvaient cesser d'aimer avec la même ferveur que leurs adversaires. Ils avaient été patriotes à leur manière et, en luttant pour l'Espagne, ils avaient cru sincèrement défendre une cause juste. N'y a-t-il pas, encore aujourd'hui, des personnes qui affirment que la révolution de l'Indépendance fut prématurée ?

Sans étudier avec un critère libre de préjugés tous les antécédents que nous avons cités ; sans appliquer à notre copieuse documentation les méthodes établies par les maîtres de la science, il est absolument impossible d'expliquer la réaction antibolivarienne, de laver le peuple vénézuélien de la tache d'ingratitude dont l'ont marqué les historiens superficiels et d'exposer les raisons essentiellement humaines de cette explosion de haines qui se déchargea sur le Père de la Patrie ; et, enfin, d'étudier, d'accord avec le déterminisme sociologique, l'origine et le développement nécessaire et fatal de tous les germes anarchiques qui surgirent, comme des ivraies vénéneuses, des ruines de la discipline sociale de la colonie, et qui ont influé d'une manière si puissante sur tous les événements de notre vie nationale.

LES PROMOTEURS DE LA RÉVOLUTION

I

Lorsqu'on étudie l'histoire de notre indépendance on constate, dès le premier abord, que non seulement les classes élevées de la Colonie furent celles qui déclanchèrent la Révolution, mais aussi qu'en même temps elles proclamèrent les Droits de l'Homme et prétendirent fonder la République de 1811 sur les bases de la démocratie et du fédéralisme.

Quelle était l'origine de ces idées ? Comment pouvait-on proclamer des principes si avancés dans la capitale d'une province obscure et oubliée, la plus ignorée de toutes celles qui composaient les vastes possessions de l'Espagne en Amérique ?

Débarrassons notre esprit des préjugés, et guidés par la tendance analytique de notre époque, cherchons les origines, les antécédents historiques de ce phénomène attribué, d'après les vieilles théories, à une espèce de *fiat* biblique ou à l'accident et au cas des rationalistes.

Les premiers législateurs de la République, les révolutionnaires du 19 avril et les constituants de

1811 sortis de la plus vieille aristocratie coloniale, « créoles indolents et orgueilleux », qui « jouissaient auprès de la populace d'une considération telle que jamais les grands d'Espagne ne bénéficièrent d'une pareille dans la capitale du royaume », proclamèrent pourtant le dogme de la souveraineté populaire et appelèrent à l'exercice des droits du citoyen le même peuple méprisé par eux. Sur l'inégalité sociale qui était le fondement de leur puissance, sur l'hétérogénéité de race qui alimentait leurs préoccupations, ils dressèrent l'édifice de la République démocratique.

D'après ces principes, la tradition coloniale disparut pour toujours le jour même où furent proclamés les droits des Vénézuéliens. De sorte que, politiquement et socialement, les hommes de l'Indépendance naissaient à la vie à l'âge qu'ils comptaient à la date de ce jour, puisque, au coup magique de la Révolution, ils avaient laissé entre les ruines du « régime d'opprobre » tout le legs héréditaire de trois siècles de colonie et de milliers d'années antérieures à la Conquête.

L'hérédité psychologique formée par les instincts et les préjugés inconscients, les opinions, les goûts, les inclinations naturelles, les sentiments, les préoccupations religieuses et sociales, le mépris du blanc créole pour l'homme de couleur, la haine de celui-ci pour le créole, les rivalités et intransigeances de chaque groupe social, — tous les mobiles enfin qui déterminent la cruelle et éternelle lutte de l'humanité dans tous les temps et dans tous les pays, disparurent pour toujours au seul énoncé des Droits du Citoyen.

Une fois supprimées les profondes inégalités

qui, durant des siècles, avaient caractérisé l'organisme social de la colonie, il ne restait plus que l'homme abstrait. Ne pas être esclave, avoir vingt et un ans accomplis et mener une vie honnête, voilà ce qu'on exigeait d'un homme, quelle que fût la couleur de sa peau, pour pouvoir exercer des droits et aspirer aux dignités les plus élevées de la naissante République.

Ces nouvelles théories, prédominantes dans le monde civilisé et illuminées de l'incendie de la Révolution française, s'étaient introduites peu à peu clandestinement avec les marchandises venues des Antilles en contrebande grâce à la complicité des agents infidèles du gouvernement espagnol. Théories que les créoles adoptaient sans examen et professaient avec enthousiasme ; principes abstraits qui avaient pour eux l'attrait piquant et stimulant du fruit défendu, ingurgités comme un nectar savoureux à la clarté d'une bougie, dans le silence profond de la nuit, en une ville qui s'abandonne au sommeil au son des oraisons.

L'apparition de ces mêmes théories avait été en France le produit d'un long travail d'élaboration; pourtant, Taine montre que, chez les aristocrates, les principes démocratiques restaient à l'étage supérieur de l'esprit, et que lorsqu'ils proclamaient l'égalité au Parlement et accueillaient dans leurs salons les plébéiens illustres par le talent, les préjugés de classe réapparaissaient au moindre raisonnement ou éclataient, indignés, dans la sincérité de l'alcôve.

« Entre les deux étages de l'esprit humain, le supérieur où se tissent les raisonnements purs et l'intérieur où siègent les croyances actives, la

communication n'est ni complète, ni prompte. Nombre de principes ne sortent pas de l'étage supérieur; ils y demeurent à l'état de curiosités; ce sont des mécaniques délicates, ingénieuses, dont volontiers on fait parade, mais dont presque jamais on ne fait emploi. Si parfois le propriétaire les transporte à l'étage inférieur, il ne s'en sert qu'à demi; des habitudes établies, des intérêts ou des instincts antérieurs et plus forts en restreignent l'usage. En cela il n'est pas de mauvaise foi, il est homme ; chacun de nous professe des vérités qu'il ne pratique pas. Un soir, le lourd avocat Target ayant pris du tabac dans la tabatière de la maréchale de Beauvan, celle-ci, dont le salon est un petit club démocratique, reste suffoquée d'une familiarité si monstrueuse. Plus tard, Mirabeau, qui rentre chez lui ayant voté l'abolition des titres de noblesse, saisit son valet de chambre par l'oreille et lui crie en riant de sa voix tonnante : « Ah ça ! drôle, j'espère bien que pour toi je suis toujours Monsieur le Comte. » Cela montre jusqu'à quel point, dans une tête aristocratique, les nouvelles théories sont admises. » (1).

En France, les idées démocratiques avaient envahi peu à peu toutes les classes sociales. La philosophie, les sciences naturelles et exactes, la littérature, la politique, l'économie politique, l'ensemble harmonieux de toutes les branches de l'intelligence humaine, avaient pris lentement une nouvelle direction, s'étaient introduits par tous les interstices de l'édifice social et avaient fini par

(1) H. Taine : *Les origines de la France contemporaine. L'Ancien régime*, p. 376.

envahir les hautes classes et s'emparer des cerveaux démocratiques. Les philosophes, les littérateurs, les hommes de science coudoyaient la noblesse depuis longtemps ; le savoir était un titre légitime pour conquérir les plus grandes distinctions ; les personnes envahissaient en même temps que les idées. Et pourtant nous avons vu quelle puissance gardaient encore les préoccupations nobiliaires (1).

Dans l'évolution du Vénézuéla, la marche est beaucoup plus rapide. La noblesse coloniale passe d'un extrême à l'autre, sans aucune préparation; et comme ces nobles sont presque les seuls en possession d'une culture, les seuls qui ont le rare privilège de s'instruire, l'évolution prend un caractère complètement distinct.

II

En 1796, les nobles de Caracas — cette forte et puissante oligarchie constituée en municipalité — accusent, devant le roi d'Espagne, les magistrats qui venaient de la métropole, à cause de « la protection ouverte qu'ils accordent scandaleusement aux métis et à tous gens vils pour rabaisser le prestige des familles anciennes, distinguées et

---

(1) « Les salons du XVIII[e] siècle ne préparent pas seulement l'égalité des hommes parce qu'ils réunissent et confondent seigneurs et hommes de lettres, mais parce que, prisant l'esprit par-dessus tout, ils fournissent aux roturiers l'occasion de racheter par la supériorité du talent, l'infériorité de la naissance : dans le royaume de l'esprit un enfant trouvé peut être roi. »

C. Bouglé : *Les idées égalitaires*, p. 202.

honorables » ; et parce que « laissant courir la plume sur des fondements puérils et sur la surface des choses, ils représentent d'une manière très différente de la réalité l'état de la province, le mode de penser des familles distinguées et de sang pur, leur séparation totale des mulâtres ou métis avec lesquels elles ne veulent avoir aucune relation, oublieux que sont ces magistrats de la gravité de l'injure que conçoit une personne blanche à la seule idée qu'on puisse dire qu'elle fréquente ces métis, et de l'impossibilité que ces sentiments soient effacés, même si intervenaient la loi, le privilège ou la grâce royale. »

Ces nobles vassaux de Caracas qui, jusqu'en 1801, protestent contre les « grâces » accordées par le monarque à la nombreuse classe de métis, quinterons, quarterons et « blancs de rivage » constituant la grande masse de la population des villes, et qui considèrent comme un grand outrage le fait de « faciliter aux métis, au moyen de l'exemption des règlements auxquels est soumise leur basse classe, l'instruction dont ils ont été privés jusqu'à maintenant et doivent être privés toujours », — ces fidèles vassaux, entre lesquels figurent beaucoup de ceux qui, peu d'années après, vont être des facteurs ou principaux promoteurs de la Révolution et des apôtres fervents de la démocratie, ne peuvent supporter en aucune façon que le roi d'Espagne, suivant les propositions de ses agents à Caracas, élève les « classes viles » jusqu'à eux pour le prix de quelques milliers de réaux dont le Trésor royal avait besoin.

Ce sont eux, ou leurs descendants immédiats qui, possédés d'un pur idéalisme démocratique né

à la chaleur des principes abstraits préconisés par les philosophes français, vont laisser de côté, pour un moment, dans les juntes patriotiques ou au Congrès, leurs préoccupations enracinées de caste et, effaçant d'un trait de plume les « odieuses distinctions », appelleront ces mêmes « classes viles » à partager avec eux les honneurs et prééminences de la République démocratico-fédérative rêvée.

Les hommes des « classes basses avilies par toute sorte de bâtardises et de turpitudes » qui, en 1796, « ont l'effronterie d'aller par les rues vêtus contre les prescriptions de la loi, au grand scandale des personnes distinguées », pourront, en 1810, se confondre avec celles-ci en vertu d'une simple déclaration. La « terrible égalité » décrétée par le monarque concédant des grâces et des prérogatives à la plèbe et que les nobles avaient considérée comme la cause certaine « d'un désordre social qui convertira cette magnifique partie de l'univers en une masse dégoûtante et fétide de péchés, délits et scélératesses de tout genre » sera, quand éclatera la rébellion, « une revendication des fors sacrés de la nature outragés par le despotisme de l'Espagne ». Un décret, un seul décret, quelques traits de plume d'oie opèreront le prodige.

La « Junte suprême » de Caracas décrète « l'égalité de tous les hommes libres »; et le Congrès Constituant « confère au noble et vertueux peuple du Vénézuéla la digne et honorable investiture de citoyens libres, le véritable titre de l'homme rationnel », et « proscrit les préoccupations insensées, les haines et les personnalités qui détestent tant les sages maximes naturelles, politiques et religieuses ».

Les dispositions de la cédule royale qui, en 1796 et en 1801, constituaient, d'après les nobles du Vénézuéla, un péril pour la société et qui émurent si profondément la municipalité de Caracas, seront pâles à côté de la large Déclaration de droits formulée par la même municipalité transformée en Junte suprême et en Congrès. La menace que « les métis, quinterons, « blancs de rivage », guérisseurs, commerçants, etc., dispensés de leur basse qualité » pourraient être déclarés aptes aux professions et dignités qui étaient le privilège des personnes blanches, n'existera plus neuf ans après, quand la République et l'Indépendance auront été proclamées ; « l'immense distance qui, pendant des siècles, avait séparé les classes sociales de la colonie, l'avantage et la supériorité des blancs, la bassesse et la subordination des mulâtres auront disparu pour toujours. »

On ne peut observer qu'une différence entre les deux dispositions. Le roi d'Espagne élevait les métis à la dignité de blancs moyennant quelques milliers de réaux; la révolution qui a les nobles à sa tête, nivelle toutes les classes libres et les confond sous la dénomination de citoyens, en vertu des principes abstraits qui avaient ébranlé les trônes et qui, par un enchaînement logique des événements, mirent entre les mains d'un plébéien consacré par son génie « Roi des rois » les destins du monde ; le seigneur et maître de ces possessions se traîna à ses pieds comme un vassal et y déposa son sceptre.

Lorsque le roi ordonnait que cette dignité fût accordée, c'était un sujet d'effroi pour les blancs natifs et habitants de l'Amérique. Comment est-ce

possible, demandaient les nobles, que Sa Majesté confonde les vassaux de sang pur, distingués et honorables avec des hommes de lignée vile et détestable ? Si Sa Majesté obéissant aux rapports passionnés des employés espagnols, persistait dans son projet de concéder « la grâce », eux, les nobles, dans leur désolation, renonceraient à leurs offices et abandonneraient la salle capitulaire pour qu'elle fût occupée par des boutiquiers et autres gens de vile extraction.

III

De quelle manière s'était réalisée cette rapide et profonde transition dans l'esprit de notre noblesse créole ?

La Révolution qui renversa le capitaine-général Emparan, convertissant les nobles en démocrates et républicains, avait fait des « hommes avilis par un enchaînement de bâtardises et de turpitudes » un peuple vertueux, noble, intelligent, capable de s'élever à la dignité de citoyen. Oubliées, éteintes à jamais étaient les haines, les dissensions et les tracasseries qui jusqu'alors avaient causé entre les nobles eux-mêmes ces procès interminables sur la pureté de sang qui occupèrent presque entièrement les tribunaux durant deux cents ans. Désormais on n'emploierait plus dans les églises paroissiales les registres dénommés « de métis » qui perpétuaient les odieuses distinctions de caste à l'instant où l'enfant recevait le saint sacrement du baptême et qui, comme une tache d'opprobre, flétrissait sa

descendance dans de nombreuses générations. On ne se livrerait plus à ces terribles et prolixes inquisitions généalogiques indispensables non seulement pour contracter mariage et recevoir le sacrement de l'ordre, mais aussi pour pouvoir occuper des postes dans les municipalités, les tribunaux, les chapitres ecclésiastiques, le Collège Royal des Avocats, le Consulat, l'Université, dans toutes les institutions réservées uniquement aux classes élevées.

« Nous instituons et mandons — dit la Cédule Royale qui crée le Collège Royal des Avocats de Caracas — que, pour être reçu en notre Collège, tout avocat doit être de bonnes vie et mœurs, apte à exercer sa profession, fils de parents connus et non bâtard, ni illégitime; que, comme les candidats, leurs parents et aïeux paternels et maternels aient été de vieux chrétiens, purs de tout mélange de sang de mauvaises races de nègres, mulâtres ou autres semblables, sans tache de Mores, de juifs ou de gens nouvellement convertis à notre Sainte Foi Catholique, ou d'autre qui soit marquée d'infamie; et que tout candidat qui ne réunira pas ces conditions ne sera pas admis. »

Le candidat était obligé de présenter « un mémoire de ses origines, de celles de ses pères et ancêtres, avec mention individuelle de leurs noms et prénoms, trois copies de l'acte de baptême ; si, après examen de ces pièces, le secrétaire reconnaît qu'elles sont en règle, il en rendra compte au doyen pour que celui-ci, avant de procéder à une enquête secrète sur la qualité et la conduite du candidat, lui désigne deux informants qui, s'ils apprennent auparavant que le candidat a une

note ou un défaut qui soit un obstacle, tâcheront de le dissuader de poursuivre ses démarches ».

On ne s'en tenait pas aux recherches généalogiques car le candidat qui se tirait à son avantage des premières inquisitions, étaient ensuite soumis à un interrogatoire dans lequel il devait faire justifier « ses qualités par sept témoins munis de leurs actes de baptême et de ceux de leurs pères, légalisés en due forme ». De toutes ces preuves on composait enfin un dossier dans lequel, souvent, étant donné les préoccupations exagérées de l'époque, étaient outragés beaucoup de candidats, hommes de qualités supérieures, qui, plus tard, prendront parti pour la cause royaliste par haine contre la noblesse, et se distingueront par leurs cruautés, comme nous le verrons.

Ce Collège fut institué en 1792, dix-huit ans avant la Révolution ; ses statuts furent rédigés par les avocats créoles et approuvés par le roi.

Dans cette corporation, comme dans toutes les autres, régnait le même esprit d'exclusivisme ; on ne tenait aucun compte des conditions intellectuelles, de la vertu, du caractère, des aptitudes, ni de ces hautes qualités morales qui, plus tard, ont servi de piédestal à beaucoup d'hommes éminents, honneur et gloire de la République dans toutes les sphères de l'activité sociale.

IV

Au commencement du XIXe siècle, les préoccupations aristocratiques n'avaient souffert aucune altération car, pour occuper le plus humble emploi, celui de portier par exemple, dans ces corpora-

tions, il fallait encore être « homme blanc et honorable ».

Dans la requête de la municipalité que nous avons analysée, les nobles sollicitent du roi la suppression des milices de métis « parce qu'elles ne servent qu'à fomenter leur orgueil et causent des confusions de personnes, car souvent un officier, paré de son uniforme, des aiguillettes et de l'épée, usurpe des hommages qui élèvent ses pensées vers des objets plus hauts ».

Caracas n'était pas le seul siège de cette caste aristocratique, hermétique et intransigeante. Dans chacune des capitales de province et des cités capitulaires comme Barcelone, Barquisimeto, Coro, San Carlos, San Felipe, Guanare, Mérida, Trujillo, Valencia, Carora, Tocuyo, etc., et jusque dans quelques villes importantes, il existait des groupes de nobles qui professaient des exclusivisismes semblables ou pires et formaient une oligarchie oppressive et tyrannique toujours en conflit avec les fonctionnaires envoyés d'Espagne. Ils destituent souvent les gouverneurs et les capitaines généraux ; ils résistent à la mise en vigueur des Cédules Royales qui pouvaient restreindre leurs prérogatives ou blesser leurs susceptibilités de classe ; ils s'élèvent contre les décisions émanant des Audiences ; ils forment des corps de milice exclusifs pour être séparés non seulement des métis mais des blancs même qui ne peuvent faire ostentatation d'un « lignage pur » ou exercent des « offices et professions non nobles » ; ils poursuivent d'insultes, de plaisanteries et de calomnies qui envahissent jusqu'au plus sacré du foyer, les plébéiens qui osent porter l'uniforme milicien ; ils

obtiennent de la Cour la dérogation des dispositions qui, un certain temps, permirent le mariage entre personnes blanches et métisses et l'entrée de celles-ci dans les communautés religieuses ; ils veillent à la stricte observation des règlements somptuaires qui interdisent aux femmes de couleur de se parer « d'or, de soie, de châles et de diamants » et les privent même du droit de « se servir de tapis pour s'agenouiller ou s'asseoir dans les temples » ; et enfin, ils occupent les tribunaux et dépensent une partie de leurs rentes à faire des procès sur des questions de pureté de sang afin de purifier leur lignage et, pour consolider leur prépondérance, d'exclure de leur cercle en rendant publiques des fautes anciennes et oubliées, des familles illustres par la vertu, le travail et l'intelligence d'où sortiront de nombreux personnages remarquables dont l'un, Francisco de Miranda, remplira de son nom des pages de gloire dans l'Histoire des deux continents.

Qu'on se rappelle ce qui arriva à Sébastián de Miranda, père du généralissime. Lorsque, en 1764, on organisa les milices et que Miranda fut nommé capitaine de la compagnie des Blancs canariens de Caracas, un grand scandale se produisit parmi les nobles par le seul fait que Sebastián, comme commerçant, « métier bas et impropre de personnes blanches », pourrait « se parer dans les rues du même uniforme que les hommes de qualité supérieure et de sang pur ».

Miranda fut qualifié dans les cercles et dans la rue de mulâtre, d'inculpé, d'aventurier, d'homme indigne, moqué sans cesse par les nobles en public. Enfin, il y eut un procès d'où il sortit triomphant

parce que les autorités espagnoles furent de son côté, mais, ne pouvant supporter les affronts dont ses ennemis l'accablaient, il donna sa démission de capitaine de la milice.

Dans tout ce procès la municipalité fut, comme toujours, le boulevard puissant des préoccupations et des manigances de la noblesse créole ; c'est elle qui, passant par-dessus le gouvernement et les tribunaux, interdit à Sébastián de Miranda « l'usage de l'uniforme et du bâton de commandement, en l'avertissant que, s'il les portait, il serait incarcéré dans la prison publique pour deux mois, son bâton et son uniforme seraient saisis et le produit de la vente réparti entre les prisonniers ».

José Solano, alors gouverneur de la province de Vénézuéla, qui avait conseillé à Miranda d'accepter sa nomination de capitaine, l'appuya ouvertement; il obtint que le roi désapprouvât tous les actes de la municipalité et accordât à Miranda « avec la jouissance de toutes les prééminences, fors et prérogatives militaires, le droit au bâton et à l'uniforme de capitaine de milices », et, en outre, que le roi ordonnât « un perpétuel silence sur l'enquête au sujet de sa qualité et origine », et déclarât passible de révocation et autres peines sévères tout militaire ou membre de la municipalité qui, par écrit ou verbalement, se raillerait de lui ou le traiterait comme on avait fait antérieurement. Mais il ne put mettre fin aux tracasseries et aux humiliations ni suffoquer la calomnie qui, pour le souiller, allait jusqu'à attaquer l'honneur de la mère du futur généralissime.

En relatant ces faits, en essayant de pénétrer dans l'état mental de ces générations, nous nous

confirmons dans la croyance que c'est à ces rivalités qu'est dû en grande partie le triste sort qui échut au général Miranda au Vénézuéla. On n'a qu'à se rappeler qu'en 1806, la noblesse de Caracas protesta contre les expéditions de Miranda et appuya le capitaine général aussi résolument qu'elle l'avait fait contre la révolution de Gual et España ; et qu'en 1813 la « Suprême Junte de Vénézuéla » dans son « Allocution aux habitants des districts voisins de la cité de Coro », dit : « Le gouvernement a appris avec la plus vive douleur qu'en comparant la conduite actuelle de quelques-uns des notables de la cité de Coro à celle qu'ils tinrent en 1806, on leur attribue le délit d'avoir abandonné alors leurs foyers à une poignée de bandits qui insultaient les droits de la Couronne. » (1).

On n'a qu'à se rappeler que cette même Junte interdit à Miranda l'entrée du Vénézuéla non par peur de ses idées radicales au sujet de l'Indépendance — car on sait que les directeurs du mouvement étaient bien décidés à la réaliser — mais parce que cet hommes, malgré la célébrité qu'il avait conquise en Europe par ses qualités éminentes continuait d'être, pour les nobles de Caracas, le même plébéien, le fils du commerçant canarien, qui portait l'uniforme de général français alors qu'on avait interdit à son père de revêtir celui de capi-

(1) Blanco y Azpurúa : *Ouv. cité*, t. II.
M. Carlos B. Figueredo, qui possède une précieuse collection de documents copiés dans les archives d'Espagne, a publié dans *El Cajo ilustrado* du 1er décembre 1911, une longue liste des personnes qui, en 1807, contribuèrent à la mise à prix de la tête du traître Miranda. Il est curieux de remarquer que le seul nom noble qui n'apparaît pas sur cette liste est celui de Bolivar.

taine de milices urbaines. D'où la froideur avec laquelle il fut accueilli à son arrivée à Caracas et il n'est pas aventuré de supposer que dans l'hostilité des nobles contre le fils de Sebastián Miranda se trouve la clef de quelques faits inexplicables qui eurent pour conséquence la perte de la République en 1812.

Et remarquez bien que dans ce procès où les préoccupations nobiliaires des créoles s'exaltèrent tellement, il s'agissait d'exclure non un métis, mais un commerçant canarien, honorable à tous les points de vue, établi dans le pays, propriétaire d'une maison et en relations intimes avec les hauts fonctionnaires espagnols.

V

Les obstacles et les oppositions ne concernaient pas seulement, comme on le voit, les « gens de couleur ». La ville, avec ses 18.669 habitants, d'après le recensement de l'évêque Martí, n'était pas seulement divisée en esclaves, quinterons, quarterons et métis, mais la classe même des blancs se divisait aussi en groupes désignés, en signe de mépris, par le nom du quartier où ils étaient domiciliés ; le qualificatif général était celui de « blancs de rivage » ; tous étaient séparés profondément. « Leurs dissidences constantes incendiaient la population de brocarts, d'intrigues et de calomnies. La principale occupation des juges était de décider de la qualité des personnes ; on voyait à Caracas, comme dans la majeure partie des autres villes, un nombre considérable d'hommes secouer les

poussières des archives et chercher des documents à l'appui de leurs requêtes, tandis que d'autres fomentaient la brouille entre familles..., véritable ver rongeur de la société, plus préjudiciable que la famine et que la peste. » (1).

Lorsque la société sera ébranlée, lorsque les entraves sociales et politiques qui retenaient jusqu'à un certain point ces haines disparaîtront, alors on verra surgir les instincts impitoyables et la guerre éclatera entre ces classes comme entre des hordes sauvages.

Devant ces détails qui constituent la vie intime de la colonie, inconnus ou dédaignés de presque tous nos historiens, il convient de se demander : Quels étaient au Vénézuéla, par une loi sociologique parfaitement définie, les véritables oppresseurs des classes populaires ? Seraient-ce, par hasard, les agents venus de la métropole qui, d'après la propre expression des nobles, « considéraient la province comme une auberge et se résignaient à supporter ses désagréments pendant le peu de temps que devait durer leur séjour » ; ou bien ceux qui, attachés au terroir, jaloux de leur haute situation, dominant toutes les corporations, occupant tous les emplois par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'hommes de leur clientèle, gouvernaient les populations et les tyrannisaient, étaient les seuls à exercer les fonctions d'alcades, de corregidors, de syndics, de magistrats, de lieutenants de justice, d'officiers de milices, de percepteurs d'impôts, d'agents du fisc, etc., et composaient la troupe entière des

---

(1) Baralt : *Hist. Aut.*, p. 302.

employés municipaux perpétuels ou électifs qu'exigeait l'organisme administratif compliqué de la colonie ?

Lorsque la Révolution éclatera la majeure partie de ces agents subalternes, espagnols ou créoles, entreront dans l'un ou l'autre parti. Lorsque la République s'organisera, ceux qui se seront sauvés du grand naufrage, reprendront leurs anciens emplois. C'est, à peu de choses près, le même processus de nos révolutions civiles postérieures.

Les annales de toutes les villes coloniales de l'Amérique espagnole sont pleines des luttes entre Espagnols et créoles et de celles de ces derniers entre eux. Les illustres voyageurs Jorge Juan et Antonio de Ulloa qui parcoururent, en mission scientifique, une grande partie de l'Amérique du Sud, nous ont laissé, dans leurs *Notices secrètes d'Amérique* une relation circonstanciée de cette anarchie que rien ne put modifier et dont les nouvelles nationalités devaient recueillir les funestes conséquences.

« Ce mal est si général, disent ces auteurs, que les premières têtes des peuples, les dignités les plus respectables et les ordres religieux ne peuvent s'en délivrer, car il attaque les plus cultivées, les plus honnêtes, les plus sages. Les populations sont le théâtre public des deux partis opposés ; ainsi que les *cabildos* où l'inimitié la plus acharnée éjacule son venin, et les communautés, où continuellement s'enflamment les esprits, qui deviennent un enfer pour leurs membres, lesquels perdent toute tranquillité et sont tenus en une perpétuelle inquiétude par les batailles que suscitent les divers motifs de discorde qui servent d'aliment au feu de la haine. »

Les mêmes auteurs font remarquer que « les villes et villages où ces motifs de discorde provoquent le plus de scandales sont ceux des montagnes ; ce qui provient sans doute de leur manque de relations avec les étrangers ». De sorte que si l'on considère la pauvreté et l'isolement où vécurent pendant plus de deux siècles les précaires établissements coloniaux de la Côte-Ferme, on peut calculer jusqu'à quel point montaient la haine de nos créoles contre les Espagnols et leurs préoccupations aristocratiques.

« Quoique la mésentente entre Européens et Créoles, disent-ils encore, puisse avoir plusieurs causes, il en est deux qui paraissent essentielles : ce sont l'excessive vanité et la présomption qui règnent chez les Créoles et l'état de pauvreté des Européens qui viennent d'Espagne en Amérique... La vanité et la présomption des Créoles s'élèvent à un tel degré qu'ils croient n'avoir rien à envier en fait de noblesse et d'ancienneté aux premières maisons d'Espagne. Ils en sont tellement entichés que, dès leur premier entretien avec des étrangers récemment arrivés, chacun se met à les instruire de la noblesse de sa maison. Mais si on fait quelque investigation impartiale, on finit par savoir que rares sont les familles où il n'y ait pas eu de mélange de sang. Ce qui est très divertissant, c'est qu'eux-mêmes dévoilent ces taches, de sorte qu'on n'a pas besoin de faire d'enquête sur ce sujet, car en même temps qu'il se vante de la noblesse illustre de sa famille, chacun vous met en garde contre celle des autres de la même ville, étale bien clairement leurs faiblesses, les flétrissures et les taches qui obscurcissent leur pureté, de sorte que tout finit par se

savoir et qu'en peu de temps on sait à quoi s'en tenir sur toutes ces familles. Les Européens qui épousent des femmes de cette aristocratie n'ignorent rien de ce que leurs familles laissent à désirer au point de vue généalogique ; aussi lorsqu'on veut leur faire honte de la pauvreté dont ils souffraient à leur arrivée, ils se vengent en jetant à la figure de ceux qui les méprisent la vérité sur cette noblesse dont on fait parade ; et cela donne assez de matière à chacun pour ne jamais oublier les affronts qu'il reçoit du parti contraire. »

Si de pareilles choses se passaient dans les opulentes colonies du Pérou qui sont celles auxquelles se réfèrent les deux voyageurs, et où affluaient, attirés par la richesse de leurs mines, une multitude d'Espagnols de toute condition, quels excès ne devaient pas amener ces dissidences, cette guerre sourde et terrible dans les villes ignorées du pauvre Vénézuéla où, en outre, les gens de couleur étaient si nombreux ?

Les renseignements que nous avons sur ce sujet sont extrêmement curieux. Le licencié Sanz, qui appartenait à la noblesse créole, fut un des auteurs des statuts du Collège des Avocats et, plus tard, l'un des premiers et plus importants promoteurs de la Révolution, nous a laissé le témoignage de ce qu'étaient alors les préjugés aristocratiques dans la classe élevée du Vénézuéla.

Toute la génération qui proclama l'Indépendance avait été éduquée dans ces pratiques « bonnes seulement à former des hommes faux et hypocrites », capables de donner à ce mouvement, dès les premiers jours, tous les caractères de la politique italienne aux XVe et XVIe siècles ; politique

d'astuce, de dissimulation, de sourdes intrigues, de procédés ambigus, qui avait pour objet la domination absolue du pays, l'exercice de ce que le Libérateur devait appeler plus tard « la tyrannie active dominante ».

« Sous forme de préceptes, dit le licencié Sanz, on inculque à l'enfant des maximes d'orgueil et de vanité qui, plus tard, l'inclinent à abuser des prérogatives de la naissance ou de la fortune dont il ignore l'objet et la fin. Il y a peu d'enfants à Caracas qui ne grandissent imbus de la niaise persuasion qu'ils sont plus nobles que les autres et qui ne soient infatués de l'idée qu'ils ont eu un ancêtre porte-étendard, un oncle alcade, un frère moine. Et qu'entendent-ils au foyer paternel pour corriger cette odieuse éducation ? Que Pedro n'était pas d'un sang aussi bleu qu'Antonio, lequel pouvait, avec raison, se flatter d'être très noble, bien apparenté, et parfait caballero ; que la famille de Juan avait telle ou telle tache et que lorsque la famille de Francisco s'unit par une mésalliance à celle de Diego, celle-ci prit le deuil. Ces puérilités et ces misères qui pervertissent l'âme, influent puissamment sur les mœurs, divisent les familles, rendent les alliances difficiles, maintiennent entre elles la méfiance et rompent les liens de la charité qui est à la fois le motif, l'occasion et le fondement de la société. »

Il faut remarquer que ces observations de Sanz se référaient exclusivement aux classes élevées, aux descendants plus ou moins purs des conquistadors qui, lorsque la guerre éclatera, porteront dans le domaine de la politique les divisions nées et fomentées au foyer, soutiendront ardemment la lutte

entre patriotes et royalistes et, lorsque la République sera définitivement constituée, continueront d'être divisés, puis leurs descendants aussi le seront, et ils fomenteront tous les révolutions intestines, prêchant les principes politiques les plus avancés, se groupant autour de toutes les bannières ; et, devant la nécessité de vivre, ils feront taire les exclusivismes de classe pour se soumettre à des *caudillos* tirés des couches inférieures de la société par l'ouragan des révolutions.

Mais n'anticipons pas.

VI

Arrêtons-nous sur quelques autres détails qui mettront mieux en relief ces germes anarchiques qui pousseront vigoureusement avec la Révolution et nous donneront la clef de quelques événements dont les causes profondes restent encore dans la plus complète obscurité.

Les Espagnols qui arrivaient au Vénézuéla n'étaient pas de très bonnes familles. Ceux, peu nombreux, qui venaient pour leur compte fuyaient la misère qui, dans la péninsule, les accablait, et cherchaient une fortune qu'ils imaginaient facile ; quant aux employés, le gouvernement ne fut jamais scrupuleux dans leur choix. Il n'y a qu'à lire de nombreux romans et drames des siècles passés pour se rendre compte de la véritable qualité des aventuriers qu'en Espagne on appelle encore Indiens, représentés régulièrement par des personnages qui retournaient d'Amérique enrichis, mais sordides et brutaux à l'extrême.

Déjà étaient passés les temps de l'immigration des hidalgos, cadets de maisons nobles, soldats qui s'étaient distingués dans les guerres d'Italie et de Flandres, et qui, comme Damián del Barrío, García de Paredes, Garci-González de Silva, Fernández de Zerpa, Villegas, etc., réalisèrent les miracles de la conquête. La légende du Dorado s'était évanouie de l'imagination populaire depuis deux siècles, et ce n'étaient pas les produits de la terre arrachés par un incessant labeur sous nos climats brûlants qui pouvaient attirer la cupidité espagnole, même aux temps où le soleil des Carlos et des Philippe descendait au couchant.

C'est seulement dans les vice-royaumes du Mexique, du Pérou et, peut-être, de la Nouvelle-Grenade qu'émigrait de temps en temps quelque noble ruiné, nommé par faveur gouverneur d'une province ou pourvu d'un autre emploi lucratif aux colonies. Ceux qui vinrent au Vénézuéla dans les derniers temps de la domination « devaient leurs emplois à quelque favori de la cour corrompue » et comme, en général, ils n'étaient pas de basse extraction, ils devaient voir de mauvais œil la vaniteuse noblesse créole toujours prête à leur fermer les portes et à discuter leur prépondérance officielle.

Les Espagnols, de leur côté, devaient s'appuyer sur les classes basses et les favoriser de leur influence. D'où ces rapports envoyés à la Cour pour solliciter des prérogatives en faveur des blancs et des métis du tiers-état qui soulevèrent un si grand scandale au sein de la municipalité, et les « procès entamés par des métis qui prétendent faire croire qu'ils sont blancs » et que la Cour a terminés, en dernière instance, par une sentence en leur faveur.

A partir de 1790, les métis furent favorisés à Caracas par l'auditeur Francisco Ignacio Cortines « qui, disent les nobles, bien qu'ayant des motifs particuliers de les détester à cause de leur audace, se déclara leur protecteur avec tant d'ardeur et d'efficacité qu'il fit partager ses idées par Rafael Alcalde, lieutenant du gouverneur de cette province, lequel se conforma à ses modes de penser et d'agir en cette matière, et séduisit les autres magistrats de l'Audience pour qu'ils fissent de même ; il les persuade, à l'aide d'informations calomnieuses dont il garantit la vérité en se prévalant de l'expérience acquise par un long séjour qui lui a inspiré du mépris pour les habitants de pur sang et honorables, qu'ils doivent rendre des décrets et des sentences en faveur des métis. Aussi, c'est une véritable honte que de voir déclarés Blancs des hommes qui sont tenus et réputés pour métis, en dépit des protestations de la municipalité de la capitale et de celles des autres villes de la province. A cause de ces faits, on perd tout respect de l'autorité publique, les motifs indécents d'une pareille protection se propagent par les rues et les places publiques, et ledit Cortines est considéré comme l'auteur de prétentions aussi répugnantes et de la ruine de l'ordre des familles... » (1).

Comme on le voit, les employés espagnols travaillent indirectement à l'évolution démocratique, par l'égalisation des castes, tandis que les nobles, qui vont proclamer en 1810 les Droits de l'Homme, clameront contre le despotisme de l'Espagne, et

---

(1) Blanco y Azpurúa : *Ouv. cité,* t. I, pp. 294, 295, 311 à 319.

lutteront, jusqu'à la veille même de la Révolution, pour conserver les profondes inégalités sociales. C'est pourquoi, en 1796 et en 1801, « la lutte entre les habitants (nobles) et les employés n'est plus secrète, mais publique ; ceux-ci croient tout le mal qu'on leur a dit ou qu'ils se sont imaginés, ceux-là sont persuadés que si leurs droits sont méconnus par des juges prévenus, ils ne peuvent espérer aucun bien » (2). Ainsi se justifie ce fait singulier que, dans le parti royaliste ou *goth*, figure la grande majorité des plébéiens et gens de couleur.

C'est en vain que nous avons cherché des documents sur le despotisme des employés espagnols au Vénézuéla dont on a tant parlé. La révolution de Gual et España, dont quelques-uns de ceux qui y prirent part furent pendus et beaucoup emprisonnés ou expulsés, trouva la noblesse de Caracas à côté des Espagnols, et sa décision en faveur de l'Espagne fut telle que le rapport adressé par le capitaine général Carbonell au prince de la Paix exalte le zèle de la noblesse et demande des récompenses au roi, entre autres pour le marquis del Toro, pour Francisco Espejo et Rafael Diego Mérida, alors secrétaire de chambre de l'Audience Royale, qui signa les sentences contre les conspirateurs. Plus tard, le même homme, accusé de s'être enrichi des biens des victimes de la Révolution de Gual et España, sera ministre de Bolivar, patriote exalté et révolutionnaire turbulent.

C'est que dans cette révolution avortée ne figurèrent qu'un petit nombre de personnes apparte-

(2) Ibid. : *id.*

nant à la classe moyenne ; les autres étaient de petits commerçants, des laboureurs, des cordonniers, des forgerons, des barbiers, des soldats, des sergents, des caporaux de milice, etc., et il est facile de découvrir la bénignité avec laquelle procédaient les autorités, car il serait ridicule de juger avec le critère d'aujourd'hui les lois terribles qui frappaient alors les criminels d'Etat. Ni Carbonell, ni Guevara Vasconcellos ne méritent le qualificatif de despote et de cruel. Quant à Emparan, voué à l'exécration par les déclamations patriotiques exaltées qui eurent leur raison d'être à cette époque, ses égards pour les nobles conspirateurs, avant le 19 avril, et sa chute facile, prouvent plutôt qu'il fut un homme faible et un gouvernant inepte.

En somme, dans tout le procès justificatif de la Révolution, on ne doit voir que la lutte des nobles contre les autorités espagnoles, la lutte des propriétaires terriens contre le monopole commercial, la querelle pour la domination absolue entreprise longtemps auparavant par la classe sociale puissante et absorbante qui, avec raison, se croyait maîtresse exclusive de cette terre découverte, conquise, colonisée, cultivée par ses ancêtres. C'est sur toutes ces causes que se fondait le pouvoir et l'influence dont elle jouissait, et non sur une problématique pureté de sang qui, là comme partout, n'était qu'un préjugé.

LES PRÉJUGÉS DE CASTE

Hétérogénéité et Démocratie

> Ayons présent à l'esprit que notre peuple n'est pas l'Européen, ni l'Américain du Nord, que c'est plutôt un composé d'Afrique et d'Amérique qu'une émanation de l'Europe, car l'Espagne même cesse d'être européenne par son sang africain, par ses institutions et par son caractère.
>
> LE LIBÉRATEUR SIMON BOLIVAR : *Discours d'Angostura.*

Il serait aussi aventuré d'affirmer que la noblesse coloniale de l'Amérique espagnole, qui au Vénézuéla portait le nom de *mantouanisme,* n'avait pas dans les veines une grande quantité de sang indien et noir, que de prétendre que les Espagnols mêmes n'avaient pas été mélangés de Mores et de Juifs, — en comprenant dans la dénomination de *more,* non seulement les Arabes asiatiques qui implantèrent leur domination dans presque toute la péninsule, mais aussi les Barbaresques et les noirs purs provenant d'Afrique qui fournirent les plus forts contingents de l'invasion car « il leur suffisait de

traverser le détroit de Gibraltar pour aller chercher fortune en Espagne ».

Presque dans toute l'Amérique espagnole a persisté longtemps le préjugé de considérer les Espagnols comme une race pure, sans tenir compte des divers mélanges qui, durant de longs siècles, se réalisèrent entre les populations autochtones et les peuples envahisseurs.

Après les Phéniciens, les Grecs, les Carthaginois et les Romains qui dominèrent en Espagne et se mêlèrent à ses peuples autochtones, « les Arabes se servirent de femmes chrétiennes pour peupler leurs harems et perpétuer leur race ». Les chroniqueurs racontent que dans les premières expéditions, trente mille femmes espagnoles furent destinées à ce service, et il existe encore aujourd'hui, à l'alcazar de Séville, une cour nommée *Patio de las Doncellas* ; ce nom provient du tribut annuel de cent jeunes filles que les chrétiens étaient obligés de payer à un souverain arabe. Si l'on considère que ces jeunes filles étaient d'origines diverses et que courait dans leur veine du sang ibère, latin, grec et visigoth, on reconnaîtra facilement que le mélange de chrétiens, barbaresques et arabes, répété « durant huit siècles » (1) devait produire une race complètement métisse dans laquelle étaient comprises toutes les classes sociales. « Les Arabes pouvant se marier avec des chrétiennes et des juives sans que celles-ci fussent tenues d'abjurer leur religion, il arriva très fréquemment que des rois et des chefs arabes se marièrent avec des chrétien-

---

(1) Gustave Le Bon : *La Civilisation des Arabes.*

nes. » Altamira fait remarquer que l'opposition des intérêts politiques et la lutte constante entre les centres chrétiens péninsulaires et les envahisseurs ne doit pas induire en erreur pour ce qui touche aux relations ordinaires entre les deux éléments. Hors des champs de bataille, les deux peuples se traitaient mutuellement d'une manière cordiale et intime. Cela s'explique par les exigences naturelles de la fréquentation et du voisinage, par la manière, très différente de celle de notre époque, qu'on avait alors d'apprécier cette même opposition entre chrétiens et musulmans, par la communauté d'intérêts ou la nécessité de s'aider les uns les autres qui les liaient parfois. Il ne faut donc pas s'étonner qu'ils se visitassent fréquemment, qu'ils se vinssent en aide dans les guerres civiles, commerçassent entre eux et même que des personnes d'un peuple contractassent mariage avec celles de l'autre ; et cela, non seulement dans les classes basses et les moins cultivées, mais aussi dans les plus hautes et les plus puissantes. Ainsi, Muza, prince musulman d'Aragon, marie une de ses filles au comte García ; doña Sancha, fille du comte aragonais Asnar Galíndo, épouse Mahommad Altawil, roi more de Huesca ; leur fils, Muza, fut le mari de doña Dodilde, fille du roi navarrais Jimén Garcés ; une petite-fille d'Iñigo Arista, nommée doña Onneca, épousa en secondes noces le prince cordouan Abdal ; leur petit-fils fut Abderrahaman III ; enfin, Almanzor même prend pour femme Teresa, fille de Bermudo II, puis une autre princesse dont on ne sait si elle était fille du comte Sancho de Castille ou du roi de Navarre. Le plus extraordinaire est que, quoique la loi musulmane n'exigeât pas la conver-

sion de la femme, il y eut des chrétiennes sans scrupule qui se convertirent avec le consentement de leur famille, comme la seconde femme d'Almanzor. Les croisements durent être très nombreux dans toutes les classes sociales, d'autant plus que les guerriers envahisseurs manquaient de femmes, différents en cela des Germains dont les immigrations se faisaient en masse de la population entière (1).

Mais ce ne furent pas seulement les Arabes asiatiques et les Barbaresques qui se mêlèrent à la population espagnole. Dès les commencements de la domination romaine, il y eut, dans la péninsule, des nègres africains en qualité d'esclaves, confondus avec des gens d'autres races, tombés en esclavage comme prisonniers de guerre ou étrangers vendus (2). Il est naturel de supposer que ces esclaves se croisèrent entre eux, sans difficultés, puisqu'ils étaient de la même condition sociale.

Un autre grand apport de sang nègre pur fut amené par les Portugais lorsque, après s'être établis sur les côtes occidentales d'Afrique, ils commencèrent à s'adonner au commerce des esclaves. Vers le milieu du XVI[e] siècle, Damián de Goes évaluait à dix ou douze mille le nombre des esclaves qu'on transportait annuellement du pays des noirs à Lisbonne, sans compter ceux qui provenaient du Maroc. De Lisbonne, les uns passaient à Séville pour être transportés en Amérique, d'autres en Espagne où

---

(1) R. ALTAMIRA : *Historia de España y de la civilización española*, t. I, pp. 249-250.
(2) IBID. : *id.*, p. 117.

ils trouvaient une condition moins dure que les premiers (1).

Que ces nègres se soient mêlés immédiatement avec les Espagnols dans la péninsule même, on ne peut en douter, étant donné le peu de scrupule des méridionaux d'Europe à se mêler à des races anthropologiquement distinctes (2). En Amérique, ils furent si peu délicats en cette matière, que fray Antonio de Zuñiga, parlant du royaume de Quito, dit au roi Philippe II en un mémoire du 15 juin 1579 : « L'Espagnol a pour maîtresse une métisse ou une négresse, et celle-ci a pour esclave une Indienne » (3).

Les négresses furent en Espagne régal même de rois. François I[er], prisonnier de Charles-Quint, « ne put se procurer alors qu'une seule négresse, obtenue à grand'peine par sa sœur Marguerite qui demanda

---

(1) J.-M. Gounon-Loubens : *Essais sur l'administration de la Castille au XVI[e] siècle*. Paris, 1760, p. 92.

(2) Dans ce sens les Espagnols se différencièrent profondément des Anglais, ce qui devait influer sur le développement des colonies fondées par l'un et l'autre peuple comme dans l'évolution politique et sociale de chacune des métropoles. Les colons anglais de l'Amérique du Nord ne se mêlèrent pas aux nègres. « En 1620, les colons sentant la nécessité du peuplement recrutèrent en Angleterre un chargement de femmes, reconnues pures et sans taches, qui furent vendues soixante-quinze livres de tabac chacune. Je dois dire à l'honneur de la justice que le chargement fut reconnu de si bonne qualité que les prix de l'article doublèrent l'année suivante. »

E. Laboulaye : *Ouv. cité*, p. 58.

Tocqueville établit la différence entre les Anglais et les Français qui colonisèrent l'Amérique du Nord. Tandis que ceux-ci se mêlèrent immédiatement aux Indiens, l'Anglais, au contraire, restant obstinément attaché aux opinions, usages et coutumes de ses pères est, au milieu des solitudes américaines, ce qu'il était au milieu des villes d'Europe, il n'a voulu établir aucun contact avec les sauvages qu'il méprisait et il a évité soigneusement de mêler son sang à celui des barbares.

(3) *Documentos inéditos de Indias*, t. XXVI.

de ses nouvelles après son retour en France : « Le roi, écrit-on à la princesse, a toujours bon appétit ; votre négresse passe avec lui une heure chaque matin » (2).

II

Lorsque l'Inquisition, exerçant une influence puissante sur les coutumes du peuple espagnol, suscita une forte répulsion religieuse contre les incrédules, toutes les petites sociétés qui pouvaient se donner des lois particulières exigèrent de celles qui voulaient entrer en elles des preuves plus ou moins rigoureuses de leur pureté de race et repoussaient tous les prétendants qui ne pouvaient les fournir. Ce fut l'origine des statuts de pureté de sang qui, au Vénézuéla, furent tant en vogue jusqu'à la veille de la Révolution et même à l'époque où Caracas retomba sous la domination espagnole (1814 à 1821). Les corporations scientifiques, les ordres militaires, quelques communautés religieuses, l'église de Tolède et plusieurs autres à leur exemple, les confréries, les municipalités et une multitude d'autres corporations décrétèrent des statuts semblables en vertu desquels une exclusion absolue était prononcée contre toute personne qui tomberait dans la disgrâce que la preuve serait faite qu'elle descendrait d'un juif, d'un musulman ou d'un condamné du Saint-Office, quels que fussent son mérite, sa noblesse ou la pureté de sa

---

(1) FORNEROU : *Histoire de Philippe II*, p. 53. — CHAMPOLLION : *Captivité de François Ier*.

foi (1). Les familles ne pouvaient être moins scrupuleuses que les corporations; elles devaient l'être d'autant plus que toute mésalliance était suffisante pour priver à jamais tous les descendants des honneurs et bénéfices placés sous l'empire des statuts, et les faisait déchoir dans une classe entachée d'infamie comme, dans nos provinces, celle des mulâtres. Les mariages ne pouvaient être célébrés qu'après les plus laborieuses investigations pour lesquelles on n'hésitait pas à entreprendre des voyages lointains et coûteux; au moindre doute, au plus léger soupçon de mélange avec les races infidèles ou avec les condamnés de l'Inquisition, on renonçait à des projets avantageux de mariage.

Mais il ne faut pas prendre les choses d'une manière si absolue. L'humanité ne s'enferme jamais dans des moules inflexibles et si étroits. De nombreuses familles chrétiennes vieilles, comme on disait dans le langage de l'époque, dont le patrimoine avait été dissipé dans le faste ou par opérations désordonnées, usaient de stratagèmes et d'influences pour s'unir avec des morisques et des juifs convertis afin de rétablir leur fortune et conserver leur rang ; car les juifs enrichis par l'usure et les Mores, laborieux et économes, avaient gardé, en se convertissant, leurs qualités et leur fortune (2). Les chrétiens vieux ne faisaient, d'autre

(1) Les tailleurs de pierre même décrétèrent leurs statuts, ce qui fit rire l'auteur des *Claros varones de Castilla ;* mais il fut indigné par l'ordonnance des autorités de Guipuzcoa qui déclarait suspects d'alliance avec les infidèles tous les habitants du Midi et prohibait par conséquent de contracter mariage avec eux et même de se fixer dans ces provinces.

(2) Au Vénézuéla, où n'existaient ni Mores, ni juifs, ni nouveaux convertis, les scrupules se réduisirent à n'avoir pas de mélanges de noirs ni de mulâtres, car la descendance d'indigènes n'était pas considérée comme une tache.

part, que suivre l'exemple du prince qui acceptait et récompensait les services de tous, sans distinction d'origine, et l'exemple de l'Eglise même qui conférait ses bénéfices et ses dignités sans exiger d'autre condition que de professer ouvertement son *credo* (1).

Durant le règne de Charles-Quint, les statuts de pureté de sang furent appliqués avec une certaine modération ; mais sous le rigorisme de Philippe II on en vint à une telle extrémité que le roi même, — bien que, par une inclination naturelle de son caractère, il approuvât les statuts par cela seul qu'ils étaient en vigueur, — reconnut les troubles de toute sorte qu'ils produisaient et, admettant l'opportunité d'une réforme, nomma une commission spéciale qui proposa de réduire le champ des investigations à un espace de cent ans pour les ordres militaires, les églises et les collèges. Mais sous le règne de Philippe II, une réforme aurait été un contresens et les choses restèrent dans le même état.

Pendant le règne suivant, on discuta de nouveau la nécessité de limiter par une loi les exclusions prononcées par les statuts, et, à cette occasion, une multitude d'écrits d'un grand intérêt historique et social furent produits, parmi lesquels on remarque l'œuvre de fray Agustin Salucio, théologien de l'ordre de Saint-Dominique. Le moine résume dans

(1) Gounon-Loubens : *Ouv. cité.* Fernan Perez de Guzman : *Generaciones y semblanzas*, ch. 26 : « Vie de don Pablo, grand savant et homme notable ». Ce juif, après sa conversion, fut nommé évêque de Carthagène et de Burgos, et plus tard Grand Chancelier de Castille sous Henri III qui le mit, en outre, au nombre de ses exécuteurs testamentaires.

ce livre, avec autant de force que de modération, les arguments contraires aux statuts. A l'aide d'un calcul très simple, il démontrait que chacun des Espagnols, même de la plus illustre famille, pouvait être convaincu, sans l'ombre d'un doute, de descendre d'un More ou d'un juif et de tirer son origine de ce qu'il y a de plus vil au monde ; affirmation dont doivent tenir compte les généalogistes qui ne craignent pas de rencontrer soudain dans leurs recherches le nègre ou l'Indien ancestral.

Considérant les ascendants de n'importe lequel de ses contemporains, il montrait que leur nombre, dans chaque génération s'accroissait, dans l'ordre rétrograde, selon une progression géométrique dont la raison est 2, de sorte que chacun d'eux descendait de 1.048.576 personnes qui avaient vécu dans l'espace de six siècles. Et il serait insensé de prétendre que dans cette multitude on ne trouverait pas quelques individus entachés par les statuts. Si on embrasse seulement une période de deux cents ans, chaque individu comptait 250 ascendants, nombre suffisant pour jeter une obscurité absolue sur l'origine des plus nobles familles. Par conséquent, concluait le dominicain, il est odieux et ridicule de se livrer à ces inquisitions, qui, nécessairement, doivent s'égarer dans la plus impure promiscuité de l'espèce (1).

---

(1) GOUNON-LOUBENS : *Ouv. cité*, ch. III : « *Division des personnes* ». Le savant biologiste français, Félix LE DANTEC, dans l'introduction de son admirable ouvrage, *Les influences ancestrales*, p. 15, fait le même calcul que le P. Salucio : « La lignée d'un homme ou d'un animal supérieur n'est pas simple ; un homme provient de deux parents qui, chacun pour son compte, avaient également deux parents, et ainsi de suite ; notre lignée ascendante est infiniment dichotome ; au tarif de quatre géné-

Mais, en Espagne, le nombre plus grand d'individus de race indo-européenne absorba presque complètement les éléments asiatiques et africains, surtout dans les régions froides où le climat aidait à leur prompte élimination.

Dans tout le midi non seulement de l'Espagne, mais de l'Europe entière où le nombre d'éléments africains fut plus grand et domina plus longtemps, prévalent encore, quoique très atténués, leurs caractères somatiques et peut-être bien aussi leurs caractères moraux.

En Espagne, comme en France, le préjugé religieux prévalut sur le préjugé de race : phénomène exactement pareil à celui qu'on observe chez les musulmans qui ne sont pas choqués par l'hétérogénéité de races, mais ne peuvent supporter l'hétérogénéité de religions ; leurs armées se composent d'Arabes, de Kurdes, de Barbaresques, de Circassiens, mais ils ne pourraient y supporter un chrétien.

Au Vénézuéla, au contraire, la grande quantité d'éléments hétérogènes fit que les distinctions sociales se fondèrent sur la couleur de la peau. Comme dans l'Inde, « différence de castes signifia originairement différence de couleur (varna) » (1) et la hiérarchisation des classes fut « la consécration sociale de l'échelle ethnographique » (2).

---

rations par siècle, cela fait, pour chacun de nous, il y a huit siècles, plusieurs centaines de millions d'ancêtres *directs* dont l'étude, ainsi que celle des générations intermédiaires, serait indispensable à l'établissement de toutes les influences ancestrales possibles ».

(1) SENART : *Les castes dans l'Inde. Revue des Deux-Mondes*, 1894, I, p. 110.

(2) RISLEY. Résumé de Senart.

L'Espagnol et son descendant plus ou moins pur, *le blanc,* au sommet de la société coloniale, jouissant de tous les droits et prérogatives, c'était naturel que les hommes des autres classes missent tous leurs efforts à prouver leur *pureté de sang* pour obtenir les mêmes privilèges politiques et sociaux que la Couronne concéda, dès les premiers temps, aux descendants des conquérants, des fondateurs et premiers habitants des villes, lesquels, à l'organisation du régime colonial, constituèrent la classe élevée, le *mantouanisme.*

Mais ces investigations de *pureté de sang* devaient être là aussi arbitraires qu'en Espagne même, et comme le nombre de femmes que les conquistadors et fondateurs amenèrent de la péninsule n'était pas très grand, un calcul aussi simple que celui de fray Agustín Salucio suffisait pour déclarer de mauvaise race ceux qui se vantaient le plus de leur pureté. Et il arrivait que plus la famille était ancienne, plus il y avait de probabilités de trouver entre ses ascendants quelque élément pur africain.

III

Nous avons vu que la couleur de la peau, c'est-à-dire les caractères somatiques, après la réalisation de l'évolution ethnique dans le sens du blanc, pouvaient d'autant moins constituer une preuve que n'importe quel quinteron pouvait être de la même couleur et même plus blanc qu'un Andalou récemment débarqué.

Booker Washington, l'éminent nègre nord-américain, parle plaisamment des difficultés où se trou-

vent fréquemment les chefs de train aux Etats-Unis où les préjugés de race l'emportent sur les plus rudimentaires notions d'humanité. « Tel voyageur est-il nègre ou ne l'est-il pas ? se demandent les employés perplexes. Dans le premier cas, il faut le faire entrer dans les wagons destinés aux gens de couleur. Mais... *s'il n'est pas nègre* et qu'on lui assigne une place considérée comme humiliante pour les blancs, quelle responsabilité ! » Les tribunaux américains — ajoute Jean Finot dans l'ouvrage de qui je prends cette citation — ont eu à juger souvent des cas où des Méridionales d'Europe, « prises par erreur pour des femmes de couleur et introduites par force dans les wagons destinés aux nègres, ont demandé et obtenu de fortes indemnités » (1).

En se référant aux inquisitions de *pureté de sang*, le docteur Gil Fortoul dit très justement que « la couleur plus ou moins claire ou obscure de la peau ne pouvait guère servir de critère à la recherche des origines parce que beaucoup d'Espagnols mêlés de sang arabe étaient plus noirs que les métis » (2).

Nous nous rappelons à ce propos que lorsque, en 1834, on fonda à Caracas la Société des Amis du Pays, quelques personnages appartenant à l'ancien *mantouanisme*, qui gardaient encore les préjugés coloniaux dans toute leur force, malgré le mouvement égalitaire qui avait été réalisé sous les drapeaux de l'Indépendance, publièrent un manifeste proposant d'exclure les métis de cette société : « Au Vénézuéla, disaient-ils, on n'arrivera jamais à réveiller l'esprit d'association si nous continuons à vou-

(1) Jean Finot : *Le préjugé des races*, p. 452.
(2) *Historia constitucional de Venezuela*, t. I, p. 58.

loir que dans chaque association entrent des individus des diverses classes qui, malheureusement, composent notre République, mais nous serions parfaitement d'accord si chacune restant dans son orbite naturel, toutes contribuaient à la fin louable que nous nous proposons ». Et ils ajoutaient en une note : « Nous ne voulons pas offenser les personnes dignes qui, par leur bonne réputation, ont été admises comme membres, bien qu'elles n'appartiennent pas à la même classe que les autres. Enfin elles sont riches (*sic*) et c'est déjà quelque chose ; mais nous sommes obligés d'émettre franchement nos idées sur des questions d'un si grand intérêt ». Peu de jours après, le journal *El Nacional,* rédigé par le notable écrivain Domingo Briceño y Briceño, soutint les mêmes idées, à quoi les métis répondirent par une autre feuille signée *Quelques hommes:* « Au scandale des vrais républicains, circule aujourd'hui entre nous le numéro 26 du *Nacional* qui, dans son dernier paragraphe, prétend qu'il faut conserver les anciennes classifications et nommer *métis* une majorité de Vénézuéliens à qui, pour la première fois depuis le 10 avril 1810, on fait entendre que leurs sacrifices faits sur l'autel de la patrie ont été infructueux. Leur sang versé dans les combats pour l'Indépendance, des milliers de victimes sacrifiées sur les autels de l'*Egalité,* leurs droits politiques garantis par la Constitution, tout cela ne vaut rien parce qu'ainsi le veulent le rédacteur du *Nacional* et quelques autres patriotes de nouvelle couche. Quels sont ces métis que la philosophie ne connaît point, que le Vénézuéla refondit dans la grande masse de ses fils par sa régénération politique et qui, enfin, ne peuvent exister que dans la

fantasmagorie nobiliaire ou dans la pauvre imagination de quelque aspirant visionnaire ? Si les hommes d'une certaine couleur brune sont métis, certainement nous devrions placer à leur avant-garde notre Briceño y Briceño. »

IV

Au Vénézuéla, les préjugés de race persistèrent plus longtemps que dans d'autres pays précisément à cause de la grande quantité de gens de couleur qui résulta de l'union des Espagnols avec les nègres. A la fin du XVIII[e] siècle, on évaluait à 406.000 le nombre de « gens de races mixtes ou de couleur », et le nombre considérable d'esclaves, surtout dans l'ancienne province de Vénézuéla, était une source inépuisable de mulâtres qui alarmait les *blancs*.

En 1817, en pleine évolution égalitaire, déjà le syndic procureur général de la municipalité de la cité de Coro, Mariano de Arcaya y Chirinos, manifeste l'alarme que lui causent « les soucis et sursauts qui inquiètent les familles nobles et blanches de cette cité et de son district à cause de la facilité avec laquelle on voit actuellement se célébrer des mariages entre des personnes notoirement inégales », et il croit « qu'il manquerait à son devoir s'il ne présentait pas le fait comme un mal public qui est tombé sur les habitants et les menace d'une confusion des classes, renversant l'ordre des hiérarchies civiles, base fondamentale de notre système politique... Le peuple, messieurs, réclame hautement la répression de tels abus que les uns pleurent et que

les autres craignent. Les familles d'une noblesse notoire et d'une pureté de sang reconnue vivent dans l'effroi et l'attente du moment où elles verront un de leurs membres marié, à l'improviste, avec un *coyote* ou un *zambo*... Si cela continue, bientôt disparaîtront à Coro les maisons d'une antique noblesse réputée tant ici que dans leurs lieux d'origine, et cette qualité qui a tant coûté à leurs ascendants pour l'acquérir à la pointe de leur lance, et tant de fatigues et de travaux aux descendants pour la conserver, s'effacera pour toujours ». Ce curieux document, avec beaucoup d'autres de la même espèce, se trouve dans les Archives nationales. Notons en passant que l'éminent docteur P.-M. Arcaya nie l'existence de ces aristocraties municipales, de ces oligarchies oppressives et tyranniques dans les villes du Vénézuéla qui constituaient non pas une classe, mais une *caste* avec tous les caractères typiques de cette institution (1). Celle de Coro fut non seulement une des plus intransigeantes de la colonie, mais aussi la plus conséquente avec ses principes, puisque, comme nous le verrons, elle combattit, jusqu'à la dernière heure, la Révolution de l'Indépendance.

Tocqueville observe que la préoccupation de race était plus grande dans ceux des Etats-Unis qui avaient aboli l'esclavage que dans ceux qui l'avaient conservé, et qu'elle ne se montrait nulle part aussi

---

(1) « Horreur des mésalliances, crainte des contacts impurs, répulsion à l'égard de tous ceux dont on n'est pas parent, tels nous paraissent être les signes caractéristiques de l'esprit de caste... Répulsion, hiérarchie, spécialisation héréditaire, l'esprit de caste réunit ces trois tendances. »
C. Bouglé : *Essais sur le régime des castes*, p. 4.

intolérante que dans les Etats où il n'y avait jamais eu d'esclaves. Là où l'esclavage avait été aboli, la loi accordait aux nègres des droits électoraux et leur ouvrait le banc du jury ; mais, de tous côtés, ils étaient repoussés par les blancs. Les préoccupations augmentaient proportionnellement au nombre des nègres qui cessaient d'être esclaves, et l'inégalité s'accentuait dans les mœurs à mesure qu'elle s'effaçait des lois (1).

C'était précisément contre ceux dont la ressemblance avec les blancs criait à l'injustice des préjugés de race que s'exaspérait le plus l'intransigeance des *mantouans,* car il n'était déjà plus possible d'alléguer les différences de couleurs comme fondement des inégalités sociales. Le progrès de la nature, qui se réalisait fatalement depuis les premiers temps de la colonie, ouvrant le chemin de l'ascension sociale aux descendants d'Africains qui amélioraient leurs caractères somatiques par leurs alliances successives avec les blancs jusqu'à se confondre avec ceux-ci, — devait continuer imperturbablement en dépit des entraves sociales.

Ceux qui, imbus encore des vieux préjugés et peu au courant des conclusions de la science, éprouvent quelque désagrément à lire ces lignes, doivent se consoler en se disant que jamais, du moins à l'époque historique, il n'a existé de races pures dans le monde. Le comte de Gobineau, précurseur d'une science en déroute nommée anthroposociologie, se lamentait de la croissante promiscuité européenne, la « chimie des races » qui, selon lui, produirait

(1) *La Démocratie en Amérique*, pp. 264-265.

la complète décadence des peuples civilisés, et il criait aux nations européennes : « Métis, cent fois métis ! » (1).

L'assimilation des groupes sociaux aux espèces ethniques « a pu servir certains intérêts ou certaines passions politiques ; mais la science proprement dite paraît y renoncer définitivement » (2). Entre race et nation, il n'existe aujourd'hui aucune relation. « Les races sont des conceptions », a dit Topinard (3). Seuls, les peuples sont des réalités. L'impureté des nations augmente en même temps que leur civilisation (4). Dans tous les pays et dans tous les temps on a vu, comme chez nous, des races différentes en opposition. Qu'est-ce que l'Histoire, d'après de nombreux sociologues, sinon « une lutte de races ? » Mais chez tous les peuples, même chez ceux de l'Inde qui a été le pays classique du *régime des castes,* les plus fortes oppositions finissent par céder. L'amour est plus puissant que tous les préjugés. Dans les histoires sanglantes, comme dans les comédies, tout finit par le mariage (5).

La prépondérance que la noblesse créole eut au Vénézuéla s'appuyait, nous le répétons, sur des fondements plus solides que sa problématique pureté de sang ; fondements historiques, sociaux et économiques qui donnèrent à cette caste dominante le droit de secouer le joug qui la maintenait en un degré humiliant d'infériorité politique dans sa pro-

---

(1) *Essai sur l'inégalité des races humaines* (2e édition), t. I, p. 219.
(2) SEIGNOBOS : *Introduction aux études historiques*, p. 208.
(3) *L'Homme dans la nature*, pp. 37-39.
(4) BOUGLÉ : *Ouv. cité*, p. 152.
(5) IBID., p. 123.

pre patrie. Voilà l'argument primordial de l'indépendance, — ou de l'émancipation, qui est le terme le plus précis.

Il faut avoir présentes à l'esprit toutes les circonstances que nous avons notées pour comprendre les profondes répercussions que devait avoir la Révolution dans cette société « affectée par une anarchie latente » et dont l'histoire intime n'est autre chose que la lutte constante, le choc quotidien, le combat séculaire des castes ; la répulsion, d'une part, la haine profonde et implacable, de l'autre, qui éclata avec toute sa violence lorsque le mouvement révolutionnaire vint rompre l'équilibre, détruire l'immobilisme et le misonéisme que maintenait la hiérarchisation sociale. « Le repos, dit Humboldt parlant de notre société coloniale, a été le résultat de l'habitude de la prépondérance de quelques familles puissantes et surtout de l'équilibre qui se trouve établi entre des forces ennemies. » (1). « L'immobilisme ou misonéisme est l'unique loi de conservation dans les sociétés composées d'éléments hétérogènes et affectées d'hostilités latentes ou déclarées, et dans lesquelles toute secousse, d'où qu'elle vienne, constitue un péril ; et même les mesures les plus utiles doivent être évitées, s'il doit en résulter une secousse quelconque. » (1). Il faut tenir compte aussi de ce que « l'idée de l'égalité théorique a été suggérée à l'homme par la nécessité pratique. Contrariée par des mobiles politiques et économiques, retardée par des événemenst tels que la guerre, l'esclavage ou l'usurpation du sol, la tendance éga-

(1) Palantes : *Précis de sociologie*, p. 88.

litaire, la démocratie, pour la nommer d'un seul mot, profite de tout ce qui bouleverse l'ordre dans une société à castes et à classes. Dès qu'un événement quelconque vient à briser un groupe, à le dissoudre en poussière individuelle, l'égalité s'étend à la place, comme l'eau s'étendrait dans un vase à compartiments, si on les brisait ». (1). Le caractère féroce que prit la révolution au Vénézuéla, ainsi que notre rapide évolution égalitaire, faits dont il n'y a pas d'exemple chez aucun autre peuple de l'Amérique espagnole, se trouve expliqué en partie par l'hétérogénéité même de la société coloniale.

---

(1) Paul LACOMBE : *De l'Histoire considérée comme une science*, p. 95.

L'INSURRECTION POPULAIRE

C'est au nom de l'*Encyclopédie,* au nom de la philosophie rationaliste, au nom de l'optimiste humanitaire de Condorcet et de Rousseau que les révolutionnaires de 1910 et les constituants de 1811 surgis, en leur totalité, des hautes classes, décrètent l'égalité politique et civile de tous les hommes libres.

Dans ce sens, notre Révolution fut aussi une « erreur de psychologie ». Considérant l'homme à l'état de nature comme un être essentiellement raisonnable et bon, dépravé accidentellement par une organisation sociale défectueuse, ils crurent, comme les précurseurs et les théoriciens de la Révolution française, qu'une simple Déclaration des Droits suffisait pour que ceux mêmes « que le barbare système colonial condamnait à l'abject état de demi-hommes ou demi-bêtes », se transformassent avec une incroyable rapidité en « un peuple noble et vertueux, conscient de sa mission et arbitre de ses droits » (1).

---

(1) Blanco y Azpurúa : *Documentos...*, t. II et III.

I

Mais lorsque le peuple vertueux se révolte ; que l'autorité étant destituée, et brisées les disciplines qui contenaient les passions brutales, celles-ci se déchaînent, que la société se dissout, et les contremaîtres, les contrebandiers, les épiciers apparaissent à la tête des foules soulevées ; lorsque des provinces entières poussées par leurs patriciens se soulèvent pour venger de vieilles rancunes ; lorsque, au fond de chaque cité, de chaque village, de chaque bourgade éclatent les haines et les rivalités héréditaires ; lorsque les esclaves se lèvent contre les maîtres, les ouvriers agricoles contre les propriétaires, les plébéiens contre les nobles, les contrebandiers contre les agents du fisc, et que le pays entier se convertit en « un vaste et horrible champ de carnage » ; lorsqu'on voit surgir du fond de nos plaines des hordes barbares sans sujétion à aucune autorité ni à aucune loi humaine, — alors, ah ! alors, le réveil est épouvantable. Aux rêves souriants de régénération sociale, à la conception idéale du monde abstrait, à la foi utopique en l'influence puissante des principes et des déclamations constitutionnalistes, succèdera la réalité des faits, surgira tout-puissant l'instinct de conservation et une vague de sang et d'extermination engloutira les belles illusions de ces nobles et généreux patriciens qui, imbus des théories politiques de l'époque, en étaient arrivés jusqu'à oublier leurs propres convictions et les caractères innés de ces « hommes de lignage infâme, sans éducation, prompts à se porter aux pires excès, et de la férocité des principes desquels on ne pouvait attendre que des mouve-

ments subversifs de l'ordre établi par les sages lois » qui régissaient alors la société ; ils oublièrent, en un moment d'ambition et d'idéalisme politique, le portrait qu'ils avaient tracé des *plébéiens*, pour le présenter au monarque lorsqu'ils prévoyaient, cinq ans auparavant, qu'il suffirait de leur accorder quelques prérogatives pour « qu'ils ouvrissent passage par la violence à toutes leurs prétentions, et que, pour les contenir, il faudrait des châtiments, des souffrances et des désastres » (1).

Ils ne pensèrent ni ne virent qu'en altérant l'ordre, en brisant le misonéisme colonial, en élevant tous les hommes libres à la dignité de citoyens,

---

(1) Représentation des nobles de Caracas au roi d'Espagne en 1796. BLANCO Y AZPURUA : *Ouv. cité*, t. I, pp. 267 et suiv.

Très typique, entre autres, est la protestation de Juan Rodriguez del Toro, qui avait été rien moins que président du Congrès Constituant de 1811, et dans laquelle non seulement il jure fidélité au roi en son nom et en celui de ses frères, le marquis et don Fernando, mais encore condamne l'indépendance et l'esprit démocratique de la Révolution « qui, pour des raisons physiques et morales, ne peut s'adapter qu'à une société de meilleur rang ». Malgré toutes les emphatiques déclarations de droit des premiers jours, un des membres de la *Société patriotique*, qui était une espèce de club révolutionnaire, prévoyant que « la mauvaise intelligence des mots Liberté et Egalité peut introduire chez nous la désunion, et celle-ci la discorde, l'émulation, les prétentions ambitieuses des uns sur les autres, origine des guerres intestines », dit aux citoyens que la Révolution vient de *créer* : « Convenons que les hommes sont sortis de la Nature, œuvre du Créateur Suprême, de distinctes couleurs, distinction que ne peut réformer la Constitution civile qui n'a aucun pouvoir sur ces accidents ; mais elle égalisera tous les citoyens dans leurs droits et ouvrira aux mulâtres honorables le chemin pour que grâce au progrès de certaines générations, celles qui seront indispensables pour améliorer l'education qu'ils ont reçue jusqu'à maintenant et tempérer leur superficie (*sic*), ils entrent dans le cercle des citoyens blancs, sans qu'il y ait d'autre différence que celle de la couleur que leur a donnée la Nature et qu'elle seule, à l'aide des générations, peut altérer. » Et rappelant qu'Emparan, lorsqu'il eut été destitué, avait prévu que la guerre civile éclaterait entre blancs et mulâtres, il ajoute : « Et nous verrons s'accomplir le fatal pronostic qu'avec un regard d'indignation

ils détruisaient la hiérarchie sociale, fondement de leur prépondérance; et, devant cette tempête déchaînée, les uns, poussant un cri de repentir, reconnurent de nouveau l'autorité du monarque (1), d'autres prirent la fuite, se réfugièrent dans des pays étrangers pour attendre le résultat final de la lutte, les plus vaillants, les plus convaincus, les plus possédés de l'idéal d'une Patrie libre et indépendante, tinrent tête aux bandes de délinquants.

La plus épouvantable anarchie se déchaîne alors avec tous les caractères des grandes catastrophes de la nature et comme conséquence nécessaire et fatale du déséquilibre produit par la révolution dans cette société « affectée par une lutte latente produite par sa composition hétérogène » en même temps que de la constitution géographique du pays qui la condamnait aux périls que cause le voisinage des peuples nomades toujours disposés à commettre sur les populations urbaines et sédentaires les plus horribles déprédations lorsqu'elles sont poussées par leurs instincts caractéristiques. Le Vénézuéla présenta, dans cette période, le même aspect que le monde romain à l'invasion des barbares.

Les bandits ne peuvent se soumettre qu'à la force brute ; du sein de cette immense anarchie surgira pour la première fois la classe des dominateurs : les *caudillos*, les caciques, les chefs de parti.

---

firent les despotes en lâchant leur proie, dont il y a de nombreux témoins dans cette respectable société, la guerre intestine dévorera ce pays et Caracas se repentira de son procédé ». Le citoyen Pablo Garrido à la Société patriotique du Vénézuéla, 22 février de l'an premier de sa liberté. Document publié par le général P. Arismendi Brito dans *El Tiempo*, de Caracas, le 30 avril 1910.

(1) Baralt : *Resumen de la Historia de Venezuela*, t. I, p. 110.

II

C'est alors qu'apparût à la tête de dix ou douze mille llaneros l'homme qui devait remplir avec sa figure héroïque et cruelle les plus sanglantes pages de la grande guerre.

« On ne peut encore — dit l'historien O'Leary en parlant du tremblement de terre de 1812 et de la guerre à mort — résoudre quelle est de ces deux calamités, le fléau de Boves ou celui des tremblements, celle qui produisit les plus grands malheurs et a laissé les plus horribles souvenirs ». A ces concepts, la science moderne, le déterminisme sociologique, répond : toutes deux furent simplement des événements naturels résultant de la coopération de forces aveugles. « L'unique différence entre l'un et l'autre consiste en ce que, dans l'événement politique, nous croyons voir les véhicules du fait, tandis que, dans les tremblements de terre, nous ne les découvrons pas. C'est pourquoi le premier est qualifié de crime par ceux qui en sont victimes, tandis que dans le second, les gens simples voient un châtiment du ciel. » (1).

José Tomás Rodríguez Boves ne peut être considéré comme Espagnol dans le sens d'étranger sous lequel on a voulu le présenter. Tous les historiens sont d'accord pour dire qu'il arriva au Vénézuéla très jeune et que, à l'époque où sa figure se détacha sur le tableau effroyable de la guerre à mort, il était un homme d'âge mûr : « Pendant peu de temps, affirme O'Leary, il fut domestique ; puis il se mit à faire la contrebande, et dans cette vile carrière

(1) Gumglowic : *Sociologie.*

propre de son caractère d'aventurier, il acquit une subsistance précaire et s'accoutuma aux périls qui le préparèrent à la vie hasardeuse qu'il devait mener plus tard. » Le général Briceño Méndez dit qu'il était très connu dans les *llanos ;* et d'autres qu'il s'appelait Rodriguez et prit le surnom de Boves par corruption du nom de Jove que portait une ancienne et riche famille de Puerto Cabello dans la maison de qui il avait passé ses premières années en qualité de domestique (1).

Des écrivains modernes ont prétendu le faire vénézuélien, mulâtre ou *zambo,* imbus peut-être de la fausse croyance que ce n'est qu'en participant, pour des raisons ethniques, des caractères psychologiques de nos peuples, qu'il aurait pu être, comme il a été en réalité, le premier de nos *caudillos* populaires.

D'après les renseignements que nous avons recueillis en Espagne, Tomás Rodríguez Boves naquit à Oviedo (province des Asturies). Son nom de Bobes et non Boves qui est une mauvaise orthographe, est très courant dans ces régions et s'applique au natif de la Bobia, terme orographique très commun en Asturies. Bobes est aussi le nom d'une paroisse du Concejo de Siero, de sorte que, étant un nom d'origine géographique, on le porte toujours précédé d'un autre patronyme, comme Rodríguez-Bobes, Fernández-Bobes, Alvarez-Bobes, García-Bobes, etc., noms que portent beaucoup de familles asturiennes (2).

---

(1) Gil Fortoul : *Ouv. cité,* t. I ; Baralt : *Ouv. cité,* t. II ; Restrepo : *Ouv. cité,* t. II.

(2) Boves est aussi le nom d'un village de 1.900 habitants dans le département de la Somme (arrondissement d'Amiens).

Dans la liste des soixante premiers élèves qui inaugurèrent, le 7 janvier 1794, l'Institut Royal Asturien (école navale) figure le nom de Tomás Rodríguez Boves; dans le livre de Jovellanos, *Notice sur l'Institut Royal Asturien,* il est cité avec cette mention : « Tomás Rodríguez Boves, natif d'Oviedo, âgé de onze ans ». A l'appendice III, de l'*Histoire de l'Institut Jovellanos de Gijón,* de Lama y Leña, il figure comme pilote ayant terminé ses études pour la carrière nautique, commencées en 1796 et terminées en 1798.

Il fut donc pilote à l'âge de quinze ans, et c'est en cette qualité, disent les historiens et la tradition qu'il vint au Vénézuéla.

« Il avait des cheveux blonds, de grand yeux gris, un teint clair et révélait plutôt un air humain. Il était de haute taille, bien proportionné et capable de supporter les fatigues les plus extraordinaires. » Comme Bermúdez, ses instincts de cruauté furent éveillés par un grand coup moral, et il lava dans le sang l'injure reçue. Conservant, au milieu de son œuvre de dévastation, son caractère indolent et brutal de marin, il tuait et ne s'arrêtait pas pour voir comment expiraient ses victimes. » Il n'avait pas cette névrose de la douleur et du sang qui fut une caractéristique de beaucoup d'hommes de son époque dans l'un et l'autre camp. Soldat à toute heure, sans autre excitant que le combat, « méprisant tout ce n'était pas les armes, il laissait à la soldatesque l'infâme profit du butin. Vaillant, impétueux et terrible, il était toujours le premier à affronter le péril. » (1).

---

(1) Baralt, O'Leary, Restrepo : *Ouv. cités.*

Son courage héroïque, disent les mêmes historiens, le porta, en plusieurs occasions, à réaliser des actes de générosité et même de clémence. Aussi ignorant que presque tous ses adversaires patriotes, « il n'était pas rebelle aux conseils et, par une particularité de son caractère, il écoutait avec plaisir et déférence ceux des honnêtes gens ». Aussi n'est-il pas rare de rencontrer des personnages qui furent ses conseillers et secrétaires intimes et qui, plus tard, servirent dans les armées patriotes et occupèrent des postes délicats dans le gouvernement de la République sans que l'on considérât comme une tâche pour leur honneur le fait d'avoir servi sous les ordres de Boves. « Son ancienne profession et ses malheurs l'avaient mis en relations avec beaucoup de personnes qui le servirent et pour lesquelles il conserva toujours une profonde gratitude. Ainsi les Joves et José Domingo Duarte avaient sur lui un puissant ascendant qui fut très utile aux habitants de Caracas car ils l'employèrent souvent et presque toujours avec succès en faveur du bien public » (1), c'est-à-dire des patriotes persécutés.

Il était soucieux de son prestige, au point de récompenser constamment avec des cadeaux et des secours les parents des officiers et des soldats qui mouraient sous ses drapeaux.

« On a dit qu'il était adonné à la boisson et que c'est à cette cause que ses ennemis attribuaient l'intrépidité qu'il déployait dans les batailles ; mais la valeur qui émane de cette source s'évapore avec la même facilité qu'elle s'acquiert, et Boves ne donna jamais des signes de lâcheté. » (2).

---

(1) Baralt : *Ouv. cité.*
(2) O'Leary : *Ouv. cité*, t. I.

Il émancipa les esclaves et il fut le premier à commencer l'égalisation des classes en élevant les *zambos* et les mulâtres aux hautes hiérarchies militaires. Sa popularité devint immense et « partout on le recevait respectueusement et avec des acclamations ».

Lorsqu'il l'appela « le premier chef de la Démocratie vénézuélienne », Juan Vicente González pénétra très profondément dans les entrailles de notre révolution.

Si nous examinons d'un esprit impartial la personnalité de cet héroïque soldat en le mettant en parallèle avec les chefs purement nationaux nous ne pouvons le considérer que comme un fils légitime du milieu où il devint un homme et dans le sein duquel il agit en chef logique d'une énorme majorité dont il partageait intensément les haines instinctives, les passions plébéiennes, les mobiles inconscients, la valeur héroïque, l'esprit aventurier et la légendaire férocité.

Quelle importance historique peut avoir alors le fait que Boves soit né en Espagne ? Que pouvait signifier, dans l'âme de cet homme, le souvenir de la patrie, l'amour de cette terre lointaine ? Quant au respect envers le roi, il valait autant à ses yeux que le respect envers les autorités coloniales avec lesquelles il fut en lutte constante dans sa vie de contrebandier, et que le respect envers ses supérieurs hiérarchiques durant la guerre qui ne furent pour lui que des objets de raillerie, d'insubordination et de mépris. Il lutta, non en faveur de l'Espagne, mais contre les insurgés, « c'est-à-dire, suivant son opinion, tous les créoles blancs, et ainsi il devint l'idole des gens de couleur qu'il adulait avec

l'espoir de voir détruire la caste dominante » (1).

La psychologie de cet « homme effroyable » n'a pas encore été étudiée avec un critère libre de préjugés, soit à cause du soin qu'ont eu nos historiens d'adultérer le véritable caractère de guerre civile qu'eut la révolution, afin de rejeter sur l'Espagne les responsabilités des grands crimes de 1814 ; soit parce que la tradition et la légende, s'emparant de l'imagination nationale, ont fini par donner à l'héroïque soldat des reliefs absolument capricieux et, l'arrachant de la scène où se déroulèrent ses prouesses et celles de l'immense groupe de Vénézuéliens qui partagèrent ses triomphes et ses crimes, accablent son nom et ceux de quelques-uns de ses subordonnés espagnols et canariens de « toute l'exécration du patriotisme blessé ».

III

L'historien Restrepo, après nous avoir dit que, dans l'armée de Boves, il n'y eut jamais plus de cent soixante Espagnols, oublie bientôt ce fait du plus haut intérêt et, devant les horreurs commises à Valencia, en 1814, par ces mêmes troupes, il s'exclame : « Il semblait que le siège avait été mis non par des soldats d'une nation chrétienne et civilisée, mais par des hordes féroces de barbares. » Et jugeant, plus loin, les caractères sanglants de la lutte, il nous dit : « La postérité impartiale et juste décidera du côté de qui était la raison : de celui

(1) Heredia : *Ouv. cité.*

des Américains qui se virent obligés d'exécuter des actes de représailles douloureuses en violentant leur sensibilité naturelle et la douceur de leur caractère (*sic*) ; ou de celui des Espagnols qui, en ce siècle de la culture et de la philosophie, ont renouvelé en Amérique les scènes sanglantes de la première conquête. ».

Si l'histoire de notre émancipation est basée sur un critère si contradictoire, si des écrivains modernes acceptent sans examen des appréciations pareilles, comment est-il possible d'étudier consciencieusement notre évolution historique ?

Considérer comme Espagnols, c'est-à-dire comme représentant du gouvernement espagnol au Vénézuéla, des hommes obscurs, résidant depuis longtemps dans le pays, identifiés par leur métier avec la classe la plus basse de la population ; qualifier de défenseurs conscients du régime colonial et du monarque les dix ou douze mille *zambos*, mulâtres, Indiens et nègres qui constituaient les armées de Boves, Yañes, Rosete, etc, et n'établir aucune différence entre ceux-ci et les véritables représentants de l'Espagne qui furent, en général, humains, généreux et justes et, à cause de cela même, victimes de la haine et des persécutions de ces mêmes bandits « qui s'appelaient défenseurs du roi », — équivaut à enlever à notre révolution ses caractères les plus particuliers et les plus typiques.

Francisco Tomás Morales, le plus distingué des lieutenants de Boves, natif des îles Canaries, qui, comme lui, vint tout jeune dans le pays où il fut domestique, contrebandier et épicier, nous a laissé le plus précieux témoignage du caractère de notre révolution en ses premières années : « Il est néces-

saire, écrivait-il en 1816 au général Morillo, d'avoir présent à l'esprit l'état des populations à cette époque et de considérer contre qui l'on faisait la guerre. Toutes les provinces étaient en combustion ; les unes proclamaient qu'elles aimaient le roi, les autres qu'elles lui étaient contraires et aspiraient à l'indépendance. La lutte éclata entre les fidèles et les révoltés sans que les uns ni les autres sollicitassent des appuis extérieurs qui les aidassent à faire triompher leur opinion. Les Américains, les créoles étaient agents et exécutants dans les actions : le père contre le fils, le frère contre le frère, et peut-être les époux l'un contre l'autre. Les chefs espagnols, qui pouvaient prendre ou tenaient en main les rênes du gouvernement, n'avaient pas la connaissance nécessaire du caractère et des mœurs des habitants, ou bien, voulant faire la guerre d'après les méthodes apprises dans les livres, ils se voyaient enveloppés et pris comme dans un filet par l'agilité des troupes sans pouvoir faire un pas avec succès à moins qu'ils ne fussent suivis des indigènes même.

« José Tomás Boves eut l'habileté de pénétrer les sentiments de ceux-ci et de gagner du prestige auprès d'eux, par cette sympathie ou, comme on dit, par ce je ne sais quoi qui excelle dans les actions d'un homme et le fait maître de ses semblables.

« Boves dominait impérieusement les *llaneros*, gens belliqueux et tels qu'il faut savoir les manier pour pouvoir utiliser leur nombre et leur adresse. Avec eux il vainquit à La Puerta, à Bocachica, à Valencia, dans les *llanos*, dans la capitale même et, dernièrement, à Urica où il perdit la vie. Les sol-

dats l'adoraient et le craignaient ; et ils allaient au combat avec la foi que sa valeur et son intrépidité les feraient vainqueurs. Il mangeait avec eux, il dormait au milieu d'eux ; ils étaient toute sa joie et son divertissement, car il savait que ce n'était que de cette manière qu'il pouvait les tenir à sa dévotion et compter sur leurs bras pour les combats. Ces vérités étaient rendues plus évidentes encore par le contraste avec les armées ou divisions que commandaient les chefs de la province nommés par le gouvernement. ...Boves mourut aimé de ses soldats et comblé de gloire par ses victoires. » (1).

Par contre, le général Morales confesse toute la haine qu'inspiraient aux hordes royalistes les militaires venus d'Espagne : « N'est-ce pas moi, dit-il, qui sauvai la vie de Juan Manuel Cagigal lorsque d'autres, qui se vantent d'être Espagnols et le sont peut-être de nom, tentèrent de le perdre ? » Et plus loin, il ajoute : « Je savais que les soldats n'aimaient pas Cagigal, qu'ils désiraient même sa mort et que certains pensèrent aller à Puerto-Cabello pour le tuer. »

Heredia raconte que lorsque Monteverde prit la fuite à Puerto-Cabello, en août 1813, devant l'armée

---

(1) Rodríguez Villa : *Ouv. cité*, t. III.

Páez, qui hérita, chez les *llaneros*, le prestige de Boves, lui ressemble par beaucoup de traits caractéristiques. « Malgré la vanité naturelle du sauvage, Páez vit dans une égalité parfaite avec ses soldats ; quand il est avec eux, leur table, leurs jeux, leurs exercices sont les siens. C'est ainsi qu'il est parvenu à être tout-puissant au milieu de sa troupe indiciplinée et que, dociles à un chef qui donne l'exemple du courage, les soldats obéissent à ses ordres avec la soumission de la servitude ».

G. Mollien : *Voyage dans la République de Colombie en 1823*, t. I.

victorieuse de Bolivar, « les *zambos*, réputés fidèles royalistes, couraient, ivres par les rues de Valencia, et l'on craignait à chaque instant qu'ils commençassent leurs prouesses par l'assassinat des blancs et le pillage des maisons ». Et il ajoute : « Dans la maison du capitaine général, je fus menacé par quelques-uns des rares mulâtres de la garde de Monteverde, qui disaient à haute voix qu'avant l'entrée des insurgés à Valencia, quelques têtes de blancs tomberaient et que la mienne serait la première. Pour retourner à ma demeure, qui était à l'extrémité opposée de la ville, je dus traverser ces bandes de furieux, avec la crainte d'être assassiné à chaque pas. » (1).

IV

La profonde différence d'instincts et de mobiles qui exista toujours entre les troupes commandées par Boves et ses semblables et celles qui venaient directement d'Espagne, commandées par des officiers qui foulaient pour la première fois le sol américain, nous la trouvons clairement établie dans des documents qui émanent de nombreux patriotes.

Le gouverneur de Barinas, Manuel Antonio Pulido disait à Bolivar en octobre 1813 : « L'armée de Yañes se compose d'Américains (Vénézuéliens) qui sont nos ennemis acharnés et d'Espagnols qui, lésés dans leurs intérêts, ont le plus vif désir de reprendre leurs biens et aussi celui de se venger

(1) Blanco y Azpurua : *Doc.*, t. IV, p. 742.

contre l'héroïsme de nos troupes qui les ont expulsés de notre sol qu'ils considèrent comme leur propriété. Ces barbares ont, chez nous, des agents et des espions habiles qui ne sont autres que leurs femmes, leurs fils, leurs domestiques et même leurs amis. »

Et, se référant aux 1.200 Espagnols qui venaient d'arriver à Puerto-Cabello sous les ordres du colonel José Salomon, il dit : « Ces soldats qui arrivaient d'Espagne ne se battirent que pour gagner leur solde et non pour se venger ni défendre un intérêt personnel comme le font ceux de Yañes qu'il faut ménager et détruire immédiatement », car « cette armée est composée d'hommes connus, de militaires ayant la pratique du terrain, avec des relations et des connaissances dans ces villages où ils comptent trouver et trouveront effectivement des soldats et des complices à l'instant où ils entreprendront leur marche contre nous. Argent, armes, cavalerie, tout sera prêt à l'instant où l'ennemi nous attaquera, tout leur sera fourni par ceux-là même qui, malgré notre vigilance, se réunissent en bandes, par instincts diaboliques, pour ravager notre pays au nom de Ferdinand VII.

« La nature de ces bandes m'épouvante : presque toutes sont stimulées par le même principe, par le désir qu'ont les mulâtres de se mettre en crédit auprès des Espagnols pour que ceux-ci, à leur retour au pouvoir, les récompensent et les élèvent au-dessus des créoles blancs. »

Des mois plus tard, le Caraquenais royaliste José Manuel Oropeza, assesseur de l'Intendance de Vénézuéla, écrivant à Dionisio Franco, royaliste comme lui, se lamentait amèrement du peu de zèle

de ses compagnons, de leur insubordination et indiscipline ; il disait « que les chefs se voyaient obligés, ne pouvant faire autrement, d'autoriser le désordre, le vol, l'assassinat, le vice, l'insubordination, le scandale et je ne sais quoi encore ; les villages sont dévastés, tous ceux à qui on peut voler quelque chose sont poignardés indistinctement, le vil assassin et l'infâme voleur sont ensuite récompensés. Il n'y a plus de provinces, des populations de milliers d'âmes ont été réduites à quelques centaines, d'autres à des dizaines, et d'autres il ne reste que des vestiges de l'existence, en ces lieux, d'êtres raisonnables. Je n'exagère point, c'est la vérité que j'ai palpée, avec quelle douleur ! J'ai été étonné de voir les chemins et les champs couverts de cadavres sans sépulture, les villages incendiés, des familles entières dont il ne reste que le souvenir, et qui n'ont peut-être commis d'autre délit que celui d'avoir une fortune qui les faisait vivre honorablement. J'ai vu les églises souillées, pleines de sang, leurs tabernacles même étaient saccagés. On ne peut en dire davantage, et je n'ose pas reférer ce que j'ai vu encore et sur quoi j'ai pleuré. Le péril que nous courons est imminent. Seule la conviction que nous défendons une cause qui intéresse la religion, le roi et notre propre tranquillité, pourrait nous donner assez de sérénité et de courage pour voir de près, sans fuir, un risque et un péril que va nous apporter une scène plus inhumaine et plus tragique que celle que nous souffrons. Elle va se présenter à visage découvert car elle est déjà à l'exécution sous le voile : c'est nous, les blancs, qui en sommes l'objet ! »

Les royalistes distingués, Espagnols et Véné-

zuéliens, ne crurent jamais que Boves, Morales, Yañes, avec leurs hordes, défendissent honorablement la cause du roi et, dès les premiers jours, ils comprirent, comme le gouverneur patriote de Barinas, les vrais mobiles de cette guerre d'extermination.

« En conviant à toute sorte de désordre, disait Montalvo, Boves est parvenu à réunir dix ou douze mille *zambos* et nègres, qui combattent maintenant pour détruire les créoles blancs, leurs maîtres, à cause de l'intérêt qu'ils voient dans cet anéantissement ; ensuite ils entreprendront la destruction des blancs européens qui sont aussi leurs maîtres et dont la mort leur procurera le même bénéfice que celle des premiers. »

Restrepo appuie ces affirmations en disant que « les malheurs répétés des patriotes furent dus non point tant aux horreurs et excès qu'ils commirent sans doute au milieu de l'incendie produit par l'exaltation des passions révolutionnaires, qu'au soulèvement presque général des castes contre les créoles blancs ». Dans des pages antérieures, il avait défini le caractère de notre révolution sous cette forme aussi graphique que significative : « Presque tous les soldats royalistes étant des indiens, des *zambos,* des nègres et des mulâtres, Boves avait déchaîné la plus basse classe de la société contre celle qui possédait la richesse du pays. Les races blanche, noire et bronzée allaient se livrer un combat de destruction et de mort dans les plaines et sur les montagnes du Vénézuéla. » (1).

---

(1) Restrepo : *Ouv. cité*, t. II, pp, 283-208.

Morillo assurait le gouvernement que les classes élevées, attachées à la cause de l'indépendance, « travaillaient aveuglément en faveur des gens de couleur » ; et, en novembre 1816, il insiste pour qu'on lui envoie des troupes de réserve, tant par crainte de l'expédition de Bolivar, des Cayos, que parce qu'il s'agissait maintenant d'une « guerre de nègres contre blancs » et qu'il craignait, naturellement, qu'un soulèvement eût lieu dans ses propres troupes.

Voici la peinture suggestive que le général espagnol fait de l'état du Vénézuéla en mai 1817 : « La mortalité et les ravages qu'une guerre aussi cruelle a causés diminuent d'une manière évidente la race des blancs et l'on ne voit presque plus que des gens de couleur, leurs ennemis, qui ont tenté d'en finir avec eux. Piar, qui est mulâtre et le plus important des hommes de caste, est en relations très étroites avec Alexandre Petion, mulâtre rebelle qui s'intitule président d'Haïti, et tous deux se proposent de fonder en Guyane un établissement qui assurerait leur domination en Amérique et où il est à présumer qu'ils voudront renouveler les scènes du Guarico et autres possessions françaises de St-Domingue. »

L'esprit qui animait les mulâtres de son armée inspirait tant de craintes au Pacificateur que, quelques mois après, il résolut d'envoyer en Espagne, pour y être jugé, le capitaine Alejo Mirabal, malgré les grands services que ce vaillant de l'Apure avait rendus à la cause du roi : « D'après les renseignements que je tiens de personnes judicieuses et dignes de foi, écrit Morillo au ministre de la guerre, il est un ennemi acharné de tous les blancs. Il a,

d'ailleurs, commandé des hommes de sa couleur et il a trop d'influence sur eux. » Morillo croit « qu'il serait imprudent et très dangereux de garder dans le pays un ennemi trop connu comme tel, qui pourrait nuire à l'ordre et susciter des troubles », et il opine « que Mirabal ne doit jamais retourner au Vénézuéla, qu'il doit être retenu loin de tout port de mer, en un lieu où la fuite lui serait le moins possible, sans que, toutefois, cessent d'être dignes de la considération royale les bons services qu'il a rendus à la défense de la cause juste ».

Peu d'années après, ce sont les chefs patriotes qui se voient obligés, pour éviter la *guerre de couleur* — comme on disait alors — d'envoyer aux armées auxiliaires qui luttaient pour l'Indépendance du Sud, tous les *hommes dangereux,* qu'ils fussent royalistes ou patriotes. Restrepo, parlant d'une des expéditions qui partirent du Vénézuéla en 1824, dit que beaucoup d'officiers *llaneros* qui avaient servi dans l'armée du roi y furent incorporés : « Le général Páez, ajoute-t-il, connaissait leur nature inquiète et savait combien ils étaient dangereux autant parce qu'ils n'avaient pas d'emploi que parce qu'étant de la caste des hommes de couleur, ils avaient des aspirations qui pouvaient troubler l'ordre public. » (1).

Le même général Páez se lamente, dans ses lettres de la même époque au Libérateur, de ce que les ordres pour lever des troupes aient été trop hâtifs. « J'aurais pu, dit-il, réunir un nombre plus considérable d'hommes dont la présence au Véné-

(1) *Ouv. cité,* t. III.

zuéla n'est pas désirable et qui auraient été très utiles sur le théâtre des opérations. Pourtant, je continue à m'occuper de l'affaire et, lorsque j'en aurai les moyens, je ne manquerai pas de vous envoyer des contingents de ces hommes que vous connaissez bien et qui peuvent décider du succès d'une campagne douteuse. » (1).

V

Nous verrons comment ces hommes se convertissent d' « égorgeurs » en « héros légendaires », et comment, au service des chefs patriotes, déployant les mêmes énergies, la même valeur, la même férocité, les mêmes instincts de sang et de pillage, le même enthousiasme fanatique que lorsqu'ils couraient se grouper autour de la lance invincible de Boves, ils contribueront à la noble entreprise de créer des nations en parcourant triomphalement la moitié d'un continent depuis l'Orénoque jusqu'aux rives même du Río de la Plata.

Ils trouveront dans les rangs patriotes l'oubli le plus complet de leurs crimes passés. Les grades militaires obtenus aux jours ténébreux de la *Guerre à mort* par des crimes dont les légendes nationales n'accusent que les Espagnols, étaient reconnus par les indépendants. Et Bolivar, qui n'avait dans son grand esprit d'autre morale que celle qui le conduisait au succès de la noble cause qu'il défendait, était le premier à leur offrir des récompenses et des honneurs (2). Combien de ces *insignes bandits* —

(1) O'Leary : *Ouv. cité*, t. II, correspondance du général Páez.
(2) O'Leary : *Ouv. cité*, t. X. Indultos.

pour employer le style de la légende — portèrent, plus tard, sur la poitrine la croix des Libérateurs ! Randón, le héros de Las Queseras et de Pantano de Vargos, n'avait-il pas été un des officiers les plus distingués de Boves ?

Avec ce critère, il n'est pas aventuré d'affirmer que si Boves lui-même fût resté au service de l'Indépendance ou se fût rallié à ses drapeaux, nul n'aurait eu plus de titres aux grands honneurs par lesquels la patrie stimula le courage et récompensa les prouesses des Libérateurs. Et notre littérature d'épopée aurait des pages chargées de dithyrambes pour exalter la gloire de l'héroïque soldat, de la même manière qu'elle a des anathèmes pour exécrer ses crimes abominables (1).

L'histoire, comme la vie, est très complexe. Non l'histoire inspirée du critère simpliste qui ne voit dans notre grande révolution que la guerre contre l'Espagne et la création de notre nationalité, mais celle qui va jusqu'au plus profond des entrailles de cette effroyable lutte sociale, qui étudie la psychologie de nos masses populaires et analyse tout l'ensemble de désirs vagues, d'aspirations imprécises, d'impulsions égalitaires, de confuses revendications économiques, qui constituent toute la trame de l'évolution sociale et politique du Vénézuéla.

---

(1) M. Ernest Lavisse dit qu'il n'y a pas de panégyriques pour les méchants ; M. Fouillée lui répond que ce n'est pas sûr lorsqu'il s'agit de méchants victorieux.

PSYCHOLOGIE
DE LA MASSE POPULAIRE

Afin de justifier en quelque manière l'opposition acharnée que la majorité des Américains fit à la Cause de l'Indépendance, les penseurs patriotes, et, avant tous, le Libérateur Simon Bolivar, l'attribuèrent presque toujours à l'ignorance et au fanatisme des masses populaires. Mais si nous examinons cette raison, tenue jusqu'à maintenant pour bonne, nous découvrons qu'il est absolument impossible d'établir, chez aucun peuple bouleversé par une guerre intestine comme le fut le nôtre, ces grandes classifications : d'un côté, les fanatiques, les ignorants, les serviles, les dégradés par le régime tyrannique de la Colonie, incapables de comprendre et encore moins d'aimer la Liberté ; de l'autre côté les plus intelligents, les plus libres, les plus instruits, les plus capables d'apprécier les immenses bienfaits de la fondation d'une patrie libre, d'une république démocratique (1).

---

(1) Dans nos luttes civiles postérieures à celle de l'Indépendance, on a établi des divisions semblables : pour les *goths* le pays se divisa en deux classes d'hommes : les bons, les honnêtes, les amis de l'ordre, les défenseurs de la société, les représentants

I

Opposons les faits aux paroles. Ils nous disent que tous les chefs qui prirent part à la lutte ayant surgi du même milieu social, la majorité des uns devait être aussi fanatique et ignorante que celle des autres. Quelles différences profondes, en effet, pouvaient exister entre la mentalité de Boves, de Remigio Ramos, de Rafaël López, et celle de Páez, Arismendi, Zaraza ou Cedeño ? (1). Lorsqu'elle relate avec épouvante les scènes horribles de la *Guerre à mort*, l'histoire qualifie les soldats royalistes de « masse fanatisée et stupide, bande de voleurs et d'assassins ». Et c'est, néanmoins, de ces troupes de délinquants, de « ces hordes furieuses de barbares » que surgissent, peu après, des guerriers insignes de l'Indépendance, qui, d'abord dans les plaines de l'Apure et du Guárico, sous les ordres de Páez, Monagas, Zaraza frapperont de

---

de la civilisation qui étaient eux-mêmes; les escrocs, les voleurs, les méchants, les destructeurs de la société, les représentants de l'ochlocratie, etc. qui étaient les *libéraux*. Pour ceux-ci, à l'inverse, il y avait les magnanimes, les rédempteurs du peuple, les amis de tous les progrès sociaux, politiques et économiques, les régénérateurs moraux et matériels du pays qui étaient eux-mêmes, et, dans le parti opposé les sanguinaires, les fanatiques, les aristocrates, les ennemis jurés de tout progrès et de toute lumière, les *goths*, les conservateurs enfin. Ces opinions ne supportent pas la plus légère analyse. Elles sont bonnes pour les polémiques de presse et de place publiques et non pour l'Histoire.

(1) La plus grande partie des vrais chefs patriotes étaient illettrés. Beaucoup parvinrent, plus tard, à acquérir une culture supérieure; mais nous en pourrions citer d'autres qui, même ayant joué un grand rôle politique après la guerre, savaient à peine écrire leur nom. Quant aux royalistes, nous nous rappelons que l'illustre écrivain Pérez Galdós, dans une visite que nous lui fîmes à Santander en 1908, nous parlant du général Morales et de son rôle important aux Canaries après l'Indépendance, nous dit qu'il était mort sans savoir lire ni écrire.

stupeur les troupes expéditionnaires, « les vainqueurs de Napoléon le Grand en Espagne », et qui ensuite, recrutés par le même Páez dans leurs *llanos* comme des fauves et incorporés de vive force dans les corps auxiliaires qui marchaient vers les Républiques du Sud pour achever l'œuvre de l'Indépendance de l'Amérique, « porteront leurs armes triomphantes et rédemptrices jusqu'aux champs lointains d'Ayacucho et contribueront à sceller l'émancipation du Continent sous la direction du Libérateur et les ordres immédiats du général Antonio José de Sucre ».

C'est le même général Páez qui va nous dire comment ses brillants centaures étaient exactement les mêmes « égorgeurs et assassins » qui, commandés par Boves, Yañes et Morales avaient ravagé le Vénézuéla en 1814.

« Je résolus, dit Páez, de réaliser le projet que j'avais fait à Mérida d'aller aux *llanos* de Casanare pour voir si, là, je pouvais entreprendre des opérations contre le Vénézuéla, en m'emparant du territoire d'Apure et des mêmes hommes qui avaient anéanti les patriotes sous les ordres de Boves, Ceballos et Yañes. Tous ceux à qui je communiquai mon projet crurent, plus ou moins, que c'était une folie, car ils ne voyaient aucune possibilité à ce que les *llaneros,* qui s'étaient montrés si enthousiastes pour la cause du roi d'Espagne et s'étaient tant compromis dans la lutte contre les patriotes, changeassent d'opinion et se décidassent à défendre la cause de ceux-ci. »

« Je traitai bien les prisonniers, dit-il plus loin, et je laissai assez de liberté à ceux que je n'envoyai pas en Nouvelle-Grenade, pour qu'ils pussent s'en-

fuir, s'ils voulaient, et retourner chez eux ; aussi, j'eus la satisfaction de voir beaucoup d'eux revenir dans nos rangs, car ils étaient tous Vénézuéliens et, à cette époque, il n'y avait pas de moyen terme entre ami et ennemi. La nouvelle de ma générosité pour les prisonniers et le prestige que donne la victoire se répandirent par tous les villages de Barinas et d'Apure, et leurs habitants qui, auparavant, avaient une mauvaise opinion des patriotes à cause de la conduite cruelle de quelques-uns de leurs chefs, furent persuadés de la justice de notre cause et, flattés par l'humanité avec laquelle nous traitions les vaincus, ils commencèrent, quoique lentement, à se réunir à nos troupes pour arriver, plus tard, à être le soutien de l'indépendance de la Colombie. » (1).

« Bolivar s'étonnait, continue Páez, non que j'eusse formé cette armée, mais que je fusse parvenu à la conserver en bon état et discipline, car, en sa majorité, elle se composait des mêmes individus qui, sous les ordres de Yañes et de Boves, avaient été le fléau des patriotes. En effet, qui aurait jamais cru que ces hommes, que quelques écrivains ont qualifiés de sauvages, accoutumés à vénérer le nom du roi comme celui d'une divinité, pourraient jamais abandonner la cause qu'ils

---

(1) Une autre cause, beaucoup plus positive, plus logique, d'une complexité psychologique moindre et plus conforme aux instincts de pillage qui caractérisent les nomades dans tous les temps et sous toutes les latitudes, produisit cette rapide transformation où n'entrèrent pour rien des idées, des sentiments ou des affections politiques qui n'entrent pas dans la complexion psychologique des masses primitives mues toujours par des appétits matériels. Nous trouvons l'explication dans des documents dont l'autorité ne prête à aucun doute.

appelaient sainte pour défendre celle de la patrie, nom qui, pour eux, n'avait aucune signification ? Qui aurait cru qu'il serait possible de faire comprendre à des hommes qui méprisaient ceux qui ne pouvaient rivaliser avec eux en force brutale qu'il y avait une autre force supérieure à laquelle ils devaient se soumettre ? » (1).

Nous devons écarter, comme pure littérature, l'affirmation que les *llaneros* apprirent dans les rangs de l'armée indépendante et sous les ordres du général Páez ce que c'est que la patrie, car celui-ci même, comme tous les autres chefs, ne le savait pas, à cette époque; encore moins avaient-ils acquis l'idée de la justice et respectaient-ils une autre autorité que celle de la force brute.

« Les *llaneros* que commandaient Páez, Zaraza, Monagas et les autres chefs républicains, dit avec raison l'historien Restrepo, étaient en grande partie les mêmes et de la même race que ceux qu'avaient réunis, en 1813 et 1814, Boves, Morales, Yañes et Rosete ; ils avaient donc les mêmes vices et étaient aussi insubordonnés » (2).

L'opinion du général Morillo sur ce sujet est d'une valeur historique considérable, autant parce qu'elle coïncide parfaitement avec celle des écrivains patriotes que parce qu'elle explique parfaitement en quoi consista l'adhésion des *llaneros* à la cause du roi:

« Les rebelles d'Apure et de l'Arauca, gens féroces et paresseux qui, même en temps de paix, ont

(1) Páez : *Ouv. cité*, pp. 57, 83, 135.
(2) *Ouv. cité*, t. II, p. 436, note.

erré en caravanes par l'immense étendue des plaines, volant les troupeaux et saccageant les villages voisins, ont trouvé dans la guerre une occasion très favorable pour vivre conformément à leurs désirs et à leurs instincts. Il y eut un homme qui sut les connaître et les grouper, et les faire combattre pour la cause du Roi, avec l'espoir de la rapine et du pillage, seul mobile qui les anime. Ce fut le feu colonel José Tomás Boves qui, se trouvant dans l'Apure, lorsque Bolivar et les autres chefs rebelles dominaient ces provinces, se mit à la tête de ces mêmes *llaneros* qui, aujourd'hui, nous font la guerre, et leur montrant les villes opulentes à l'intérieur les y conduisit et en finit avec les traîtres. Mais le gouvernement légitime ayant été rétabli, ces hommes, qui ne peuvent vivre qu'à cheval, dans leurs plaines et au milieu des troupeaux, retournèrent chez eux ; peu à peu, ils se réunirent en petits groupes et proclamèrent l'indépendance qui était le mot au nom duquel ils pouvaient continuer de voler.

« Je fis ce que je pus pour les anéantir, et effectivement je parvins à surprendre un grand nombre des plus renommés, à les chasser des *llanos* de San Martin et de Casanare en les poursuivant, depuis mon arrivée d'Espagne jusqu'à l'époque de la bataille de Mucuritas, bergerie située dans le banc que forment l'Apure et l'Arauca où tous les lanciers s'étaient réunis sous les ordres de l'audacieux José Antonio Páez. Ce chef, qui ne manque ni d'intelligence, ni de courage, sut profiter du chemin que le fameux Boves avait laissé ouvert et il fit comme lui avec les lanciers, s'emparant de tous les chevaux et de tous les troupeaux et laissant leurs adversai-

res sans moyens de pouvoir leur faire la guerre dans le désert où ils établissaient leur résidence. » (1).

Le général Páez va se charger de nous dire ce que furent ces héros dans les rangs patriotes : « Je vous assure, écrit-il au Libérateur en 1818, que les faits dévoilés par l'enquête sur le colonel Nonato Pérez ne sont que peu de chose en comparaison de ce dont j'ai été moi-même témoin. Femmes, vieillards, enfants, tous, tous, crient contre ses méfaits ; l'agent le plus efficace de la tyrannie n'aurait pas mis à exécution des mesures si violentes. Guasdualito et Arauca qui pleurent encore sur ce qu'elles ont enduré, tremblent au seul souvenir de l'auteur de leurs souffrances ; telle a été la conduite de ce chef. Après avoir tyrannisé la population avec son despotisme et son orgueil, il quitta le masque de son ambition, se déclara maître exclusif de tout et commit des vilenies incroyables, extorqua des subsides et se livra à toutes sortes de rapines pour en finir avec les derniers moyens d'existence de ces habitants. » (2).

Le même Páez, parlant des groupes de cavaliers

---

(1) Rodriguez Villa : *Ouv. cité*, t. III, pp. 511-512.

(2) O'Leary : *Ouv. cité*, t. XVIII.

Notre ami don Carlos Hernáiz nous a raconté qu'un jour il demanda à son grand-père, le général Soublette, pourquoi le colonel Nonato Pérez, qui était grenadier, n'avait pas assisté à la bataille de Boyacá, et qu'il répondit malicieusement : « Parce que nous étions en train de le juger pour vol. » Et aussitôt il ajouta en riant : « Et nous, qui nous jugeait ? » Le général Santander dit dans ses *Apuntamientos historicos*, en se reférant à la campagne des *llanos*, de 1816 à 1818 : « On prenait des chevaux et du bétail où on en trouvait, sans compter, comme des biens communs ». Cela fera sourire nos militaires, car en un siècle il n'y a eu aucun changement ; le droit de propriété disparaît au premier cri de guerre. C'est ce que notre auteur d'études de mœurs Francisco de Sales Pérez a synthétisé dans cette phrase : *Vive la liberté ! Meurent les troupeaux !*

destinés par lui à harceler l'armée royaliste en 1818, dit : « Quelques-uns de ces groupes, abusant de la liberté qui leur avait été donnée d'agir à leur guise contre l'ennemi et surtout ceux qui parcouraient la province de Barinas et les *llanos* de San Carlos, commirent des excès contre les citoyens pacifiques, et je me vis obligé de donner l'ordre de les faire revenir à l'Apure. Quelques-uns, qui avaient retiré de bons profits de leurs courses, recommencèrent sans mon consentement et je me vis dans le cas de publier un ordre général menaçant de la peine de mort ceux qui, sans mon autorisation, passeraient sur le territoire ennemi. En vertu de cet ordre, je dus en faire fusiller quatre : le fameux commandant Villasana, un vaillant capitaine de la Garde, nommé Garrido, un sous-lieutenant et un sergent. » (1).

« L'armée républicaine, dit Restrepo, étant divisée en un grand nombre de groupes et de petites divisions, chaque officier disposait arbitrairement des biens de tous ceux qu'il qualifiait lui-même de royalistes, et tuait les Espagnols, les Canariens et même les Vénézuéliens ennemis de notre cause. » (2).

Mais rien de plus suggestif que le portrait qu'a tracé Bolivar du colonel Leonardo Infante, car, avec de légères modifications, il peut être celui de la majorité des officiers *llaneros*. A la réception de la nouvelle du fusillement d'Infante et de la protestation contre cet « assassinat juridique » lancée par

---

(1) Páez : *Ouv. cité*, t. I, p. 169.
(2) *Ouv. cité*, t. II, p. 211.

le docteur Miguel Peña, ministre de la Cour de Justice à Bogotá, Bolivar écrivit à Fernando de Peñalver:

« Dites à Peña que j'ai regretté beaucoup sa dispute sur l'affaire d'Infante ; mais que, maintenant que le malheureux a été exécuté, il n'aille pas soulever des scandales et tuer ceux qui restent vivants. ...Dites-lui que personne ne l'aimait et estimait plus que moi, mais que nul n'était plus féroce que lui ; qu'il avait dit mille fois que son instinct le poussait à tuer les vivants et à détruire ce qui est inanimé ; que s'il voyait un agneau suspendu il lui donnait un coup de lance, et s'il voyait une maison, il la brûlait ; et tout cela en ma présence. Mille fois, il a voulu tuer Rondón qui valait mille fois plus que lui. Et avec cela j'ai tout dit » (1).

II

Bolivar avait pénétré si profondément dans l'esprit de ces hommes que, dès 1821, il avait prévu l'impossibilité d'établir au Vénézuéla une paix solide, à moins de contenir par la force les disciples de Boves, ce qui, toutefois, était extrêmement périlleux.

« Vous ne pouvez vous faire une idée exacte, écrivait-il au docteur Pedro Gual, de l'esprit qui anime nos militaires. Ce ne sont pas ceux que vous connaissez là-bas (en Nouvelle-Grenade), ce sont

(1) O'Leary : *Ouv. cité*, t. XXX (Cartas del Libertador).

ceux que vous ne connaissez pas : des hommes qui ont combattu longtemps, se croient des « bien-méritants » et se considèrent comme humiliés, misérables et sans espoir de cueillir le fruit des *acquisitions de leurs lances*. Ce sont des *llaneros* déterminés et qui ne se croient jamais les égaux des autres hommes, même de ceux qui valent plus qu'eux. Moi-même, qui ai toujours été à leur tête, je ne sais pas encore de quoi ils sont capables. Je les traite avec une particulière considération et elle n'est pas suffisante pour leur inspirer la confiance et la franchise qui doit régner entre camarades et concitoyens. Soyez persuadé que nous sommes sur un volcan prêt à faire explosion. *Je crains la paix plus que la guerre,* et, avec ces mots, je vous donne une idée de tout ce que je ne dis ni ne puis dire. » (1).

Bolivar était si bien convaincu des mobiles qui avaient poussé les *llaneros* à s'enrôler sous les drapeaux de l'Indépendance après la mort de Boves qu'en 1821, peu de jours après la bataille de Carabobo, il écrivait au ministre des Finances de la Grande Colombie, par l'organe de son secrétaire le général Pedro Briceño Méndez : « Lorsque le général Páez occupa l'Apure en 1816, se voyant isolé au milieu d'un pays ennemi, sans appui ni espérance de pouvoir en trouver quelque part, sans pouvoir même compter sur l'opinion générale du territoire, il se vit obligé d'offrir à ses troupes que toutes les propriétés qui appartiendraient au gouvernement dans l'Apure (qui étaient celles qu'on

(1) O'Leary : *Ouv. cité*, t. XXIX, p. 207.

avait avait confisquées à l'ennemi) seraient distribuées entre elles libéralement: Tel fut le moyen le plus efficace pour retenir ces soldats et augmenter leur nombre parce que tous accoururent pour participer à des avantages égaux.

« Le général Páez, ajoute le secrétaire, était si persuadé de l'importance de cette promesse et des excellents effets qu'elle avait produits, qu'en se soumettant à l'autorité de S. E. le Président, alors chef suprême, et en la reconnaissant, il n'exigea que la ratification de son offre. S. E. ne put s'y refuser et, la croyant juste dans son objet, il crut convenable de la modifier et de l'étendre à toute l'armée. »

Le Libérateur avait fait promulguer, en octobre 1817, une loi de répartitions qui ne fut pas exécutée. Plus tard, le Congrès, composé d'hommes qui ignoraient complètement l'esprit de nos nomades, adopta le système de distribution de billets ou obligations que les *llaneros* virent avec la plus grande méfiance « et cela causa toute sorte de plaintes et de récriminations parce qu'ils crurent qu'on donnait des billets pour ne pas donner les propriétés que ces papiers représentaient ». Le *llanero* méfiant, soupçonneux et pour qui un simple papier n'avait aucune valeur, vit avec mépris ces billets, et le secrétaire Briceño Méndez croyait avec raison que « le discrédit de ces papiers ne cesserait de grandir si on ne suspendait pas leur émission et leur distribution et si on ne rendait pas effective d'une autre manière la distribution des biens dont le Libérateur avait ordonné qu'elle se fît « sur les propriétés mêmes ».

Le Vénézuéla ayant été définitivement libéré à

Carabobo, les *llaneros* réclamèrent péremptoirement leur dû. Les billets étaient offerts au dix pour cent, sans qu'il y eût des acheteurs, et le Libérateur demandait que le Congrès s'occupât de préférence d'une affaire « qui, si on en retardait la solution, pouvait causer des troubles graves... Du moins en ce qui concerne la division d'Apure et les autres du *Llano* la distribution immédiate des propriétés est d'une nécessité forcée si l'on veut prévenir les désastres que j'ai déjà annoncés. Si on ne la fait pas, vous pouvez dès maintenant avertir le Congrès général que ni le Président ni aucun chef subalterne ne peuvent être rendus responsables des révoltes et des subversions qui troubleront la tranquillité publique ». Le Libérateur « regrettait de se voir obligé de faire une pareille déclaration quand tout le monde croyait au patriotisme sentimental et platonique des *llaneros* qu'ont célébré jusqu'à maintenant les historiens, les romanciers et les poètes. Mais si, en même temps, disait le secrétaire, le Libérateur comprend que la stabilité de la République en dépend de quelque manière, comment pourrait-il s'abstenir de faire cette déclaration ? »

On voit par les appréciations suivantes combien Bolivar connaissait profondément la psychologie de nos *llaneros* et savait de quoi ils étaient capables si on ne tenait pas les promesses de récompenser leurs services : « Avec des hommes habitués à tout obtenir par la force, disait-il dans la même note, habitués à la guerre, peu ou point sensibles aux sentiments de générosité et de désintéressement, et tant de fois trompés par nos ennemis, on ne peut adopter des moyens qui ne soient pas extrêmes ; on ne peut les entretenir de flatteries ni d'espé-

rances et quelle que soit la promesse que leur fasse le Congrès, ils n'y verront qu'un moyen d'éluder ce qu'ils peuvent exiger. »

Trois jours seulement avant la date de cette note, le Libérateur avait écrit dans le même sens au ministre des Finances, ce qui prouve que les *Centaures* s'impatientaient et réclamaient, avec des menaces, « le fruit des acquisitions de leurs lances ». Dans cette communication il disait : « Il est d'une nécessité absolue que le Congrès prenne des mesures qui donnent à l'armée l'espoir certain que les promesses qu'on lui a faites tant de fois seront tenues. Il serait très dangereux qu'elle arrivât à douter de l'accomplissement de ces promesses sur lesquelles chacun a mis ses espérances. Le jour de la paix s'approche et, avec lui, le moment de licencier l'armée ; et alors, si, en rentrant chez eux, ils n'emportent pas l'assurance d'entrer en jouissance de ce qui leur a été assigné, il n'y aura rien d'étonnant à ce que se renouvellent *les mêmes défections que souffrirent les Espagnols lorsqu'ils subjuguèrent le Vénézuéla en 1814, et plaise à Dieu que ce ne soit pas le signal de la désastreuse guerre civile qui nous menace au milieu de la déférence apparente de notre population !* » (1).

---

(1) O'Leary, t. XVIII, pp. 394 et 400. Ces cas ne sont pas rares, dans l'histoire. « Il est bon d'examiner les choses de près pour connaître le véritable motif des actions humaines. Ainsi nous avons tous vécu sur cette idée que la terrible inondation des Arabes au VIIe siècle était dictée surtout par des mobiles religieux. Les disciples de Mahomet s'élancèrent, disait-on, à la conquête du monde pour le convertir par l'épée. Il n'en a pas été absolument ainsi. Les Arabes avaient en vue la richesse plus que le prosélytisme. « Le nombre des partisans de Mahomet, dit M. Wahl (*Histoire générale*, t. I. p. 452), infime tant qu'il ne s'annonçait que comme un apôtre, avait grandi le jour

Nous avons souligné la dernière phrase parce qu'elle contient des appréciations d'une signification immense. Le Libérateur dit que, comme les *llaneros* se firent les ennemis des Espagnols lorsque ceux-ci, après avoir subjugué le Vénézuéla grâce à eux, ne tinrent pas les promesses faites par Boves et Yañes, de même, maintenant, ils soulèveraient la guerre civile contre le gouvernement s'il ne tenait pas les siennes. Le Congrès suivit les indications du Libérateur, mais l'exécution de la loi ne fut pas aussi équitable qu'on l'avait espéré. Páez et quelques autres chefs, secondés par des spéculalateurs, commencèrent à acheter les titres des soldats, surtout ceux des *llaneros* de l'Apure, à des prix dérisoires, de sorte que les latifundia coloniaux passèrent sans modification aux mains de Páez, de Monagas et de quelques autres qui, étant entrés en guerre sans aucune fortune, furent, à peine le Vénézuéla était-il constitué, les plus riches propriétaires du pays. Cette violation de la loi fut suivie de la réaction du parti royaliste qui, maître des Conseils du gouvernement et des tribunaux de justice, commença d'annuler les confiscations des biens des émigrés qu'ils reprirent aux guerriers de

---

où il offrait à qui voulait le suivre, la guerre, le pillage et la dépouille des infidèles. »

J. Novicow : *Conscience et Volonté sociales*, p. 261.

C'est exactement le concept des acteurs et témoins de la Révolution au sujet des mobiles qui poussèrent les hordes *llaneras* à combattre en faveur de la cause royaliste au commencement de la guerre et à s'enrôler ensuite sous les drapeaux de la patrie lorsque le chef de l'armée expéditionnaire voulut les soumettre à la discipline et leur imposer le respect de la propriété. Heredia dit que « Boves se fit l'idole des gens de couleur, de ces hordes de Cosaques qu'on appelait Corps de Cavalerie parce qu'il les animait de l'espoir de détruire la caste dominante et de la liberté du pillage. »

l'Indépendance, auxquels on les avait assignés en récompense de leurs services, pour les rendre à leurs anciens propriétaires ou à leurs descendants qui revenaient au pays. Bien entendu, cette mesure n'atteignit ni ne pouvait atteindre le général Páez ni aucun des autres magnats qui continuèrent d'accroître leur richesse territoriale.

Alors, il advint ce qu'avait prévu le Libérateur: les *llaneros* s'adonnèrent de nouveau au vol et au pillage, comme ils avaient coutume de le faire depuis les temps coloniaux, avec cette différence que, maintenant, ils pouvaient déguiser leurs impulsions barbares en proclamant des principes politiques et des « réformes » constitutionnelles.

III

On a vu comment la guerre qui continua au Sud du Continent fournit à quelques-uns de ces hommes l'occasion d'aller faucher des lauriers avec leur bravoure innée dans les batailles finales de l'Indépendance de l'Amérique. « Le général Páez, dit Restrepo, voulut les appeler sur le chemin de la gloire, les uns au Pérou, d'autres au Sud de la Colombie...; leurs lances firent trembler plus d'une fois les Espagnols sur le sol des Incas. » (1).

Cependant, non sur le chemin de la gloire, mais au sein de la gloire même, et portant sur leur luxueux uniforme les insignes de leur triomphe, beaucoup de ces hommes en qui la discipline des

(1) *Ouv. cité*, t. III.

armées régulières n'avait pas encore eu le temps d'exercer son action éducatrice, ne cessaient de constituer, par l'individualisme barbare qui caractérise les peuples pasteurs, un grand péril pour la tranquillité publique.

C'est que le fait de changer de drapeau ne pouvait correspondre en aucune manière à une modification profonde de l'organisme psychologique de nos *llaneros*. En passant d'un parti à l'autre, ils ne faisaient que changer de chef ; dans le fond obscur de leur esprit et de leurs affections, le *majordome* Páez était l'héritier légitime du *papa* Boves.

La psychologie reconnaît, chez les individus comme chez les peuples, l'impossibilité de ces modifications brusques et totales (1).

Dans l'évolution historique du Vénézuéla, on observe clairement comment, à chaque commotion, éclataient les mêmes instincts brutaux, les mêmes haines, les mêmes passions, les mêmes impulsions d'assassinat et de pillage, et comment continuaient à surgir du sein de nos masses populaires les mêmes hordes de Boves et de Yañes, prêtes à répéter, au nom des principes républicains, les mêmes crimes qu'elles avaient commis au nom de Ferdinand VII, également ignorantes de ce que signifiait le gouvernement colonial ou le gouvernement propre. C'est que, malgré toutes nos idéologiques transformations politiques, le fonds intime de notre peuple continua, de longues années, d'être le même

(1) « Lorsqu'on étudie de près tous ces prétendus changements, on s'aperçoit bientôt que les noms seuls des choses varient, tandis que les réalités qui se cachent derrière les mots continuent à vivre et ne se transforment qu'avec une extrême lenteur. »

que durant la Colonie. Les passions, les instincts, les mobiles inconscients, les préjugés héréditaires devaient continuer d'être, dans ce fonds, des éléments de destruction et de ruine, contenus uniquement par les moyens coercitifs dont a disposé si amplement le chef de l'Etat sans sujétion possible aux garanties rêvées écrites dans les constitutions (1).

Déjà, en pleine République et après avoir cueilli les gloires et les honneurs de la guerre, le général Páez même qui se vantait tant d'avoir enseigné aux *llaneros* de l'Apure à aimer la Patrie, la Liberté et la Justice et de leur avoir fait respecter un autre pouvoir que celui qui émane de la force brute, se voit obligé, en présence des faits concrets, de peindre ses compagnons de gloire, comme on le verra plus loin, avec les couleurs les plus vraies et les plus suggestives.

---

(1) Juan Vincente González, le seul des historiens vénézuéliens qui, encore dans la chaleur de la lutte des partis, eut conscience de la continuité historique dans l'évolution sociale et politique du pays, disait en 1846, plein de frayeur devant les menaces de soulèvement qui venaient des *llanos :* « Tout est à craindre des points où existent tant d'éléments de guerre, où se leva la faction de Farfán... d'où sortireut, pour une œuvre de destruction, les hordes de Boves... De toutes parts, les méchants lèvent impunément le front. Des tumultes et des émeutes mettent en alarme les *llanos* de Calabozo qui suffirent à Boves pour ravager ce pays ; sur plusieurs points bouillonnent des projets de conspirations et d'assassinats... ». Pourtant, González attribue à l'influence du rédacteur du *Venezolano*, Antonio Leocadio Guzmán, cet état d'effervescence : « Que M. Guzmán soit félicité, disait-il, lui qui s'appelle l'ami des institutions et les vilipende, qui se vante d'aimer la paix et allume la guerre la plus cruelle dont la malheureuse Amérique donnera l'exemple (la « guerre de couleurs »), qui se flatte de contenir les masses qui secouent, à sa voix, toute espèce de frein, et assiste en souriant au pillage et à l'assassinat, *œuvre exclusive* de sa vengeance contre la société. »

Diario de la tarde, juin 1846.

IV

« Les Vénézuéliens accoutumés pendant de longues années à vivre dans des camps au milieu du bruit des armes et sous une discipline qui n'avait pu être sévère en aucune manière, se trouvaient habitués, surtout dans les plaines qu'arrosent l'Apure et ses affluents, à ce que les biens fussent en commun pendant toute la durée de la guerre : c'est-à-dire le bétail bovin et les chevaux qui peuplent ces immenses plaines. La guerre finie, on licencia un grand nombre de *llaneros* qui, de retour dans leur pays, se trouvèrent sans foyer ni occupation. Ils ne pouvaient se persuader qu'il était interdit de s'emparer des vaches et des veaux qui paissaient dans les prairies et ils voulaient continuer de vivre comme en temps de guerre. Sachant que le cuir et la graisse des animaux trouvaient des acheteurs partout, ils se groupèrent, surtout dans la région de l'Apure, en bandes de voleurs qui tuaient les bêtes éparpillées dans les savanes, sans autre objet que de s'emparer du cuir et de la graisse pour les vendre aux usuriers dont la cupidité les excitait à se livrer à ces excès. Avec de tels appâts de gain les fleuves navigables furent infestés d'embarcations montées par des voleurs de bétail qui transportaient le fruit de leurs rapines pour le vendre dans les villages. Les savanes étaient partout couvertes de squelettes de bêtes et une pareille destruction menaçait d'une extermination prochaine les troupeaux de l'Apure, unique richesse de ces vastes plaines. » (1).

---

(1) Restrepo : *Ouv. cité*, t. III, p. 412. L'historien colombien ne se rappelait pas alors que ces bandes de voleurs existaient depuis les temps coloniaux et existent partout où il y a des plaines et des chevaux.

Alors ne suffisent pas, pour les contenir, les mesures sévères dictées, et parfois exécutées personnellement, par le général Páez, par Cornelio Muñoz et par l'ancien colonel royaliste Facundo Mirabál, ces deux derniers chefs des camps volants, qui appréhendaient les voleurs de bestiaux et les fusillaient sans forme de procès. Cela se passait en 1824. Ceux qui ne succombaient pas aux mains de cette justice expéditive étaient envoyés, comme nous l'avons dit, aux armées auxiliaires du Pérou : « Là-bas, un théâtre de gloires s'ouvrait à eux et on leur donnait une occupation qui convenait à leurs instincts belliqueux et à leurs vieilles habitudes. »

Mais rien ne put réprimer le pillage ni réduire à l'obéissance du gouvernement ces troupes de bandouliers qui se reproduisaient sans cesse comme si elles eussent surgi d'un sol encore trop inculte pour produire d'autres fruits. La situation tardera de longues années à se modifier. « Avec leur foi absolue dans l'influence efficace des lois, les hommes cultivés prétendront changer cet état d'anarchie spontanée sans même soupçonner qu'il était l'expression logique d'un organisme social rudimentaire en plein travail d'intégration, le même qui était en train de se réaliser dans tous les autres pays de l'Amérique espagnole avec des manifestations plus barbares et plus sanglantes dans ceux où prévaut la plaine et où la vie pastorale s'était développée avec tous ses caractères disgrégatifs, constituant des groupes ou clans nomades antagonistes, sans sujétion possible à aucun régime régulier de gouvernement, s'unissant occasionnellement sous l'autorité temporelle d'un chef « pour semer partout sur leur passage, la terreur et la dévastation ».

Le Vénézuéla, comme l'Argentine et l'Uruguay, souffrit alors les conséquences nécessaires et fatales qui découlaient de sa constitution géographique (1).

Les blancs avaient toujours été les maîtres, les propriétaires, les dominateurs, les privilégiés des lois et des mœurs. Exécuteurs de la justice et administrateurs perpétuels des biens de la communauté, une ambition très légitime les avait poussés à proclamer l'indépendance, à ne plus reconnaître le roi d'Espagne, dans l'unique objet, d'après l'opinion des royalistes, de se substituer au monarque pour établir ce que Bolivar appellera « la tyrannie domestique active et dominante ». Or, c'est contre cette caste que devaient se déchaîner, naturellement, les haines des classes populaires. Contre leur vie et contre leurs intérêts. Blanc, propriétaire et patriote étaient synonymes pour les soldats de Boves et de Yañes ; blanc, propriétaire et *goth* fut

(1) « Là où il y a des plaines et des chevaux, existent des bandouliers », dit Hellwald. Et Schweiger, se référant à ce qui se passait, il y a peu d'années, entre les nomades de la Mésopotamie et les autorités turques, explique la situation des *llaneros* vénézuéliens à l'époque coloniale et donne la clef des événements postérieurs. « Le gouvernement ottoman, dit-il, manque complètement de la force et de la capacité suffisantes, pour implanter une civilisation acceptable dans l'Irak-Arabi. Harcelés depuis longtemps par les grandes tribus des Chamara, des Montofik, des Beni Lam et autres qui errent par la plaine, les gouverneurs turcs se voient obligés de penser uniquement au moyen de conserver la stabilité des conditions existantes ; de sorte que l'histoire de ces dernières décades d'années se réduit à une lutte incessante dans laquelle, plus d'une fois, les adversaires du gouvernement ont été vainqueurs. Si les tribus arabes des plaines de la Mésopotamie pouvaient se mettre d'accord, le gouveruement se verrait dans un grave embarras en face de ces hordes puissantes qui peuvent fréquemment réunir de 10.000 à 20.000 combattants. » Citation de Hellwald : *La Terre et l'Homme*. V. Demolins : *Comment la route crée le type social*, t. I. Nous insisterons sur ces points lorsque nous étudierons l'influence du milieu dans notre évolution historique.

ensuite le drapeau qu'arborèrent les mêmes *bédouins* lorsque Morillo, obligé de restaurer l'ancien régime et de soumettre les troupes vénézuéliennes à la même rigoureuse discipline que celle de l'armée métropolitaine, se vit abandonné par eux pour passer dans les troupes de l'Indépendance.

Morillo perdit alors le prestige du gouvernement espagnol pour les mêmes raisons qui produisirent, dès 1827, l'impopularité absolue de Bolivar et, plus tard, celle du général Páez lui-même. Après la fondation de la seconde République dans la Constitution de laquelle entra comme élément principal du procès justificatif « la réaction contre les lois draconiennes du général Bolivar qui l'avaient rendu si odieux au peuple », ce fut Páez même qui se vit obligé de réprimer de la manière la plus cruelle ses anciens lieutenants soulevés à chaque instant pour renverser les autorités exécutrices des mêmes lois draconiennes qu'elles avaient tant reprochées au Libérateur.

Le Congrès de 1836, alarmé de la continuation des vols de troupeaux et des soulèvements continuels, vote, malgré les beaux principes sanctionnés par la nouvelle Constitution, la nouvelle loi sur le vol, par laquelle « les capitaines ou chefs de bandes qui infestent les villes et les routes seront condamnés à mort, et leurs complices à cent cinquante coups de verge appliqués en trois fois, de quinze à quinze jours, et à dix ans de prison ». Pour les vols de cent à cinq cents piastres, la peine était de cinquante coups de verge et deux ans de travail forcé dans les entreprises de travaux publics du canton ou de la province. Entre cinq cents et mille piastres, la peine était du même nombre de coups de verge

et de cinq ans de travaux forcés; au-dessus de mille piastres, les coups de verge s'élevaient à soixante-cinq, avec six ans de prison.

Cette loi venait réformer celle de Colombie du 3 mai 1826 dont l'exposé des motifs s'inspire de l'impérieuse nécessité qui l'avait dictée (1). Mais comme c'était précisément sur le principal élément de toute révolution que devait s'appesantir le poids de la loi, celle-ci tomba en désuétude lorsque les adversaires de la Colombie et de Bolivar eurent besoin de flatter les passions populaires et établir l'impunité en système comme l'avaient fait d'abord Boves, puis les patriotes et, dans le cours de notre vie nationale agitée, tous ceux qui, obéissant aux mêmes instincts et aux mêmes passions qui constituent la trame inconsciente de notre évolution nationale, furent entraînés par le torrent de haines et de passions dont les patriciens ingénus du 19 avril 1810 avaient rompu les digues sans se rendre compte des conséquences.

En vertu de la loi sur le vol, « un juge de la paroisse Urbana (province de Guyane), dit un journal de l'époque, fit fixer un boute-hors pour fouetter les voleurs ; quelques habitants l'enlevèrent ; le juge, fort de son autorité, voulut le remettre en place, et les mutins l'assassinèrent lui et deux autres juges. Ce crime commis, ils se convertirent en une faction politique contre le gouvernement et proclamèrent des réformes et autres choses » (2).

(1) « Considérant : que par une conséquence de la longue guerre qu'a soufferte la République, une certaine classe d'hommes s'est démoralisée au point d'attaquer fréquemment de la manière la plus scandaleuse la propriété et la sécurité individuelle du pacifique citoyen, etc., etc. »

(2) Francisco figure comme lieutenant-colonel parmi les Cent Cinquante Héros de las Queseras del Medio ; et Juan Pablo était le fameux *llanero* qui, à la bataille de Semen, blessa d'un coup de lance au ventre le général Morillo.

Juan Pablo et Francisco Farfán, les chefs de cette faction qui ébranla profondément la République, étaient de ces vaillants officiers *llaneros* qui, après avoir été de furieux royalistes avec Yañes, se convertirent en « héros légendaires » sous les drapeaux de l'Indépendance. Et, bien qu'ils eussent été du petit nombre des favorisés dans la distribution qu'on fit des bergeries de l'Apure, ils persévèrent dans leur vie de bandits, confirmant ainsi les justes appréciations du Libérateur.

Les Farfán, dit Páez, « étaient de ceux qui, en plus d'une occasion, m'avaient puissamment aidé à réussir dans mes plus téméraires entreprises. Véritable type du *llanero* bédouin : hommes de stature géante, de musculature athlétique, d'une valeur faite de férocité et n'obéissant qu'à la force brute. Ils avaient servi dans les rangs du royaliste Yañes ; mais lorsque j'offris de nommer capitaine tout *llanero* qui m'amènerait quarante hommes, ils se présentèrent à moi avec quelques-uns et, depuis lors, ils ont fait la guerre avec moi dans l'Apure. Si j'avais été très sévère avec mes troupes, j'aurais eu à châtier rigoureusement les Farfán, car souvent ils désertaient avec leur escadron, et, après avoir commis des actes de violence, ils se présentaient de nouveau à moi et ils essayaient de se disculper de leur absence par des prétextes inadmissibles. La tolérance — ajoute Páez, contredisant ce qu'il affirme en d'autres pages de ses Mémoires — était, à cette époque, une vertu que recommandait la prudence et qu'exigeait la nécessité de compter avec les vaillants.

« Peu avant la bataille de Mucuritos, conti-

nue-t-il, les Farfán m'en firent une des leurs et je les congédiai en les menaçant de les tuer à coups de lance s'ils ne se retiraient pas immédiatement de ma présence, avec tous leurs gens. C'est pourquoi ils n'assistèrent pas à cette fameuse journée. Plus tard, je consentis à les reprendre, et l'on a vu les services qu'ils me rendirent à la prise de Puerto Cabello en 1823. »

Páez réussit à les soumettre alors « rien qu'avec ses conseils » et eux, « comme de bons *llaneros,* ils firent un faux serment »; et, l'année suivante, ils se soulevèrent de nouveau en proclamant n'importe quoi, la première chose qui vint à l'esprit d'un écrivassier à leur service : la résurrection de la Grande-Colombie, la réforme de la Constitution, le rétablissement du for militaire et ecclésiastique, le jury, etc., toutes choses sur lesquelles ils étaient aussi bien au courant que Cisneros, le guerrillero royaliste des Vallées de Tuy, lorsque, en 1829, il acclamait à la fois le roi d'Espagne et le général Santander et criait : « Mort aux blancs ! » Ils cherchaient en réalité ce qui leur importait le plus, l'impunité absolue pour leurs crimes et l'abolition des impôts qui, sous un nom différent, étaient les mêmes qui avaient rendu l'ancien régime si odieux.

Páez avait manqué réellement à sa parole. Car il leur avait promis, après la mort de Boves, non seulement de partager entre eux les propriétés de l'Apure, mais encore de les exempter de toute espèce d'impôts, et ce sont ces deux promesses qui firent les *llaneros* se résoudre à convenir que l'Indépendance ou la *diablocratie,* comme ils disaient, « n'était pas une mauvaise chose » et qu'il leur

était égal de tuer et de voler en criant : vive Ferdinand VII ! ou : vive la Patrie !

Mais le « majordome » Páez n'était plus le cheik arabe, le Khan de Tartares dont nous parlent ceux qui l'avaient connu en des temps antérieurs, ou le Seigneur absolu décrit par lui-même au général Santander, ni le successeur de Boves, comme l'appelle Morillo, ni le chef de bandouliers dont parlent les royalistes, obligé à exercer « la tolérance de tous les délits comme une vertu que la prudence recommandait ». Páez était, en 1837, le *Fondateur du Pouvoir Civil,* le *Citoyen illustre du Vénézuéla,* le Restaurateur de la Constitution, le Chef de l'Oligarchie Conservatrice. Ses glorieux services qui l'avaient élevé au premier poste de la République, en avaient fait aussi le plus riche propriétaire. Instinctivement il inclinait vers la vie civilisée, il avait commencé son éducation en imitant les Anglais qui arrivèrent à Apure en 1818; et, en fréquentant constamment depuis lors les hommes les plus notables de l'époque, il avait acquis toutes les idées et tous les usages de l'homme de gouvernement, donnant ainsi une preuve de l'extraordinaire capacité d'adaptation qui caractérise les *caudillos* vénézuéliens.

Páez procéda alors conformément à sa nouvelle situation, à son caractère de « représentant de la société », et à ses hautes fonctions de Gendarme Nécessaire qui l'éloignaient complètement de ses anciens lieutenants. S'étant fait nommer Chef suprême de l'armée par le général Carlos Soublette, chargé de la présidence de la République, il tomba violemment sur la faction criminelle des Farfán et, dans un fait d'armes qui lui valut le surnom

de « Lion de Payara », il passa au couteau ses anciens compagnons de gloires et de fatigues. Alors sa popularité commença à décliner, et il souffrit la même loi qui, à toutes les époques d'anarchie, a poussé le peuple à briser ses idoles lorsque celles-ci, guidées par d'autres sentiments et d'autres intérêts plus élevés et plus nobles, cessent de flatter les passions les plus ignobles de la foule et, de complices de ses délits, se convertissent en défenseurs de l'ordre social et en exécuteurs de la justice.

LE GENDARME NÉCESSAIRE

I

Si, dans tous les pays et tous les temps — même en ces temps très modernes où nous nous enorgueillissons d'avoir conquis pour la raison humaine une vaste partie du terrain où les instincts commandaient jadis absolument — il a été prouvé qu'au-dessus de tous les mécanismes d'institutions aujourd'hui établis, existe toujours, comme une nécessité fatale, le gendarme électif ou héréditaire, à l'œil prévoyant, à la main dure, qui par les voies de fait inspire la crainte et, par la crainte, maintient la paix, il est évident que, dans beaucoup de nations hispano-américaines condamnées, pour des causes complexes, à une vie turbulente, le *caudillo* a représenté une nécessité sociale, et qu'ainsi se réalise encore le phénomène que les hommes de science signalent dans les étapes d'intégration des sociétés : les chefs ne sont pas élus, ils s'imposent. L'élection et l'hérédité, même dans la forme irrégulière de leurs débuts, constituent une étape ultérieure (2).

---

(1) Taine : *Les Origines*, t. I, p. 341.
(2) Mariano Cornejo : *Sociologia general*, t. II, p. 501.

C'est le caractère typique de l'état guerrier où la préservation de la vie sociale contre les agressions incessantes exige la subordination obligatoire à un chef (1).

Quiconque lit l'histoire du Vénézuéla avec un esprit libre de préjugés découvre que, même lorsque l'indépendance fut assurée, la préservation sociale ne pouvait d'aucune manière être confiée aux lois, mais aux *caudillos* prestigieux, aux plus redoutés, comme cela s'était passé dans les campements. « Dans l'état guerrier, l'armée est la société mobilisée, et la société est l'armée au repos ».

Rien de plus logique que Páez, Bermúdez, Monagas fussent les gendarmes armés contre les bandes sauvages prêtes à chaque instant et sous le premier prétexte venu à répéter les crimes horribles qui détruisirent, en 1814, selon la phrase éloquente de Bolivar, « trois siècles de culture, d'illustration et d'industrie ».

Fernando de Peñalver écrivait en 1823 : « C'est une vérité que personne ne pourra nier que la tranquillité dont a joui le Vénézuéla depuis que nos armées l'ont occupé est due au général Páez, et il est également certain que s'il s'éloignait de son sol, le pays serait exposé à une explosion car, pour que ce malheur arrive, il ne manque que d'appliquer les mèches à la mine. » (2).

Peñalver fut un des premiers à comprendre l'importance capitale du rôle que Páez jouait au Vénézuéla bien que, comme il l'avait dit en 1821, il

---

(1) Spencer : *Principes de Sociologie*. Bourdeau : *Les Maîtres de la Pensée contemporaine*.
(2) O'Leary : *Ouv. cité*, t. VIII, p. 397.

n'existât qu'un « peuple composé de diverses castes et couleurs, accoutumé au despotisme et à la superstition, extrêmement ignorant, pauvre et plein, en même temps, des vices du gouvernement espagnol et de ceux qui étaient nés au cours des dix ans de révolution » ; et le fidèle ami de Bolivar croyait que la République « avait besoin pour longtemps d'un conducteur vertueux dont l'exemple servirait de modèle particulièrement à ceux qui avaient rendu des services importants et qui, pour ce motif, croyaient avoir des droits que ni eux, ni personne ne pouvait prendre » (1).

Mais lorsque éclata la Révolution de 1826 provoquée par ceux qui croyaient à la panacée des constitutions écrites (2), sans même soupçonner l'existence des constitutions effectives surgies de l'état social, lesquelles sont celles qui gouvernent vraiment les nations, il imprime ce conseil suivi si fidèlement par le Libérateur dont la conduite fut si âprement censurée, surtout par Santander, « l'homme des lois », irrité par sa conduite envers Páez qui s'était révolté contre la Constitution et contre le gouvernement de la Grande Colombie.

« Je crois que ce général (Páez), disait Peñalver, doit être traité avec beaucoup de douceur par toi et par le gouvernement, car si l'on veut employer contre lui la rigueur des lois et non la politique, les plus funestes conséquences sont à redouter. Tu connais mieux que personne les éléments dont se

(1) Ibid., *Id.*, p. 370.

(2) Le parti « civiliste » de Caracas accusa Páez, devant le Congrès, de violation des garanties constitutionnelles, et ce furent des civils, parmi lesquels se trouvaient des anciens royalistes, qui donnèrent cours à l'accusation.

compose notre pays, dont les combustibles enflammés par une personne comme le général Páez feraient les plus horribles ravages » (1).

Briceño Méndez, qui pensait aussi très profondément, critique les mesures prises par Santander avec la prétention de présenter sous un jour favorable l'influence de Páez et de « contenir le progrès de la révolution par de petites intrigues ».

« Le général Santander, dit-il, ne connaît peut-être pas le péril, mais Soublette, qui a vu le pays et a dû étudier le coryphée de la *gent de couleur,* ne peut être excusé. Je vais voir si je parviens à me faire entendre, quoique je craigne beaucoup que les partis étouffent ma voix si toutefois ils ne m'étouffent avant même de m'entendre. » (2).

Si le Libérateur, s'inspirant de Santander et des constitutionnalistes, avait déclaré Páez « hors la loi », si, pour soutenir les préceptes abstraits d'un Code qui n'était qu'un plagiat, une servile imitation des institutions démocratiques de la France révolutionnaire avant la révolution thermidorienne, si, faisant abstraction de ses propres convictions, il s'était laissé guider par les idéologues, le peu de culture qui avait été sauvé de la grande Guerre aurait disparu dans une lutte semblable à celle de 1813-1814.

Les historiens qui se contentent des sources officielles négligent l'étude détaillée de ces années où la majorité de la population du Vénézuéla vivait dans les montagnes comme les tribus indigènes, où les *llaneros* royalistes, mulâtres et *zam-*

(1) O'Leary : *Ouv. cité,* t. VIII.
(2) Ibid., *Id.*

bos fuyant de Carabobo au nombre de quatre mille allaient par bandes, volant et assassinant ; où les patriotes orgueilleux de leurs lauriers croyaient avoir des droits encore plus grands, au point qu'Arismendi, par exemple, se convertit en un fléau des populations du *llano* et qu'il fallut le chasser comme un tigre ; où les soulèvements des gens de couleur se succédaient chaque jour dans tout le pays; où à Cumaná et à Barcelona, en Guyane et Barinas, et même dans les environs de Caracas, on répétait le cri effroyable de 1814: « *Vive le roi ! Mort aux blancs !* » quel rôle pouvaient représenter, dans un milieu social pareil, la Constitution et les lois ?

Les révoltes ne se réprimaient même pas par des fusillements en masse. Páez, Bermúdez, Monagas, Urdaneta, avaient le devoir suprême de protéger, avec la force inflexible de leurs bras, l'ordre social renaissant contre ces bandes qui ravageaient les champs, saccageaient et incendiaient les villages, se moquaient des autorités et assassinaient les blancs.

Les détails, les faits menus, les *petits faits* que les historiens retardataires négligent tant, constituent la trame d'une multitude d'événements qu'on n'a pu expliquer jusqu'à maintenant.

Lorsqu'on examine la situation du Vénézuéla depuis la guerre, lorsqu'on voit que la grande richesse accumulée, surtout dans les soixante-dix dernières années de la Colonie avait disparu ; que la classe élevée, les possesseurs de la culture et de la richesse avaient succombé ou émigré et que le peuple, la masse des esclaves, des gens de couleur et des indigènes se trouvait en pleine évolution

régressive par le fait de ces quatorze années de guerres dévastatrices, — il est facile de s'expliquer la suprématie, l'élévation des plus vaillants et des plus redoutés : « Livré à lui-même, ramené subitement à l'état naturel, le troupeau humain, dit Taine, ne saurait que s'agiter, combattre jusqu'à ce que la force brute parvînt enfin à dominer, comme aux temps barbares, et que du fracas de la lutte surgît un chef militaire qui, généralement, est un bourreau. » (1).

Páez ne le fut jamais ; et c'est le côté le plus noble et le plus surprenant de sa figure dominatrice.

II

D'autres causes contribuaient à maintenir cet état d'*anarchie spontanée.*

De 1821 à 1830, la misère fut épouvantable. Bolivar qui poétisait tout écrivait à Sucre, de Caracas, le 10 février 1827 : « Il est vrai que nous avons étouffé la guerre civile dès sa naissance ; mais la misère nous effraie, car vous ne pouvez vous imaginer la pauvreté qui afflige ce pays. Caracas pleine de gloire périt de sa gloire même et est une vivante image de la Liberté assise sur des ruines. Le Vénézuéla tout entier présente ce beau mais triste spectacle... Cumana est tranquille, mais le reste du Vénézuéla est dans la plus affreuse misère. » (2).

---

(1) Taine : *Ouv. cité*, t. I, p. 345.

(2) O'Leary : *Ouv. cité. Correspondencia del Libertador.* Cette idée de la Liberté nue ou vêtue de haillons et entourée de

« Le commerce était paralysé, les opérations de banque suspendues, on n'achetait ni ne vendait rien en gros ; le détail était très limité, les douanes ne produisaient rien car les entrées de navires étaient très rares, les contributions directes n'étaient pas perçues, les débiteurs profitaient du désordre et alléguaient la difficulté de vendre les produits à des prix rémunérateurs. » (1).

En 1828, le général Briceño Méndez, alors intendant du département de Vénézuéla, dit : « Le grand mal que nous avons ici est la misère. L'état du pays ne peut se décrire. Personne ne possède quoi que ce soit et il s'en est fallu de peu que la faim se transformât en peste. »

Le docteur Alamo, chef de la Haute-Police, écrivait au Libérateur à la même époque : « La misère s'accroît à Caracas d'une manière inimaginable. Il suffit de vous dire que même vos amis (ceux de Bolivar) les plus prévoyants sont sans ressources ; nul fruit n'a de la valeur, on ne l'achète à aucun prix... Nos artisans, avec leurs apprentis et manœuvres, se sont abandonnés à l'oisiveté et même aux mauvaises actions, de sorte que les prisons sont pleines d'hommes que nous avons connus autrefois de bonne conduite et laborieux. C'est horrible, mon général. Le soir, on rencontre, par les rues, des femmes qui donnent des chaises, des tables, des coffres et autres meubles pour un

---

ruines ou surgissant d'une terre couverte de cadavres, comme la rêva Coto Paúl, a été funeste pour tous les peuples de l'Amérique espagnole ; car quiconque ruine et tue croit avoir le droit de se considérer comme un *Libérateur*, et toute révolution a toujours eu pour objet de *délivrer* la République.

(1) Ibid. *Id.*, t. VIII, p, 421.

repas ; on n'allume presque plus de lumière à Caracas. »

Pourtant, le gouvernement se montrait inflexible contre les débiteurs des fonds publics et le Congrès avait recours au triste expédient des lois très dures contre les voleurs qu'il punissait de la peine de mort et contre les vagabonds — au nombre desquels on comptait des milliers d'hommes qui ne travaillaient point parce qu'ils ne trouvaient pas d'occupation — qu'il condamnait à servir pendant des années comme soldats dans la marine de guerre.

« La loi contre les débiteurs, écrivait Briceño Méndez, a des adversaires et mérite d'être méditée car, comme aujourd'hui tous sont débiteurs et, la majorité, de mauvaise foi, il est dangereux d'exciter leur indignation. » (1).

Beaucoup de ces débiteurs de mauvaise foi étaient des hommes d'une grande importance sociale et politique. Le docteur Francisco Aranda, par exemple, qui se trouvait, en 1828, « dans l'impossibilité de tenir divers engagements qu'il avait pris pour l'achat et l'amélioration d'une propriété, se trouve maintenant, dit Briceño Méndez, tellement pressé par ses créanciers que, malgré ma pauvreté, j'ai dû lui prêter deux mille pesos pour éviter qu'il soit mis en prison. C'est un homme de bien et il veut payer. » Entre temps, le docteur Aranda refusait le poste de ministre juge de la Cour que Bolivar lui offrait « afin de ne pas s'exposer à des censures, lui qui avait contracté une dette de mauvaise foi, en prononçant des sentences contre ceux qui étaient dans le même cas. »

(1) O'Leary : *Ouv. cité*, t. VIII, p. 273.

III

Le Libérateur avait cru, lui aussi, que le mal n'était que dans le manque d'exécution des lois ou dans leur trop grande douceur et, en 1826, il commença à dicter des mesures terribles qui contribuèrent beaucoup à la perte de son prestige chez un peuple où la popularité s'obtenait alors en laissant tous les délits impunis. Boves, le premier, en avait fait éloquemment la preuve.

De Coro, il écrit au général Urdaneta : « Il semble qu'on veuille saccager la République pour l'abandonner ensuite. Chaque jour, je me convaincs davantage par ce que je vois et entends dans le pays que la belle organisation républicaine l'a converti en une grande Sierra-Morena. *Il n'y a que des bandits*. C'est une horreur ! Et le pire de tout est que, comme un martyr, je vais me battre pour la sainteté des lois. » (1).

C'était vrai : le Vénézuéla entier vivait de la fraude sous toutes ses formes, et l'on pouvait compter les employés qui avaient les mains pures. Il y avait des départements, comme celui de Maturín (qui comprenait les provinces de Barcelona, Cumaná, Maturín et Margarita), « qui avait été ruiné par les maux de la paix plus que par ceux de la guerre ; où une multitude d'employés absorbe plus de numéraire que n'en recueille son Trésor agonisant. Une Cour des Comptes sans comptes à examiner... Et par malheur, ajoute le ministre Revenga, le Libérateur n'a pas de renseignements

---

(1) O'Leary : *Ouv. cité*, t. XXXI, p. 299. Les mots soulignés le sont dans le texte.

qui puissent lui faire croire que ces rapports sont exagérés ».

La sévérité des lois, comme le montre l'histoire des institutions juridiques, est la preuve la plus sûre de la force des vices qu'elles prétendent corriger.

Le décret du 8 mars 1827 sur les Finances publiques, dicté par le Libérateur, châtiait de la peine de mort le délit de fraude contre l'Etat, « si petite que fût la somme soustraite ».

« L'abîme où nous sommes se fait de plus en plus profond, disait Bolivar à Páez, le 20 mars. A Cumaná et à Barcelona les insurrections continuent. Trois ou quatre cantons de ces provinces se sont armés contre leurs chefs. Le général Rojas m'informe de tout cela et me conseille en même temps de prendre des mesures très énergiques et très résolues. » (1).

Il avait commencé à les prendre sans attendre ce conseil. A la rébellion de quelques troupes cantonnées à Valencia, il répondit avec son énergie accoutumée : « Les individus compris dans la rébellion de Valencia seront fusillés sur-le-champ. »

Ce soulèvement des troupes provenait de ce que les soldats ne recevaient par leur paye et qu'ils avaient peur d'être embarqués pour le Sud de la Colombie, d'où ils savaient qu'on ne laissait pas revenir les officiers de couleur par crainte des insurrections constantes.

« Nous sommes dans une crise affreuse, écrivait-il quelques jours après ; la République n'avait

---

(1) O'Leary : *Ouv. cité*, t. XXXI, p. 367.

qu'un point d'appui, et ce point a été attaqué de toutes parts, comme vous le voyez, et d'une manière telle que les troupes de Colombie ont perdu le respect qu'elles avaient pour moi, comme l'ont montré ces soldats de Valence sur le simple soupçon qu'on voulait les embarquer. »

Et c'était contre ces hommes, dangereux par leur audace, leur valeur et leurs tendances qu'on donnait des ordres de fusillement sans jugement. Fatale nécessité, aussi fatale que le résultat qu'elle devait produire.

Convaincu qu'il était nécessaire de déployer « une énergie cruelle pour fortifier le gouvernement » (1), Bolivar ne s'arrêtait pas aux mesures de répression et de châtiment si dures qu'elles fussent :

« J'ai donné l'ordre de fusiller tous les rebelles et quatre qui sont venus ici seront fusillés aujourd'hui... Je me suis montré inexorable en cette circonstance. J'ai fait frapper de la peine de mort tous les criminels et mettre en prison les débiteurs de l'Etat. » (2).

« Je suis résolu à tout: pour délivrer ma patrie je déclarai la guerre à mort, me soumettant, par conséquent, à toute sa rigueur; pour sauver ce même pays, je suis prêt à faire la guerre aux rebelles, dussé-je tomber sous leurs coups de poignard. Je ne puis abandonner le Vénézuéla au couteau de l'anarchie ; je dois me sacrifier pour empêcher sa ruine. » (3).

---

(1) O'Leary : *Ouv. cité*, t. XXXI, p. 371-372.
(2) Ibid., *Id.*, p. 373.
(3) O'Leary : *Ouv. cité*, t. XXXI, p. 365.

Les conséquences de ce rigorisme sont faciles à déduire chez un peuple où la cause de l'indépendance n'avait eu aucun prestige, où la grande majorité était non seulement illettrée, mais barbare, concevait à peine une autre patrie que le lambeau de terre où elle était née, et ne pouvait avoir d'autre idée de la liberté que celle d'une licence absolue, limitée uniquement par la crainte d'un chef. De tous côtés, circulaient les bruits les plus étranges, surtout dans les *llanos* où était générale la croyance que Bolivar « embarquait les hommes de couleur pour payer aux Anglais la dette de la République, et l'on ajoutait que les jeunes aussi devaient être saisis pour cette remise. » (1).

Le péril était immense parce que ce peuple ne ressemblait en rien aux tribus d'Indiens soumis de la Nouvelle-Grenade, de l'Equateur et de la Bolivie (2).

« Gens féroces et paresseux, dit Morillo, qui, même dans les temps de paix, avaient erré en caravanes par l'immense étendue des plaines, volant et saccageant les bergeries et les villages

---

(1) Ibid., *Id.* t. II, p. 87. Páez au Libérateur, Achaguas, 31 mars 1827.

Il est curieux de voir surgir cette fable à chaque commotion, même après l'abolition de l'esclavage. En 1859, la croyance était générale qu'on allait rétablir l'esclavage; « les pauvres croyaient qu'on voulait les vendre aux Anglais pour faire du savon avec leur chair, et des manches de couteau, de canne et d'ombrelle avec leurs os. V. Laureano Villanueva : *Biografía de Zamora*, p. 291. — Gil Fortoul : *Historia constitucional de Venezuela*, t. II, p. 389. — Lisandro Alvarado : *Historia de la Revolución federal en Venezuela*, p. 48. — On voit comment à travers toutes les pseudo-transformations constitutionnelles le milieu social restait le même. Pourquoi ses produits auraient-ils changé ?

(2) La différence d'évolution entre ces pays et le nôtre est une « question de caste », disait Rafael Núñez — et de race, en outre, comme nous le verrons.

voisins », ils étaient parvenus au développement complet de leurs instinct régressifs en quatorze ans d'anarchie.

Le général espagnol faisait particulièrement allusion aux *llaneros;* il faut considérer aussi que, dans la masse de la population urbaine, ce n'est pas l'Indien réduit qui prédominait, ni le métis « au caractère doux et bon », mais le mulâtre à l'imagination ardente, individualiste, niveleur, astucieux et anarchiste, « race servile et astucieuse », comme la qualifia l'Argentin Sarmiento, dans laquelle il semble que la désagrégation des caractères somatiques des races mères correspondrait, comme une conséquence nécessaire, à la désagrégation des caractères psychologiques, relâchant les liens qui doivent les unir l'une à l'autre pour produire un type isolé, sans idées ni sentiments collectivistes, sans esprit de sociabilité, confiant toujours dans ses propres forces pour aplanir les obstacles qui s'opposent à son élévation. Terrain admirablement préparé pour recevoir et faire fructifier violemment les principes démolisseurs et niveleurs du jacobinisme dominateur.

IV

Il n'y avait plus d'esclaves. Dès 1812, patriotes et royalistes avaient, de fait et de droit, réalisé l'émancipation et tout retour à l'ancienne discipline aurait constitué un grave péril pour le parti qui l'aurait entrepris. « Ils les mettent en liberté complète, écrivait le général Morillo critiquant les patriotes, ils les appellent citoyens et en font des capitaines,

des colonels et des généraux ; ...et quoique le pays où ils se trouvent soit de nouveau occupé par les armes du roi, ces anciens esclaves sont réclamés par leurs maîtres, ou bien ils se dispersent par les champs où ils augmentent le nombre des bandits.

« Il n'y a pas moyen de ramener au travail des hommes qui ont pris goût à la vie militaire » parce qu'il est « moralement impossible qu'un homme qui a joui de la liberté vive tranquille dans la servitude ; son calme est celui des volcans qui restent inactifs pendant que se réunissent les matériaux qui, quelque jour, doivent causer l'explosion la plus terrifiante. » (1).

Poursuivis par les autorités royalistes, soumis par la force au travail des *haciendas* ou à la dure discipline de l'armée métropolitaine, ils se joignaient aux hommes libres et s'enfuyaient dans les *llanos* « où ils se réunissaient en petites bandes, et proclamaient l'Indépendance qui était le mot au nom duquel ils pouvaient continuer de voler après avoir commencé leur œuvre de ravage en acclamant le roi d'Espagne.

Les patriotes, de leur côté, étaient dans l'impérieuse nécessité de les accueillir dans leurs rangs et de récompenser leurs services, sans même penser aux conséquences, car pour eux il n'y avait et il ne pouvait y avoir alors d'autres propos que celui de vaincre l'ennemi, de réaliser l'indépendance, de créer la Patrie, et ces hommes étaient Vénézuéliens comme les autres. Il y avait pour les patriotes un autre avantage de caractère social à

---

(1) Rodriguez Villa : *Ouv. cité*, t. III.

convertir les esclaves en soldats. En 1819, le Libérateur ordonne l'enrôlement de cinq mille esclaves jeunes et robustes pour accroître l'armée. Le vice-président Santander fit des observations légales sur cette mesure qui arrachait une multitude de bras utiles à l'agriculture ; mais le Libérateur la fit exécuter « alléguant qu'elle était hautement propice au rétablissement de l'égalité civile et politique, car elle maintiendrait l'équilibre entre les diverses races de la population. La race blanche était celle qui avait supporté le poids de la guerre » (1).

L'Indépendance étant réalisée, surgit, avec les préjugés de classe et la nécessité de la conservation sociale, le puissant mobile des intérêts matériels ; et, en même temps que le Congrès rétablit en une certaine manière l'esclavage par la loi de manumission, les opinions des royalistes concordent absolument avec celles des patriotes clamant contre le péril que représentait la liberté des noirs.

« Bolivar, écrivait le royaliste furibond José Domingo Díaz, Bolivar dispose de vos propriétés avec la libération de vos esclaves ; il vous condamne à la misère en vous dépouillant de votre principale richesse et il vous prépare des maux dont il faut envisager silencieusement la perspective. » (2).

Et le général Briceño Méndez disait au Libérateur en 1828 : « Les esclaves sont perdus. Ils ne parlent que de droits et ils ont totalement oublié leurs devoirs. » Et il opinait pour le rétablissement de l'ancienne discipline afin de ne pas favoriser

---

(1) Restrepo : *Ouv. cité,* t. III, p. 19.
(2) *Recuerda de la rebelión de Caracas,* p. 317.

« la paresse, les vices et l'insubordination de cette classe sordide et brutale qui peut devenir dangereuse pour nous » (3).

V

Si jusqu'en 1824 il n'exista pour Bolivar pas d'autre nécessité primordiale que celle de l'Indépendance, la pensée qui allait prévaloir, à partir de cette date, dans l'esprit du grand homme fut celle de la réorganisation sociale. Son honnêteté que ses ennemis même n'ont jamais mise en doute, son éducation, sa race, qui l'éloignaient d'une égalité qui, pendant de longues années encore, ne serait qu'une pure abstraction, — tout contribuait à mettre le Libérateur en choc ouvert avec les faits émanés du déterminisme historique, et devait le condamner nécessairement à la plus complète impopularité.

Alors, on ne se souvint plus de sa gloire ; ses ennemis, anciens royalistes en majorité, en vinrent à discuter publiquement les grands bénéfices de l'Indépendance et les faits sanglants de 1814 furent rappelés à la mémoire du peuple sans une seule atténuation. En même temps que son prestige s'écroulait, de tous côtés les éléments réactionnaires qui devaient produire la dissolution de la Grande Colombie se regroupaient et exhibaient, peut-être malicieusement, le général Páez comme le représentant légitime du peuple vénézuélien, comme

---

(3) O'Leary : *Ouv. cité*, t. VII, p. 274.

le Chef-né des grandes majorités populaires — pour employer le jargon de nos jacobins —, comme l'homme représentatif de son peuple, comme la pure émanation du milieu social profondément transformé par la révolution.

De sa seigneurie d'Apure, il écrivait à Bolivar en 1827 : « Ici, on ne m'a même pas fait reconnaître comme commandant général, et si je suis obéi c'est beaucoup plus par habitude que pour le commandement dont je suis investi. C'est que les habitants me consultent comme protecteur de la religion et me demandent des curés et des réparations des églises ; comme avocat pour résoudre leurs procès ; comme militaire pour réclamer leur dû, soldes et grades ; comme chef pour que j'administre la justice ; comme ami pour que je les secoure dans leurs besoins ; les esclaves même qui jadis ont été émancipés et que des maîtres imprudents réclament, se plaignent à moi et n'attendent que ma décision pour rester dans l'esclavage ou s'appeler libres. » (1).

De quelle Constitution républicaine et démocratique pouvaient émaner de si amples attributions ?

Le voyageur qui compara Páez à un khan de Tartares ou à un cheick arabe était dans le vrai. Et, en le comparant à Artigas, il établit un parallèle entre les peuples de plaines qui produisirent les deux grands *caudillos* (2).

---

(1) O'Leary : *Ouv. cité*, t. II. Lettre de Páez au Libérateur, Achaguas, 31 mars 1827. En 1822, Páez avait écrit à Santander : « J'ai été un des hauts représentants accoutumés à œuvrer par eux-mêmes... j'ai commandé un corps d'armée sans autre loi que ma volonté, j'ai frappé de la monnaie et j'ai fait tout ce qu'un seigneur absolu peut faire dans ses Etats ».

(2) « Cet homme qui pouvait jouer sur les rives de l'Orénoque

A la haute structure morale de don Simon Bolivar, cette investiture demi-barbare ne pouvait s'adapter.

VI

Mais, heureusement pour le Vénézuéla, le général Páez parvint à devenir un véritable homme d'Etat. Concept que trouveront étrange ceux qui se figurent encore que la science de gouverner s'apprend dans les livres et ne se rendent pas compte des enseignement positifs de l'histoire. On naît homme de gouvernement comme on naît poète. Lorsqu'on lit sans prévention la vie de Páez, qu'on se rappelle son humble origine, son manque absolu d'instruction, le genre de guerre qu'il eut à faire et où il se détache plus comme un chef de horde ou un capitaine de bandouliers que comme un militaire dans le sens habituel du mot, son rôle dans le gouvernement régulier du pays, au milieu de ce désordre organique, de cette épouvantable anarchie créée par la guerre et accentuée par le désordre politique et administratif de la Grande Colombie, est digne des plus grandes louanges et paraîtrait un fait singulier si l'histoire ne présentait pas de nombreux exemples semblables.

Lorsque les fils de Tancrède de Hauteville envahissent l'Italie méridionale en véritables voleurs

---

le rôle d'Artigas sur celles de la Plata, resta fidèle à Bolivar dont les manières affables et généreuses l'ont gagné. »

MOLLIEN : *Voyage dans la République de Colombie*, t. II, pp. 202-207.

de grands chemins et que Robert Guiscar, le plus vaillant et le plus audacieux de tous, se conduit en véritable larron, comme dit la *Chronique d'Amatus* citée par Demolins (1), il est admirable de voir comment, après avoir établi définitivement leur domination, ils se transforment en hommes de gouvernement, font renaître le travail, développent la culture, protègent la propriété, constituent la hiérarchie sociale et substituent enfin l'ordre à l'anarchie. Ces rudes batailleurs, dit Lenormant, qui à leurs débuts ne rougissaient pas d'exercer un métier de véritables voleurs de grands chemins et étaient complètement illettrés, furent ensuite d'admirables promoteurs du progrès et des lumières. Ils favorisèrent avec amour dans leur cour et leurs Etats les arts et les sciences sans faire de distinction entre catholiques, grecs et musulmans, et se convertirent eux-mêmes en hommes cultivés, recherchant le talent, récompensant le mérite et la capacité dans tous les milieux, dans toutes les races, dans toutes les religions où ils se manifestaient. » (2).

Dans notre Amérique, l'éminent publiciste argentin Alberdi écrivait, en 1852, au sujet de son pays, dans ses célèbres *Bases de la Constitution :* « Ceux qui, auparavant, étaient repoussés avec le surnom de *caciques* sont aujourd'hui acceptés au sein de la société dont ils se sont rendus dignes en acquérant les habitudes les plus polies, les sentiments les plus civilisés. Ces chefs, jadis rudes et sauvages,

---

(1) *Les grandes routes des peuples*, t. II, p. 321.
(2) *La Grande Grèce*, t. II.

ont cultivé leur esprit et leur caractère à l'école du commandement où, souvent, les hommes inférieurs s'ennoblissent et s'illustrent. Gouverner dix ans, c'est faire un cours de politique et d'administration. »

Rien de plus juste, dit Proal, que le régime dans lequel tous les citoyens peuvent, par le mérite, le travail et le patriotisme, parvenir aux plus hautes situations. Mais il est certain que les meilleurs ministres et les meilleurs présidents n'ont pas toujours été des lettrés et encore moins des orateurs. Aux Etats-Unis on a vu ce phénomène que des anciens ouvriers sont devenus des hommes d'Etat éminents. Franklin avait été imprimeur, Lincoln, boucher, Horace Mann, laboureur, Johnson, tailleur et Grant, tanneur, comme Félix Faure. Les peuples de race latine qui aiment si passionnément l'éloquence se figurent que, seul, le don de la parole confère toutes les compétences et particulièrement le don de gouverner. D'où le nombre toujours croissant des orateurs de profession, des avocats et des professeurs qui remplissent les assemblées, bien que l'histoire de tous les peuples civilisés montre que ce sont les industriels et les commerçants, les ingénieurs, les agriculteurs, les anciens administrateurs qui, plus que les brillants orateurs, ont produit les politiques les plus avisés, les gouvernants les plus aptes ; car, en règle générale, les orateurs ne sont que des artistes dont on peut dire : *verba et voces, prætereaque nihil.* Beaucoup d'orateurs éprouvent le besoin de parler comme les chanteurs celui de chanter et les musiciens celui de jouer de leur instrument, sans prendre garde aux conséquences de leurs paroles, ni à

la précision de leurs idées, ni à l'exactitude de leurs affirmations. Virtuoses de la parole, ils aiment la tribune comme un musicien aime son violon pour le seul plaisir de lui arracher de beaux accords. Le don de la parole ne peut être considéré comme un signe inéquivoque de mérite ; il n'implique pas ce qui importe le plus en un homme de gouvernement : un jugement droit et l'expérience des hommes et des choses ; on peut très bien parler de tout, soutenir avec succès les thèses les plus contradictoires, et manquer en même temps des qualités les plus élémentaires d'un bon gouvernant (1).

Le général José Antonio Páez qui savait à peine lire en 1818 et « jusqu'à l'arrivée des Anglais dans les *llanos,* ne connaissait pas l'usage de la fourchette et du couteau tant son éducation antérieure avait été grossière et inculte », à peine eut-il commencé de fréquenter les officiers de la Légion britannique qu'il les imita dans leurs façons d'agir, leurs habitudes, leurs vêtements et se conduisit en tout comme eux autant que les coutumes de sa première éducation le lui permettaient (2). Et ce rude *llanero,* placé à la tête du mouvement séparatiste du Vénézuéla, avec les faibles éléments de culture sauvés de la guerre, et ceux, peu nombreux, qui revenaient de l'émigration, eut le talent, le patriotisme et l'élévation de caractère suffisants non pour « se soumettre à la Constitution », comme ont dit ses idolâtres, car son pouvoir fut toujours le même,

(1) Proal : *La criminalité politique.*
(2) Citation que Páez lui-même fait dans son *Autobiographie* d'un livre écrit par un officier de la Légion britannique.

mais pour favoriser par son autorité absolue l'établissement d'un gouvernement régulier qui fut, pour cette époque, le plus ordonné, le plus civilisateur et celui qui jouit du plus grand crédit dans l'Amérique récemment émancipée. Et, instinctivement, donnant ainsi les plus solides fondements à sa prépondérance politique, il parvint à être le plus riche propriétaire foncier du pays, comme s'il eût deviné ce célèbre aphorisme de John Adams, un des fondateurs des Etats-Unis, dont la vérité est prouvée jusqu'à la satiété par l'histoire de tous les peuples : « Ceux qui possèdent la terre tiennent en main les destinées des nations. » (1).

Il faut, en outre, tenir compte de ce que l'influence de Bolivar dut être puissante sur la mentalité des *caudillos*. Le respectant, l'admirant ou, plutôt, éblouis par son génie et par l'idéal grandiose de l'Indépendance, ils s'accoutumèrent de bonne heure à regarder avec une certaine considération les hommes qui leur étaient intellectuellement supérieurs. O'Leary observa ce trait caractéristique chez le général Páez : « En présence de

---

(1) Cité par Loria : *Les bases économiques de la Constitution sociale*, p. 370, où le célèbre sociologue étudie longuement les relations de la propriété avec la constitution politique des peuples. « Un fait véritablement caractéristique, dit-il, c'est que ces vérités évidentes, ignorées des économistes modernes, furent parfaitement comprises par plusieurs écrivains des siècles passés. C'est, en effet, en 1656 que l'Anglais James Harrington expose, pour la première fois, la théorie qui représente la constitution politique comme un produit des rapports économiques... « La propriété monétaire, affirma-t-il, n'a pas d'importance relativement à la constitution politique, excepté dans les villes qui n'ont point ou qui n'ont que peu de territoire. Mais la propriété foncière, suivant le mode de sa répartition, détermine l'équilibre politique et produit un gouvernement de nature analogue. » P, 367.

personnes qu'il supposait instruites, il était silencieux et même timide, il s'abstenait de prendre part aux conversations ou de faire des observations. » (1).

On ne peut dire, par conséquent, de nos *caudillos,* ce qu'Ayarragaray fait remarquer des Argentins « plus disposés à l'émeute qu'aux occupations sédentaires et techniques que réclame un gouvernement régulier ; toute initiative ou personnalisme intellectuel disparaît sous le cacique politique qui exerce un pouvoir indisputé ». L'organisation de la République du Vénézuéla en 1830 est la preuve la plus éloquente de ce que, sous l'autorité du général Páez, les hommes intellectuels de l'époque, quelles qu'eussent été leurs opinions antérieures, eurent la liberté absolue de prendre des initiatives : « Par instinct plus que par réflexion, comme l'observe très justement Gil Fortoul, il tendait à jouer le rôle de certains rois constitutionnels, préférant seulement les fonctions d'apparat, tant que ne surgissait pas quelque grand conflit national, et laissait à ses ministres la tâche quotidienne de gouverner. »

Si le progrès ne fut pas plus grand, si, dès cette époque, on ne jeta pas les bases d'un développement économique qui eût réparé, en quelques années, les ravages affreux de la guerre et préparé le pays pour l'immigration européenne, comme l'avait pensé le Libérateur, ce ne fut pas la faute du *Caudillo* qui eut toujours le mérite de laisser faire les classes dirigeantes ; la cause en est le man-

---

(1) *Ouv. cité,* t. I, p. 441.

que de vraie culture, de sens pratique et de sens historique qui caractérisa tous les hommes de ce temps, et la croyance qui, malheureusement, persiste encore dans les milieux intellectuels, que la solution de tous les problèmes sociaux, politiques et économiques consistait dans la pratique de principes abstraits que la plupart de ces hommes connaissaient par les doctrines fragmentaires des encyclopédistes et des jacobins français. Tous, *goths* et *libéraux*, cherchaient le remède de nos maux profonds dans la liberté du suffrage, dans la liberté de la presse et surtout dans l'alternance du pouvoir suprême sans s'arrêter à cette pensée que le pouvoir exercé alors par le général Páez dans la République, comme celui des *caudillos* régionaux, était intransmissible parce qu'il était essentiellement personnel ; il n'émanait d'aucune doctrine politique et d'aucun principe constitutionnel, parce que ses racines s'enfonçaient dans les instincts politiques les plus profonds de nos masses colonisatrices, engendrés par l'hérédité et par le milieu et amalgamés dans le creuset brûlant de la Révolution.

LES

PRINCIPES CONSTITUTIONNELS DU LIBÉRATEUR

La loi bolivarienne [1]

I

L'éminent professeur de Droit constitutionnel a été très intéressant, comme toujours, dans sa conférence de jeudi dernier. Il était impossible que celui qui a écrit l'*Histoire constitutionnelle du Vénézuéla* réduisît son enseignement à un simple commentaire de principes généraux et abstraits sur lesquels existe une bibliographie aussi étendue que connue. Comme sociologue, le docteur Gil Fortoul sait que les constitutions ne sont pas des œuvres artificielles, qu'elles se font elles-mêmes parce qu'elles ne sont

(1) Cette étude fut inspirée à l'auteur par une conférence faite à l'École des Sciences politiques de Caracas par le docteur José Gil Fortoul, professeur de Droit constitutionnel, et fut publiée en grande partie dans le *Nuevo Diario*, 27 octobre 1917.

que des expressions de l'instinct politique de chaque peuple à un moment donné de son évolution ; et que, par-dessus les préceptes écrits, existe un droit coutumier qui s'impose fatalement en dépit des idéologues fabricants de constitutions, définitivement condamnés par la science positive.

Avec de telles convictions, il était naturel que M. Gil Fortoul commençât par commenter l'unique constitutionnaliste, l'unique homme d'Etat original et génial qu'ait produit l'Amérique espagnole : le Libérateur Simon Bolivar. Emancipé des préjugés de son époque, alors que les disciples de Rousseau et de Mably croyaient « qu'on fait un peuple comme on fabrique une serrure », et que « les sociétés sont dans les mains du législateur comme l'argile dans celles du potier », Bolivar révéla, dès son célèbre manifeste de Carthagène-des-Indes en 1812, le plus profond dédain pour ces législateurs qui « au lieu de consulter les codes qui pourraient leur enseigner la science pratique du gouvernement, suivaient les maximes des bons visionnaires qui, imaginant des républiques aériennes, essayaient d'atteindre la perfection politique en présupposant la perfectibilité du genre humain ». Son intuition géniale lui fit voir, dès lors, « que l'excellence d'un gouvernement ne consiste pas dans sa théorie, ni dans son mécanisme, mais dans le fait qu'il est approprié à la nature et au caractère de la nation pour laquelle il est institué. Le système de gouvernement le plus parfait est celui qui produit la plus grande somme de félicité possible, la plus grande somme de sécurité sociale et la plus grande somme de stabilité politique ». Et il ne parlait pas de *caractère national,* concept presque complètement

inconnu alors; ç'eût été seulement faire une phrase. Lorsque, à Angostura, il recommandait aux législateurs d'étudier la conception ethnique de notre peuple, il opinait, comme l'a très bien montré le docteur Gil Fortoul, exactement comme pourrait le faire aujourd'hui l'un des grands sociologues qui considèrent les lois de l'hérédité comme un facteur de la plus grande importance dans la constitution et le développement des sociétés et, par conséquent, dans les instincts politiques qui servent de base aux institutions effectives.

S'il est vrai que ce fut Aristote qui, le premier, considéra le gouvernement comme « une œuvre de la nature, ou comme la résultante de l'accroissement naturel de la société », cette idée avait été complèment oubliée ; et c'est maintenant, dans ces derniers temps, après tout un siècle de sophismes inspirés de la théorie si funestement interprétée du Contrat social, que l'opinion d'Aristote a, de nouveau, prévalu en une base scientifique positive. C'est pourquoi il admire la précision avec laquelle le Libérateur, au début du XIX[e] siècle, a parlé de l'influence que nécessairement devaient avoir, sur la Constitution du Vénézuéla, la race, le climat, le milieu physique et tellurien, la situation géographique, l'étendue territoriale, le genre de vie et, comme compléments de ces facteurs primordiaux, la religion, les inclinations (instincts et tendances), la densité de la population, les coutumes, et tous les traits spéciaux qui agissent d'une manière en quelque sorte automatique sur l'existence et le destin des nations.

Lorsque nos sophistes — qui, malheureusement, ont abondé à toutes les époques de l'existence

nationale — acceptant la théorie de l'homme abstrait croyaient qu'en brisant les liens politiques avec l'Espagne, on brisait aussi les liens psychologiques héréditaires et qu'en décrétant l'égalité politique et civile on détruisait les préjugés de caste, fondement séculaire de la hiérarchie coloniale, le Libérateur conseillait aux constituants d'Angostura d'avoir présent à l'esprit que « notre peuple n'est pas l'Européen ni l'Américain du Nord, que c'est plutôt un composé d'Afrique et d'Amérique qu'une émanation de l'Europe, car l'Espagne même cesse d'être européenne par son sang africain, par ses institutions et par son caractère. » (Ce n'est que de nombreuses années après qu'on a dit que l'Afrique commence aux Pyrénées et que de grands penseurs comme Joaquin Costa ont parlé de l'européanisation de l'Espagne). Comment pouvions-nous rompre avec ce passé au sein duquel avait été engendrée notre nationalité naissante ? Ces idées de Bolivar paraissent avoir inspiré quelques écrivains modernes, Crane et Moses entre autres, lorsqu'ils formulent la théorie de l'influence héréditaire sur la forme des institutions politiques: « La longue soumission d'un peuple à un ordre politique déterminé, quel qu'il soit, engendre des coutumes et une manière d'agir qui devient une espèce d'instinct politique lequel contribue puissamment à déterminer la forme des institutions et la direction des progrès politiques. » C'est pourquoi le Libérateur demandait qu'on dictât « un code de lois vénézuéliennes ». Nous l'attendons encore, affirme le docteur Gil Fortoul. Et ce retard s'explique parce que nos constitutionnalistes n'ont été à toutes les époques que des copistes, avec plus

ou moins de talent, qui, manquant de sens pratique et de sens historique, n'ont fait au Vénézuéla, comme dans toute l'Amérique, du Mexique à l'Argentine, que jouer le rôle du gardien d'hôpital de fous dont parle Bolivar dans cet admirable apologue: « Je considère le Nouveau-Monde, disait-il en 1828, comme un hémisphère qui est devenu fou, dont les habitants sont attaqués de frénésie et au milieu duquel, pour contenir cette flottaison de délires, on met un gardien avec un livre à la main pour leur faire entendre leur devoir. »

II

En aucun des éléments qui composaient notre société politique, Bolivar ne trouvait les instincts qui auraient pu induire consciemment les législateurs à adopter certains principes républicains qui jusqu'alors — à l'exception des Etats-Unis — étaient purement théoriques. Pour cette raison, il voulut dès les premiers moments que fût établi un gouvernement stable afin qu'il y eût « le moins de frottement possible entre la volonté générale et le pouvoir légitime ». D'où, comme une nécessité impérieuse, l'institution du président « bolivarien » qui a été réalisée dans l'Amérique espagnole en dépit de toutes les Constitutions qui ont établi le principe contraire; car, conformément aux lois du déterminisme sociologique, ni dans l'Espagnol, ni dans l'indigène, quel que fût son degré de civilisation à l'arrivée des conquistadors, ni dans l'Africain ne se trouvaient les instincts politiques qui déterminent l'alternance du pouvoir suprême.

Le principe bolivarien a été, dans toute l'Amérique espagnole, un canon invariable de la Constitution effective. Le président « bolivarien » s'est imposé malgré les idéologues dont l'œuvre a toujours été funeste pour la tranquillité, la prospérité et l'évolution nationaliste et civilisée de ces peuples. C'est pour cela que l'Argentin Alberti disait, peu après la chute de Rosas: « Dans l'Amérique du Sud, on rencontre le talent à chaque pas ; ce qu'on y rencontre le moins est ce qu'on appelle improprement *sens commun,* bon sens ou jugement droit. Il n'est pas paradoxal de soutenir que le talent a désorganisé la République Argentine. La présomption de nos demi-savants a occasionné plus de maux au pays que le manque d'instruction de nos *caudillos*... Le simple bon sens de nos hommes pratiques est une meilleure règle de gouvernement que les pédantesques réminiscences de la Grèce et de Rome. Il faut fuir les gouvernants qui décrètent beaucoup, comme les médecins qui prodiguent les recettes. La meilleure administration, comme la meilleure médecine, est celle qui laisse opérer la nature. Il convient de distinguer les talents d'après leurs spécialités et leurs aptitudes lorsqu'il s'agit de leur confier des emplois publics. Un homme qui a beaucoup de talent pour écrire des feuilletons peut n'en avoir aucun pour administrer les affaires de l'Etat. Comprendre et exposer par la parole ou le style une théorie de gouvernement n'est pas une attribution de l'écrivain de talent. Gouverner d'après cette théorie est, communément, un don instinctif qui peut exister, et existe souvent, chez des hommes sans instruction spéciale ».

Les idéologues de toute l'Amérique, préconisant la panacée des Constitutions écrites, ont contrarié l'œuvre de la nature ; et considérant comme un crime de lèse-démocratie tout ce qui ne s'accorde pas avec les dogmes abstraits des jacobins théoriciens du droit politique, ils nous ont éloigné pour longtemps de la possibilité d'accorder les préceptes écrits avec les réalités de gouvernement, en établissant cette constante et fatale disparité entre la loi et le fait, entre la théorie et la réalité, entre la forme importée de l'étranger et les modalités pratiques de notre droit politique coutumier, en un mot entre la Constitution écrite et la Constitution effective.

Au Vénézuéla, comme dans toute l'Amérique espagnole, la Loi bolivarienne traduite en préceptes est la seule qui aurait pu assurer la stabilité politique, le développement social et économique et la consolidation du sentiment national, si les idéologues ne lui avaient opposé systématiquement les principes anarchiques qui ont légitimé en une certaine manière les ambitions des uns, les impulsions désordonnées des autres et fourni des drapeaux aux révolutions. Pourtant, cette loi, comme nous l'avons dit, s'est accomplie dans presque tous ces pays et, à l'exemple du Mexique sous Porfirio Diaz signalé par le docteur Gil Fortoul, nous pouvons ajouter celui de la République Argentine où, après la chute de Rosas, continua de prédominer, pendant de longues années, le régime que les écrivains de ce pays appellent la « caudillocratie », jusqu'au général Julio Roca considéré à cause de ses conditions d'homme d'Etat en un milieu profondément modifié par le développement économique

et l'immigration européenne, comme une superstructure du *caudillo* primitif; « durant trente ans il fut le grand pontife de la politique nationale, établissant ce qu'on pourrait appeler l'unipersonnalisme présidentiel et qui, dans le langage courant, reçut le nom d'*unicato* » et mettant en pratique la Loi bolivarienne au point de nommer son successeur, en faisant toujours triompher le candidat officiel ; c'est ce que les Argentins ont dénommé *postérités présidentielles*. Cette méthode — dit l'écrivain à qui nous empruntons ces détails — a pour but la consolidation de l'unipersonnalisme pour un temps indéterminé.

En Colombie, dont la constitution géographique n'a pas été propice au caudillisme (1) et où le germe théocratique du conquistador espagnol fructifia et se perpétua en se mêlant à la théocratie indigène qu'avait engendrée la montagne, l'anarchie établie en système par les fédéralistes de Rio Negro, les plus idéalistes de toute l'Amérique, ne fut arrêtée dans son œuvre de désagrégation que lorsque la

---

(1) Le postulat qu'en Amérique espagnole le caudillisme surgit entre les pieds des chevaux est un axiome de sociologie basé sur l'influence du milieu géographique : « L'influence du cheval a été telle que dans les pays où il ne se trouve pas en abondance, comme la Bolivie et l'Equateur (et la Nouvelle-Grenade) les tribus d'Indiens conservent leur caractère séculaire. » SARMIENTO : *Conflicto y armonía de las razas de América*. Acevedo DIAZ : *Los Nuestros*. Où il y a des chevaux et des plaines, il y eut des caudillos. C'est pourquoi nous avons affirmé que si les plaines de Casanare avaient compris les trois quarts du territoire de la Colombie actuelle et si Bogotá avait été, comme Buenos Aires et Caracas, accessible à l'invasion des hordes de *gauchos* et de *llaneros*, l'évolution de ce pays aurait été toute différente; et au lieu du général Santander, homme lettré, qui avait abandonné la carrière sacerdotale pour entrer dans l'armée patriote, un autre Páez aurait été l'homme le plus représentatif de la Nouvelle-Grenade au moment de la dislocation de la Grande Colombie.

Loi bolivarienne fut mise en pratique par l'éminent Rafaël Núñez, politique spencerien, qui, comme Julio Roca, tint, pendant de longues années, le rôle de grand pontife de la politique nationale et, quoique éloigné, en apparence, de la présidence de la République, dirigeait le gouvernement de sa retraite de Cabrero.

Devant la désagrégation localiste, devant le « paroissialisme » anarchique sanctionné par la Constitution de Rio Negro qui, au bout de vingt-sept ans, avait presque dissout l'organisme national, un politique positiviste comme Núñez vit clairement que l'unique tête visible de l'unité colombienne était alors l'archevêque de Bogotá parce que là où n'arrivaient pas les ordres du gouvernement national parvenaient ceux du prélat ; et, ne croyant pas ou croyant peu à l'influence divine, il crut aveuglément à celle de l'Eglise catholique et il s'allia à elle pour rétablir dans sa patrie la stabilité politique et la tranquillité sociale en s'appuyant sur l'immense majorité du peuple composé d'Indiens et de métis sédentaires. Et alors on vit avec quelle force se perpétuent les instincts politiques des peuples déterminant la forme effective et pratique de leurs institutions. Les Conquistadors espagnols trouvèrent la race indigène qui habitait la plus grande partie du territoire de l'actuelle République de Colombie, dans une étape avancée de développement social; ce peuple déjà sédentaire et agricole, possédait toutes les coutumes qu'engendre la montagne, il était soumis à un gouvernement régulier dans lequel le Zaque, chef séculier de Cundinamarca partageait le pouvoir avec le Grand-Prêtre d'Iraca, nommé Lama, et, à tra-

vers toutes les modifications imposées par le régime colonial et toutes les illusoires influences du républicanisme et du jacobinisme qu'apporta avec elle la révolution de l'Indépendance, c'est l'union du chef séculier et du chef sacerdotal, du Zaque et du Lama, représentés en plein XIX[e] siècle par le docteur Núñez et l'archevêque Paúl, qui vient reconstituer l'organisme de la Nation, dominer l'anarchie, établir l'ordre et s'imposer par-dessus toutes les idéologies constitutionnalistes. Et il n'y a pas eu dans notre Amérique un seul gouvernant ni un seul *caudillo* qui ait été l'objet de dithyrambes plus exagérés, « ses amis poussèrent la passion jusqu'à le déifier : « *Núñez est comme Dieu, il crée tout,* chantait un barde », et le docteur Miguel Antonio Caro, « la plus haute vertu et l'homme le plus cultivé de Colombie, proclama l'infaillibilité absolue de Núñez en affirmant qu'il ne s'était jamais trompé » (1), ce qui démontre combien les instincts théocratiques du peuple colombien influent même sur les esprits les plus élevés.

En Uruguay, au Paraguay, à l'Equateur, dans toutes ou presque toutes les Républiques hispano-américaines, l'ordre social, la stabilité du gouvernement, le progrès et la prospérité économique n'ont été effectifs que lorsque, pendant de longues années, le pouvoir a été entre les mains d'un homme prestigieux, conscient des nécessités de son peuple, fondant la paix sur l'assentiment général et soutenu par la volonté de la majorité en dépit

---

(1) Carlos E. RESTREPO : *Orientación republicana.*

du principe alternatif (1). Et ce fait historique a été plus clair et plus précis dans les Républiques où les masses populaires sont parvenues à avoir, depuis la guerre de l'Emancipation, une ingérence absolue dans les affaires publiques par l'intermédiaire de leurs hommes représentatifs, car dans ces pays ce ne sont pas, comme dans les autres, des oligarchies, influencées par les idées importées, qui représentent l'instinct politique des peuples.

Au Pérou, le général Ramón Castilla, que F. García Calderón compare à Páez, surgi, comme notre grand *caudillo,* des immenses plaines, nomade et chef de légions, qui, plus qu'à son hérédité indigène et asturienne, dut au milieu où il passa sa jeunesse la résistance et l'astuce qui l'élevèrent au-dessus de tous les *caudillos* provinciaux, fut, durant vingt ans, « l'énergique directeur de la vie nationale » malgré tous ceux qui, prenant pour prétexte la Constitution bolivarienne, protestèrent contre le héros vénézuélien auquel ils devaient l'indépendance. Sans grande culture, il paraissait instruit à force d'être astucieux. Il connaissait par intuition la valeur des hommes et la manière de les gouverner, il possédait au plus haut degré le don du commandement. Simple dans ses idées, conservateur dans l'ordre politique, il respectait le principe d'autorité. Comme Bolivar et San Martin, il haïssait l'anarchie et, au milieu du tumulte révolutionnaire, il comprit la nécessité d'établir un gouvernement fort. Après vingt ans de révoltes intes-

(1) Cf. l'œuvre remarquable de Francisco García Calderon : *Les Démocraties latines de l'Amérique* où, avec un critère sociologique, se trouve synthétisée l'évolution de ces démocraties.

tines, le gouvernement du général Castilla marque, pour le Pérou, le commencement d'une nouvelle période de stabilité administrative dans laquelle le commerce se développe, les rentes publiques s'accroissent, le crédit se consolide et, enfin, la vie économique du pays se transforme.

Le gouvernement du général Castilla, dit F. García Calderón que nous résumons, finit pacifiquement : de 1844 à 1860, il dirigea d'une main de fer la politique nationale; personne avant lui n'avait donné au pays une pareille continuité. Comme García Moreno à l'Equateur et Portales au Chili, le général Castilla affermit la paix, stimule la richesse, protège l'instruction, crée une marine et impose au pays une nouvelle Constitution. Son action n'est pas seulement politique, elle est aussi sociale : en libérant les esclaves et les Indiens, il prépare la future démocratie. Les journaux de l'époque condamnèrent son absolutisme : « La formule du général est : *l'Etat, c'est moi,* écrivait José Casimiro Ulloa en 1852. Castilla fut, durant quinze ans, conclut F. García Calderón, le *dictateur nécessaire* dans une République instable » (1).

Au Chili, qu'on a considéré comme une exception en Amérique, se sont accomplies, comme l'a remarqué le docteur Gil Fortoul, les prophéties du Libérateur dans sa lettre de la Jamaïque. Mais le Chili est une République aristocratique où la masse véritable du peuple, le *roto,* vit « comme ont vécu ses pères depuis les temps immémoriaux de la Colonie, dans l'état de fermier ou d'ouvrier agri-

(1) *Ouv. cité*, p. 96.

cole, c'est-à-dire dans une soumission politique, sociale et économique absolue », tandis qu'une centaine de familles patriciennes exerce, de père en fils, d'une manière exclusive, les fonctions du gouvernement. Le Chili a mérité les louanges du monde entier pour sa sagesse au milieu du désordre où a vécu l'Amérique. « Mais entre la fumée de l'encens que les initiés prodiguent à l'Isis chilienne, a dit un grand écrivain, on croit deviner que le manteau républicain, démocratique et américain, enveloppe le corps toujours accroupi de la colonie, qui s'est arrêté en pleine transformation et s'est contenté de se couvrir d'habits royaux sans changer ses vêtements de dessous ». De sorte que chez le peuple modèle de notre Amérique, la Constitution écrite se trouve aussi très éloignée de la Constitution effective et pratique, et le temps dira ce qui devra arriver le jour où la démocratie, que Tocqueville saluait avec un religieux recueillement parce qu'elle marche triomphalement vers l'avenir, s'implantera aussi au Chili et secouera l'âme rudimentaire du *roto* de son assoupissement colonial. Malgré cette organisation aristocratique, le Chili eut aussi son « homme système », son président « bolivarien » en la personne de l'illustre Portales. « Dans l'histoire de nos administrations, dit un historien chilien, il y a un homme qui porte le titre de *ministre* par excellence : cet homme est Portales. Comme si l'autorité avait été faite pour lui ou s'il était né pour l'autorité, il lui suffit de l'exercer pour que ses contemporains et les générations postérieures le considérassent comme l'incarnation même du pouvoir... Ce ne fut pas un homme instruit, dans le sens propre du mot, et son éducation scolaire

avait été sommaire... Il ne s'exerça pas à la tribune... Il fut avant tout un grand caractère: c'est pourquoi il y avait en lui un sentiment puissant de la justice et une volonté inébranlable toujours prête aux résolutions ardues. Cela lui suffisait pour dominer beaucoup d'autres volontés. Il connaissait peu les livres, mais il connaissait admirablement les hommes. » (1).

Ces traits ne peuvent-ils être appliqués à beaucoup de ces hommes qui ont dominé et dominent encore dans quelques-unes des Républiques hispano-américaines et qui, par la seule vertu de leur caractère, établissent la paix, l'ordre, le crédit, le progrès et tout ce qui constitue « la plus grande somme de tranquillité sociale et la plus grande somme de stabilité politique » que les philosophes du constitutionnalisme ont cherchées vainement dans leurs canons fondamentaux ?

III

Les hommes qui, comme Bolivar, possédèrent l'ampleur de critère suffisante pour rompre avec les dogmes et chercher non la meilleure Constitution mais celle qui convenait le mieux à des peuples inorganiques récemment émancipés d'une longue tutelle monarchique, devaient se heurter à ceux qui, au contraire, croyaient « qu'il suffit de décréter pour créer », et qui, prenant au sérieux le rôle de représentants de peuples qui ne soupçon-

---

(1) Cité par QUESADA : *Ouv. cité*, p. 318.

naient même pas l'existence de leurs législateurs comme cela se produisit avec ceux de Rosario de Cúcuta, s'adonnèrent à la tâche de fabriquer une Constitution quand le territoire de la République était encore presque tout entier au pouvoir de ses anciens maîtres.

La démonstration la plus évidente de l'idéologie, du manque absolu de sens pratique et de sens historique qui caractérisent la majorité des législateurs de l'Amérique, se trouve dans l'entêtement qu'ils mirent non seulement à établir un système compliqué comme celui de la république représentative au milieu de la guerre qui est la négation de tous les droits, mais encore, comme beaucoup le firent, à prétendre implanter le système fédéraliste qui, alors, ne pouvait être autre chose que la sanction légale de l'anarchie paroissiale et « caudillesque », autorisant l'insubordination et la désobéissance à l'unique pouvoir nécessaire et efficace en ces moments où la fin primordiale était de vaincre les ennemis et de conquérir l'indépendance par tous les moyens possibles : ce pouvoir unique, personnel, despotique comme tout pouvoir militaire en temps de guerre était incarné, pour la Colombie, en Bolivar. Le reste n'était que chimères et nuisait à cette cause de l'indépendance.

« La société guerrière idéale est celle qui agit le plus aisément comme un seul homme, celle par suite dans laquelle les ordres, vivement conçus par un centre cérébral unique, sont rapidement transmis jusqu'aux extrémités du corps social et immédiatement exécutés. L'autorité militaire, pliant tout aux nécessités du combat et subordonnant les besoins des civils à ceux des combattants est néces-

sairement une, comme ses règlements uniformes. En un mot, tandis qu'une société industrielle se prête à la décentralisation des fonctions sociales, une société militaire est rigoureusement centralisée. » (1).

On avait besoin, alors, d'*unités égales* dirigées par un chef unique et non d'*organismes indépendants* pouvant marcher d'eux-mêmes.

Quoique, en 1821, la cause royaliste fût perdue dans l'opinion publique car on sait bien que non seulement les Américains qui avaient combattu avec tant de ténacité et d'héroïsme contre l'Indépendance, mais aussi les propres troupes métropolitaines abandonnaient cette cause ; et quoique le triomphe de la Patrie apparût comme certain sur tout le territoire de la Colombie, la vérité est que l'Indépendance ne pourrait être consolidée que lorsque, sur toute l'étendue du continent, il ne resterait plus un seul corps d'armée royaliste, comme le Libérateur s'en rendit compte dans sa campagne du Pérou où il alla non pas seulement poussé par l'ambition de la gloire, mais aussi pour assurer l'existence de la Grande République qui était son œuvre et son piédestal. Le nécessaire, pour atteindre cet objet, n'était pas une Constitution qui, dès sa naissance, devait forcément mourir d'asphyxie dans cette atmosphère incandescente, ni une assemblée délibérante, mais une armée aguerrie, ayant à son service la société entière, dominée par une seule volonté, fanatisée par la gloire et le prestige indiscutable et indiscuté d'un homme supérieur

---

(1) C. Bouglé : *Ouv. cité*, p. 228.

qui, par la puissance de son génie, avait conduit la révolution par des routes insoupçonnées des gens médiocres.

D'autre part, nul ne peut nier qu'après que le dernier soldat royaliste eût disparu du continent, l'Amérique espagnole resta encore en état de guerre. L'autorité de la métropole étant anéantie, la lutte civile continuait et continuerait pendant de longues années à l'impulsion des mêmes haines traditionnelles exaspérées par la guerre, sous une dénomination quelconque, se couvrant de n'importe quel drapeau, mais perpétuant l'anarchie qui rendait nécessaire la prépondérance du pouvoir personnel, l'existence du Gendarme Nécessaire.

« Une loi rigide, précise, concise, voilà le premier besoin du genre humain ; voilà ce qui lui est avant et par-dessus tout nécessaire pour former un noyau d'habitudes, de coutumes, d'idées. Tous les actes de la vie doivent être soumis à une règle unique, en vue d'un but unique. Si ce régime interdit la liberté de penser, ce n'est pas un mal; ou plutôt, bien que ce soit un mal, c'est la base indispensable d'un grand bien: c'est ce qui forme le substratum de la civilisation et ce qui devient la fibre encore tendre de l'homme primitif.

« Les siècles de monotonie, d'égalité, de servitude, ont eu leur utilité : ils ont formé l'homme pour les siècles où il devait être libre, indépendant, original.

« Cette nécessité historique qui s'est développée dans le temps et que Bagehot a magistralement décrite nous la voyons encore aujourd'hui en pleine action. »

Et l'illustre sociologue italien qui formula ses

théories quand la paix régnait dans le monde civilisé et que les idéologues du pacifisme croyaient qu'elle serait éternelle, les aurait vues pleinement confirmées dans la grande guerre qui vient de flageller le genre humain et de jeter à terre toutes les vaines illusions, survivances du rationalisme.

« Aujourd'hui encore, écrivait Sighele en 1897, dans la guerre qui, malgré ses transformations, est encore le résidu atavique de l'époque primitive le plus grand et le plus naturel, nous conservons la tactique ancienne, c'est-à-dire l'obéissance aveugle de tous à un seul, pour atteindre au but unique et suprême : la victoire. Nous sentons et nous savons que si la discipline n'était pas de fer, que si le commandement n'était pas absolu comme l'obéissance, le but ne serait pas atteint. Dans cet ordre d'idées, il est remarquable que tout le monde reconnaît la nécessité, pour l'heureuse issue d'une guerre, d'un chef unique. Une pluralité d'esprits délibérant ne peut que porter préjudice, justement parce que l'unisson disparaît, et que l'uniformité nécessaire à un agrégat d'hommes, qui doivent concorder comme un seul homme pour tâcher à atteindre un but donné, s'évanouit.

« Macaulay disait avec raison que souvent une armée a été heureuse sous les ordres d'un capitaine incapable, mais que jamais une armée n'a remporté la victoire sous la direction d'une assemblée délibérante: ce monstre à mille têtes produit toujours des effets désastreux. » (1).

---

(1) Scipio Sighele : *Psychologie des sectes*, pp. 89-90.

IV

Tout cela fait encore mieux ressortir la prétention de ceux qui, au nom de certains dogmes abstraits, voulurent mettre des entraves au pouvoir discrétionnaire de Bolivar. Aveuglés par les théories, ils ne considéraient en rien le milieu ni le moment où ils prétendaient légiférer et gouverner; et presque toujours, de bonne foi, ils travaillaient à restreindre le pouvoir unique, personnel, absorbant, centralisateur et despotique imposé par les circonstances et par la suprême nécessité de vaincre. Lorsque Bolivar demandait l'unité, non seulement les idéologues rédigeaient une Déclaration des Droits, mais encore ils réclamaient la fédération qui n'était, en définitive, que l'émiettement communiste du « paroissialisme » étroit et misérable qui servait de fondement au régime colonial. Ils prétendaient être des révolutionnaires, des réformateurs avancés et ils n'étaient que des traditionnalistes. Rappelons ce que le général Morillo écrivait, de Bogotá, au gouvernement espagnol, le 3 août 1816 : « Ce vice-royaume avait un gouvernement insurgé *central,* constitué par la force et arrosé du sang d'un peuple candide et opposé au système de centralisation que, par la main du caraïbe Bolivar, les jacobins établissent par force. » (1). C'est ce qui explique pourquoi le mot *fédération* fut si populaire dans toute l'Amérique. Les peuples ne pouvaient comprendre la théorie, la doctrine, le système; le mécanisme fédéral, non

---

(1) Rodriguez Villa : *Ouv. cité*, t. III, p. 181.

dans le sens d'union, d'alliance, d'intégration, mais dans celui de séparation, antagonisme, communisme, rivalité de clocher, correspondait parfaitement à la manière traditionnelle et unique de vivre, au sentiment paroissial, à l'amour profond pour le morceau de terre natale, unique patrie qu'ils pouvaient concevoir alors, car les autres, les grandes, celles qui devaient surgir du sein ardent de la guerre où les héros étaient en train de forger l'élément primordial de la nationalité, qu'est l'Histoire (1) ; celles qui n'étaient encore qu'une simple abstraction, une conception vague et imprécise, d'autant plus difficiles à comprendre et à aimer qu'elles étaient plus étendues, ces républiques qui, à la fin de la guerre contre l'Espagne, n'existaient encore que comme des fictions officielles, des organismes encore inconnexes, ne pouvaient éveiller aucun sentiment précis, aucune émotion concrète dans l'âme de peuples primitifs.

Dans cette lutte de Bolivar contre les constitutionnalistes et les fédéralistes se trouvent précisément définis les deux mouvements, les deux tendances, les deux termes de l'évolution qu'ont fatalement suivie tous les organismes : désintégration et intégration. Intégration des cellules jusqu'à arriver, par étapes successives, à constituer l'organisme animal dont la plus parfaite représentation est l'homme ; et intégration de races, de peuples et de classes jusqu'à arriver, par une évolution analogue, à la constitution d'organismes sociaux supérieurs ou

---

(1) « La Patrie est, avant tout, l'histoire de la Patrie. » (E. Faguet).

de super-organismes que sont les nationalités actuelles. Le mouvement de désintégration, première étape des nations hispano-américaines lorsqu'elles brisèrent leurs liens avec la métropole et dont le mouvement fut exactement semblable à celui qui se réalisa dans toute l'Europe à l'écroulement de l'Empire romain, fut baptisé du nom de Fédération ; et jugeant avec une inconcevable légèreté des phénomènes aussi compliqués que ceux qui engendrent la formation des sociétés, la majorité de nos historiens ont attribué cette tendance — si logique, si spontanée, si bien ajustée aux lois de la biologie sociale qu'on peut la qualifier de purement instinctive — à l'influence des principes adoptés par la Constitution des Etats-Unis, au simple esprit d'imitation du système adopté par les anciennes colonies anglaises qui se trouvaient alors dans le même travail d'intégration que les nôtres, travail qui, au bout de cent ans, n'est pas encore achevé pour elles.

Il est véritablement surprenant de constater que le système fédéral, considéré par Bolivar lui-même comme le summum de la perfectibilité politique, comme la conception la plus élevée à laquelle soient parvenus les apôtres de la démocratie, ait coïncidé avec les tendances instinctives de peuples primitifs sans autre idée collective que celle du clan ou de la tribu dont ils n'étaient séparés que par quelques générations et dont les classes supérieures ne possédaient d'autres traditions que celles du municipe castillan avec presque toutes les prérogatives d'autonomie et d'indépendance dont les municipalités jouissaient en Espagne avant le régime centralisateur et despotique introduit par les rois de la Maison d'Autriche.

L'œuvre des constituants de Cucutá devait être éphémère parce qu'elle était fatalement contradictoire. Ils ne se bornèrent pas à décréter l'union des trois pays qui allaient constituer la Grande République colombienne, la seule chose rationnelle à ce moment, mais, se considérant, d'après la théorie du système représentatif qui les inspirait, comme les délégués légitimes de la volonté et des droits de peuples qui ne connaissaient même pas l'existence de cette Assemblée, ils crurent qu'ils ne rempliraient pas leur mission, s'ils ne rédigeaient pas une Constitution. Et, comme les révolutionnaires français qui leur servaient de modèles, leur œuvre eut le même caractère de « hâte fébrile, d'improvisation, de contradiction, de violence et de débilité, voulant à la fois légiférer rationnellement pour l'avenir, pour la paix et légiférer empiriquement pour le présent, pour la guerre. » (1). Ces deux desseins se mêlèrent dans les esprits et dans la réalité; aussi, il n'y eut ni unité de plan, ni continuité de méthode, ni succession logique dans les prétendues modifications de l'édifice social. Quel que fût le système adopté, ils devaient tomber nécessairement dans la même contradiction. Mais si la fédération, sanctionnant la tradition coloniale, anarchique et dissolvante, contrariait et annulait l'action du pouvoir centralisateur et unique imposé non seulement par les nécessités de la lutte, mais aussi par la nécessité d'intégrer les éléments qui devaient constituer la nationalité en convertissant

(1) Aulard : *Histoire politique de la Révolution française* avertissement, p. VII.

une simple fiction officielle en une réalité tangible, — le système centralisateur, prétendant uniformiser ces peuples en les soumettant à la domination impersonnelle de la loi, d'une loi qui n'était, en aucune manière, l'expression concrète de ses instincts politiques ni des impérieuses nécessités du moment, devait être forcément dupé et abâtardi à chaque instant et ne laisser debout, comme on le vit clairement à la révolution de Páez, en 1826, que la suprême volonté du *Caudillo,* du Chef Unique qui imposait, avec raison, la soumission absolue et l'obéissance aveugle.

Ceux qui critiquèrent le Libérateur, ceux qui, dans leur aveuglement, en arrivèrent à le qualifier de despote, d'autocrate, de tyran et attentèrent contre sa vie en croyant réaliser un acte de justice et d'amour de la liberté, sont condamnés par l'histoire et, en outre, la science même les classe parmi les êtres pernicieux pour la société, lesquels « avec des paroles enflammées, des discours et des écrits incendiaires, échauffant les esprits et créant une atmosphère d'électricité, produisent des explosions d'émotivité, de suggestions et d'impulsions criminelles » (1).

Empoisonnés par ce débordement de sophismes et d'utopies que déchaîna sur le monde la Révolution française, ils ne se rendaient pas compte qu'en provoquant la désobéissance et la rébellion contre l'unique autorité possible à ce moment, ils retardaient l'évolution logique qu'ont suivie tous les peuples et à laquelle ne pouvaient se soustraire les

(1) Proal : *La criminalité politique.*

Hispano-Américains, en allant de la désagrégation à l'unité pour se constituer en véritables nationalités sous l'autorité du César qu'engendre l'anarchie. Henri Mazel a défini ainsi ce principe que l'histoire a prouvé mainte fois : « L'absolutisme a fondu le moule des nationalités actuelles en unifiant leur administration économique, civile et militaire. » (1).

V

Le génie pénétrant du Libérateur essaya, dans sa Constitution bolivarienne et par une *monarchie sans couronne*, de soumettre à une loi, de systématiser un fait rigoureusement scientifique, nécessaire et fatal comme tout phénomène sociologique, en instituant un président à vie avec faculté d'élire son successeur. L'histoire de toutes les nations hispano-américaines dans cent ans de turbulences et d'autocraties est la preuve la plus éloquente de l'accomplissement de cette loi par-dessus tous les préceptes contraires écrits dans les Constitutions et en dépit d'eux. Depuis l'Argentine jusqu'à Mexico, nul peuple d'Amérique ne s'est soustrait à cette Loi bolivarienne. Depuis Rosas, sous le despotisme sanguinaire de qui s'unifia la grande République de la Plata jusqu'à Porfirio Diaz qui donna à sa patrie les années de plus grand bien-être et de plus grand progrès effectif de son histoire, toutes nos démocraties ne sont parvenues à se délivrer de l'anarchie que sous l'autorité d'un

(1) *La Synergie sociale.*

homme représentatif, capable d'imposer sa volonté, de dominer tous les égoïsmes rivaux et d'être, enfin, comme le dit García Calderón du général Castilla *le dictateur nécessaire* chez des peuples qui évoluent vers la consolidation de leur individualité nationale.

On sait, d'ailleurs, qu'aucun système de gouvernement, aucune Constitution ne peuvent être permanents et immuables. Tous sont transitoires, changeants comme la société même soumise comme tout organisme aux lois de l'évolution. Un investigateur aussi sérieux et juste que Maine, a démontré que beaucoup de choses que l'on considère, dans le système démocratique, comme certaines et définitivement établies n'ont que le caractère d'une expérience et d'un essai.

Le caudillisme désagrégeant et anarchique qui surgit avec la guerre de l'Indépendance et que Bolivar domina et utilisa en faveur de l'Emancipation de l'Amérique espagnole, établissant dès lors au Vénézuéla ce que les sociologues ont appelé *solidarité mécanique* par l'engrenage et la subordination des petits *caudillos* autour du *caudillo* central représentant de l'unité nationale, et fondée sur le compromis individuel, sur la loyauté d'homme à homme, ne se transforme que très lentement en *solidarité* organique lorsque le développement de tous les facteurs qui constituent le progrès moderne, impose à l'organisme national de nouvelles conditions d'existence et, par conséquent, de nouvelles formes de droit politique.

Ceux qui ont qualifié d'antirépublicaines les idées du Libérateur et qui, empiriquement, ont cru à l'existence réelle des moules classiques du cons-

titutionnalisme démocratique, ignorèrent sûrement que dans la plus républicaine des Constitutions qui ont existé dans le monde, dans celle qui a servi de modèle aux partis les plus radicaux de l'Amérique espagnole, dans la Constitution des Etats-Unis — comme l'observe un éminent sociologue nord-américain — « on trouve, à côté d'éléments purement démocratiques, des éléments d'un caractère absolument opposé. Ainsi, en ce qui concerne les pouvoirs attribués à l'Exécutif, il est généralement admis que la Constitution nord-américaine est plus monarchique que celle du Royaume-Uni de Grande-Bretagne. Et si, quelque jour, les idées démocratiques actuellement en vogue arrivaient à changer, comme cela s'est produit en d'autres époques où les opinions politiques ont souffert une espèce de bouleversement, on verrait avec surprise que la Constitution des Etats-Unis n'aurait besoin que de très légères modifications pour s'adapter facilement à des théories absolument différentes » (1).

L'éminent auteur de ce livre, qu'on devrait faire circuler à profusion dans notre Amérique où existent malheureusement tant de mentalités égarées par les vieilles théories et où le jacobinisme fait encore des victimes, termine par les réflexions suivantes, aussi éloquentes que précises, le chapitre destiné à analyser *les principes démocratiques de la Constitution américaine :* « Si désagréables que puissent être des observations de ce genre pour les lecteurs à tendances ultra-démocratiques, elles met-

---

(1) C. Ellis Stevens : *Les sources de la Constitution des Etats-Unis.*

tent en lumière cette grande vérité que ce n'est pas dans la démocratie qu'il faut chercher la source des institutions américaines. Au point de vue historique ou froidement scientifique, on doit être toujours prêt, dans ce genre d'étude, à examiner les choses honnêtement et sans crainte, telles qu'elles sont et non telles qu'elles semblent être ou comme elles devraient être d'accord avec les hypothèses des théoriciens de la politique. »

La Révolution de l'Indépendance devait produire dans toute l'Amérique, avec plus ou moins d'intensité, une profonde rénovation sociale. Ce n'était pas, comme dit Fustel de Coulanges parlant des révolutions de la Cité antique, une classe d'hommes qui remplaçait une autre classe au pouvoir ; mais les vieux principes étant écartés, de nouvelles règles de gouvernement devaient régir les sociétés humaines. La suggestion de la royauté disparue, le peuple aspira à la restaurer sous une nouvelle forme. Les chefs surgirent par génération spontanée et, ne pouvant les appeler rois, on les appela *caudillos ;* mais il est curieux d'observer que tous ces *caudillos* furent qualifiés de *tyrans* par leurs adversaires. Et si périlleuses que soient aux yeux des hommes de science les comparaisons entre les révolutions modernes et celles de l'antiquité classique, nous trouvons dans le chef-d'œuvre de l'éminent historien français que nous venons de citer, des considérations qui conviennent parfaitement à notre évolution politique :

« L'apparition du mot *tyran* dans la langue grecque marque l'apparition d'un principe que les générations précédentes n'avaient pas connu, l'obéissance de l'homme à l'homme... L'obéissance à un

homme, l'autorité donnée à cet homme par d'autres hommes, un pouvoir d'origine et de nature tout humaines, cela avait été inconnu aux anciens eupatrides, et cela ne fut conçu que le jour où les classes inférieures rejetèrent le joug de l'aristocratie et cherchèrent un gouvernement nouveau...

« Partout ces tyrans, avec plus ou mois de violence, avaient la même politique. Un tyran de Corinthe demandait un jour à un tyran de Milet des conseils sur le gouvernement. Celui-ci pour toute réponse coupa les épis de blé qui dépassaient les autres. Ainsi leur règle de conduite était d'abattre les hautes têtes et de frapper l'aristocratie en s'appuyant sur le peuple. » (1).

García Calderón a fait dans son intéressant ouvrage déjà cité, en parlant des *caudillos* et de la démocratie, cette synthèse admirable : « L'histoire de ces Républiques se réduit à la biographie de leurs hommes représentatifs. L'esprit national se concentre dans les *caudillos*, chefs absolus, tyrans bienfaisants. Ils dominent par la valeur, le prestige personnel, l'audace agressive. Ils ressemblent aux démocraties qui les déifient. Si l'on n'étudie point Páez, Castilla, Santa-Cruz, Lavalleja, il est impossible d'expliquer l'évolution du Vénézuéla, du Pérou, de la Bolivie, de l'Uruguay.

« Les dictateurs, comme les rois du féodalisme — dit-il encore — abattent les caciques locaux, les généraux de province : ainsi firent Porfirio Diaz, García Moreno, Guzman Blanco. Et les révolutions succèdent aux révolutions jusqu'à l'arrivée du

---

(1) Fustel DE COULANGES : *La Cité antique*, pp. 349-350.

tyran attendu, qui domine, durant vingt ou trente ans, la vie nationale. » (1).

Ces hommes, exerçant une autorité tutélaire, ont réalisé durant cent ans, dans toute l'Amérique, le principe fondamental de gouvernement formulé par Bolivar dès 1815 :

« Les Etats américains ont besoin de la sollicitude de gouvernements paternels qui guérissent les plaies et les blessures du despotisme et de la guerre. »

Et il n'y a pas eu, en Amérique, un seul parti politique qui n'ait soutenu, en fait, le même principe, bien que chacun, lorsqu'il était dans l'opposition, ait protesté en théorie contre la tyrannie, contre l'autocratie, contre le personnalisme, en se prévalant du principe opposé qui est celui de l'alternance au pouvoir, le seul de tout l'échafaudage idéologique des temps passés qui soit resté debout pour servir de drapeau aux révolutions ou pour produire des changements funestes à l'ordre social et de violentes solutions de continuité dans la marche régulière que réclame l'existence de nations qui n'ont pas encore perfectionné leur organisme ; car, écartant des illusions présomptueuses, des idéologies et des optimismes généreux, la réalité leur impose, sous peine de disparaître dans l'anarchie et la ruine, la prépondérance de l' « homme nécessaire ».

Par un très grave défaut d'éducation et même par la paresse mentale caractéristique de notre race, le critère fataliste se confondant avec le pro-

---

(1) *Ouv. cité*, pp. 72-83.

videncialisme qui attribue aux conducteurs de peuples des conditions extrahumaines, est celui qui a prévalu chez nous dans l'appréciation des événements historiques et dans le jugement que nous portons généralement sur ce qui se passe autour de nous. C'est pourquoi nous attribuons uniquement au hasard ce qui est un effet des lois sociologiques en même temps que de la réflexion, de la volonté et du caractère individuel des hommes qui, à un moment donné, savent imprimer à la société qu'ils gouvernent le mouvement qui la sauve des grandes crises, parce qu'ils connaissent mieux que les autres ce qui convient le mieux à sa stabilité et à son bien-être. C'est pour cela qu'existe et prévaut, non le providentiel, mais l'être simplement humain, « l'homme du moment » qui a su prévoir le mal, a eu l'énergie nécessaire pour le conjurer et le tact d'unifier et d'utiliser les forces vives de la société pour atteindre une fin utile et permanente.

LES PARTIS HISTORIQUES

I

Nos partis historiques, qui naquirent avec la guerre civile de l'Indépendance, parce que, dès lors, la population urbaine du Vénézuéla se divisa en deux camps, celui des *goths* et celui des *patriotes,* qui, après l'établissement de la République, s'appelèrent *goths* et *libéraux,* n'ont professé de doctrines politiques définies que lorsque les uns soutenaient la cause du roi d'Espagne et les autres luttaient pour l'Indépendance.

Les *goths,* commerçants en majorité, lettrés et bureaucrates, avaient dû nécessairement soutenir le régime colonial, les uns pour conserver leurs places, les autres pour accroître leurs prérogatives absorbées presque complètement par le « mantouanisme » (ou patriciat) révolutionnaire, et les premiers afin de perpétuer le monople auquel ils devaient leur prospérité, car c'est un fait bien connu que le commerce colonial du Vénézuéla se développa grâce à la célèbre Compagnie Guipuzcoane qui fit disparaître la libre exportation des produits naturels, établie depuis un temps immémorial entre les ports vénézuéliens et ceux de Veracruz, des Canaries et des Antilles étrangères ; cette

Compagnie enrichit en peu de temps l'aristocratie territoriale, absorba complètement la société monopolisatrice et, quelques années plus tard, le commerce de Cadix si opiniâtre et puissant et qui, adversaire de l'Indépendance du Vénézuéla, organisa à ses frais l'expédition commandée par le général Morillo en 1815. « Jamais, dit Heredia, n'était partie d'Espagne pour l'Amérique une expédition plus brillante et plus nombreuse ; c'était le dernier effort des commerçants de Cadix par l'intermédiaire de la Junte de remplacements qui paya tous les frais. »

A travers tous les événements de notre histoire, on peut observer la continuation de cette lutte entre agriculteurs et commerçants. Lorsque la guerre de l'Indépendance fut terminée et que les derniers espoirs de restaurer l'ancien régime furent perdus, les *goths* ou royalistes, qui étaient passés presque tous dans les rangs patriotes, protégés par les lois constitutionnelles qui accordaient l'égalité des droits à tous les habitants nés sur le territoire, d'abord de la Grande Colombie, puis du Vénézuéla, quelles que fussent leurs anciennes opinions, se réfugièrent à l'ombre de Páez, le puissant *caudillo,* et, unis aux patriotes ennemis de Bolivar et de l'Union colombienne, ils entrèrent comme facteurs dans tous les événements qui eurent pour conséquence la dissolution de la Grande République et la réorganisation du Vénézuéla.

Mais il était humainement impossible, pour les hommes qui, durant vingt ans, s'étaient entre-déchirés dans une des plus terribles guerres qu'enregistre l'histoire, d'oublier leurs haines profondes par le simple fait d'une transformation politique ;

et la lutte continua, formidable, sous l'impulsion des mêmes causes lointaines, modifiées naturellement par la disparition de l'Espagne comme élément de combat, et sous la poussée des classes populaires auxquelles la Révolution avait ouvert le chemin de l'ascension politique et sociale. La haine, exaspérée par la cruauté et la prolongation de la guerre avec tout son cortège de fusillements, de prison, de confiscations de part et d'autre, passa, comme un héritage inaliénable des pères aux fils (1) ; et lorsque les classes populaires entraînées par leurs instincts d'assassinat et de pillage, continuaient de parcourir l'immense étendue de nos plaines en commettant les mêmes crimes dont elles avaient l'habitude et qui sont caractéristiques des peuples pasteurs sous toutes les latitudes, crimes légitimés en quelque sorte maintenant par les prédications du jacobinisme créole, — dans les villes, les deux partis antagonistes, changeant de drapeau et se déguisant sous des manteaux constitutionnels, s'acharnaient à la tâche funeste de transplanter d'Europe et des Etats-Unis les doctrines politiques les plus avancées sans jamais penser aux possibilités de leur application.

Les *goths*, comme pour effacer le souvenir de leur lutte en faveur de la domination espagnole, exagéraient en théorie leurs principes radicaux et disputaient à leurs adversaires le qualificatif de

---

(1) Au Vénézuéla, en général, on naissait *goth* ou *libéral* selon que l'ascendant avait été royaliste ou patriote ; et non seulement les qualificatifs étaient traditionnels, mais encore les couleurs respectives des partis étaient les mêmes que celles des deux armées du temps de la guerre.

libéraux. Ceux-ci, en majorité, n'avaient pas appartenu, comme on l'a cru, à l'aristocratie coloniale presque disparue dans la bourrasque de la Révolution et dont les rares survivants étaient dans la misère. C'étaient, comme nous l'avons dit, les représentants de la bourgeoisie, de la classe moyenne de la colonie, constituée principalement par une oligarchie de boutiquiers favorisés par la Constitution de 1830 qui n'avait accordé les droits électoraux qu'à ceux qui avaient des revenus ; cela facilita l'audace inconcevable d'appliquer à Páez, chef-né de la nation, le principe exotique de l'alternance républicaine en nommant, pour lui succéder à la présidence de la République, le docteur José Maria Vargas, suspect, avec raison, de royalisme, pour avoir résidé à Puerto-Rico pendant les temps les plus cruels de la guerre. D'autre part, en s'appuyant sur les doctrines économiques de l'école libérale de Manchester, ils réagirent contre la législation coloniale qui fixait l'intérêt de l'argent et poursuivait l'usure comme un crime, en sanctionnant la célèbre loi du 10 avril 1834 sur la liberté de contrats dont l'exécution causa des émeutes et contribua à fomenter l'opposition au gouvernement, car cette loi, favorisant le capital, donnait au commerce et, par conséquent, aux *goths,* une prépondérance beaucoup plus grande qu'à l'époque coloniale. En même temps, étaient votées les lois les plus rigoureuses : contre le vol de bestiaux coutumier chez les *llaneros,* contre les conspirateurs sans considérer que le premier conspirateur avait été Páez lorsqu'il se révolta contre le gouvernement colombien et que la République même du Vénézuéla était née d'une conspiration contre ce gouvernement. (Nous

prenons ce concept de *conspiration* dans le sens purement légal et abstrait, car dans le concept historique et sociologique, les Révolutions de 1826 et 1830 étaient parfaitement justifiées). Toutes ces lois, qui avaient pour sanction la peine de mort, furent appliquées rigoureusement et avec la plus grande fréquence, car dans la période de 1830 à 1847, nommée à tort conservatrice, il n'y eut pas un seul jour de paix au Vénézuéla. Des groupes de bandouliers infestaient les déserts, assaillaient les bergeries et les villages des *llanos* comme aux temps coloniaux ; et dans la *Gaceta de Venezuela* on peut lire des comptes rendus de procès et des sentences dont nous ne savons pas pourquoi ils n'ont jamais été allégués par les libéraux dans leur campagne contre le parti *goth*. On y voit que ce n'étaient pas seulement des *llaneros* qui composaient ces bandes; beaucoup étaient des ouvriers, des artisans, des agriculteurs sans travail accompagnés d'une multitude d'esclaves et d'affranchis qui fuyaient leurs maîtres, lesquels voulaient les soumettre à des juges et à des autorités qui, surtout dans les provinces *llaneras*, violaient constamment la loi d'affranchissement en faveur des propriétaires.

II

Il faut observer, en outre, que la justice coloniale n'avait jamais été ni pu être rigoureuse au Vénézuéla. Malgré l'abondance des délinquants, rares furent les exécutions capitales, et il n'y eut dans aucune localité un bourreau officiel. Depuis les temps les plus reculés, les bergeries les plus éloi-

gnées avaient été un lieu de refuge sûr pour tous ceux qui fuyaient la justice. Páez même fut un de ces fugitifs. Maintenant, au milieu de cette anarchie engendrée par la guerre et par l'impunité à laquelle les patriotes avaient dû forcément se résoudre pour gagner des prosélytes, l'application rigoureuse de ces lois devait être considérée par le peuple comme une iniquité, comme une épouvantable injustice. « Un délit généralisé, a dit Tarde, devient vite un droit. » Páez même avait autorisé le vol de bestiaux lorsqu'il autorisa les *llaneros* à se payer eux-mêmes leurs soldes militaires sur les troupeaux appartenant aux royalistes. Et eux, naturellement, qualifièrent de royalistes tous ceux à qui on pouvait voler quelque chose, comme au temps de Boves et autres bandits, ils avaient dénommé blancs et patriotes tous les propriétaires. La révolution de Farfán, comme on l'a vu et d'après la propre déclaration du gouvernement, n'eut d'autre origine que les coups de verge appliqués par un juge à un neveu de cet héroïque soldat, conformément à la loi contre le vol. La révolte de Rangel, en 1846, eut une cause semblable.

Nous répétons que l'impunité de tous les délits dut être la règle de la Révolution de l'Indépendance, car ce n'est que par ce moyen qu'elle pût arracher au royalisme la popularité dont il jouit chez les *llaneros* jusqu'au jour où le général Morillo voulut les soumettre à la rigoureuse discipline de l'armée métropolitaine. Ce n'était pas seulement la vie qu'on garantissait aux Vénézuéliens « si coupables qu'ils fussent » — d'après le décret de Trujillo qui n'a jamais été interprété dans son sens politique élevé — mais, grâce aux amnisties répétées, promi-

ses et accordées par le Libérateur en faveur des plus cruels des hommes qui avaient oommis tous les crimes sous les ordres de Boves, Yañes, Rosete, etc., on les accueillait dans les rangs indépendants où ils entraient avec les grades qu'ils avaient conquis dans les journées les plus épouvantables de la *Guerre à mort.* Nous avons déjà cité une multitude de noms qui figurèrent dans les luttes civiles postérieures.

Dans un état social semblable, avec des hommes habitués à tous les périls, ayant participé à une longue guerre semée d'héroïsmes, connaissant déjà le chemin par où Páez et tant d'autres de leurs compagnons étaient parvenus au sommet des honneurs, sans avoir jamais été soumis à une autre discipline que celle du *caudillo* lorsque, de pasteurs, ils se convertissaient en guerriers, — quel respect pouvaient leur inspirer ces lois opposées à ce qu'ils croyaient être leur droit ou *les acquisitions de leur lance,* comme disait le Libérateur ? De là naquit naturellement l'impopularité du gouvernement *goth* et, par conséquent, le prestige de l'opposition *libérale :* d'où « la haine et l'horreur de l'oligarchie » qui fut, en 1846, le credo de Zamora, de Rangel, de Calvareño et de tous les *guerrilleros* qui acclamèrent le parti libéral et, en 1859, la Fédération.

Tel devait être et tel était nécessairement le critère, la conscience sociale d'un peuple demi-barbare et militarisé où le nomade, le *llanero,* le bédouin l'emportait par le nombre et par la force de son bras. Seule, l'action du Caudillo, du Gendarme Nécessaire, pouvait être efficace pour maintenir l'ordre. Le Vénézuéla restait dans la situa-

tion que Fernando de Peñalver décrivait au Libérateur, en 1826 :

« C'est une vérité que personne ne peut nier que la tranquillité dont a joui le Vénézuéla depuis que nos armes l'ont occupé a été due exclusivement au général Páez ; il est également vrai que si celui-ci s'éloignait du pays, nous serions exposés à une explosion, car pour que ce malheur se produise, il ne manque que d'appliquer les mèches à la mine. » Mais l'influence et le pouvoir du général Páez, conquis dans les campements par ses grandes qualités de guerrier et de *caudillo,* avaient été débilités par l'acharnement des lettrés de l'époque, inspirés de doctrines purement spéculatives alors tant en vogue, à mettre des entraves à un pouvoir personnel qui n'était que l'expression concrète des instincts politiques de notre peuple. Sous l'influence de ces mêmes abstractions et voyant dans l'armée régulière une base du despotisme, ils poursuivirent et détruisirent ces légions héroïques qui avaient fait l'indépendance de l'Amérique, et permirent que les tribunaux de justice, composés presque tous d'anciens royalistes, leur arrachassent, en faveur des anciens maîtres, les propriétés que la Patrie leur avait données en récompense de leurs services. C'est sur Páez, chef du gouvernement, que tombait forcément toute la responsabilité de ces faits qui détruisirent le prestige et le respect dont il jouissait chez ses anciens compagnons.

L'autorité de Páez, comme celle de tous les *caudillos* de l'Amérique espagnole, était fondée sur la *suggestion* inconsciente de la majorité. Notre peuple peut être considéré comme un groupe social *instable* d'après la classification scientifique, car il

était alors, et il est même encore, dans la période de transition de la solidarité mécanique à la solidarité organique qui est le degré où se trouvent aujourd'hui les sociétés *légitimes et stables ;* il se groupait instinctivement autour du plus fort, du plus vaillant, du plus sagace, autour de qui l'imagination populaire avait créé la légende qui est un des éléments psychologiques les plus puissants du prestige, et il attendait de lui la protection la plus absolue et l'impunité la plus complète de ses délits habituels.

Il faut remarquer aussi que toutes les lois politiques d'un radicalisme outrancier qui tendaient à nous éloigner des formes dictatoriales, sans qu'on prît en considération le milieu anarchique où on prétendait les implanter, étaient en même temps inspirées par une réaction contre le parti bolivarien qualifié de monarchiste, de théocratique, de prétorien, parce que, au milieu de l'anarchie qui, comme un ouragan, se déchaînait par toute l'Amérique, menaçant de détruire l'œuvre de l'Indépendance encore sans racines profondes dans la conscience publique, — le Libérateur et beaucoup des plus hauts représentants de cette cause, conscients de leur responsabilité devant l'Histoire, avaient essayé, par tous les moyens, d'instaurer l'ordre ; et, comme dans tous les cas d'extrême gravité, ils en avaient appelé à des remèdes héroïques qui étaient vraiment contraires à l'idéalisme républicain, à l'esprit démocratique de la Révolution, aux principes politiques considérés alors comme générateurs infaillibles de la félicité humaine.

III

Lancés sur ce chemin, alors qu'on avait le plus besoin d'une main de fer capable de réprimer le banditisme et d'intimider les démagogues qui, pour gagner la popularité, paraphrasaient les doctrines abstraites des philosophes européens de la politique, les hommes dirigeants, imbus aussi des mêmes idées, en arrivèrent à annuler complètement l'action de l'Etat en invoquant la doctrine du *laisser faire, laisser passer,* qui fut le *credo* de Soublette, non seulement en économie, mais aussi en politique, sans comprendre que cette doctrine « de la concurrence illimitée et sans frein » si funeste, même dans les sociétés bien constituées — comme l'affirme Spencer — parce qu'en elle ressuscitait sous une nouvelle forme la vieille théorie de Hobbes, de la lutte de tous contre un, et que, dans notre milieu, sa seule conséquence était de donner une sanction absolue à l'anarchie populaire qui allait continuer de causer tant de désastres.

Ce n'était pas que les *libéraux* gagnassent de la popularité avec leurs *doctrines dissolvantes;* le mal était que les *goths,* annulant dans leur inconscience l'action du *caudillo,* « appliquassent les mèches à la mine » pour produire l'explosion que Peñalver redoutait en 1826. Prétendre remplacer le prestige personnel du *caudillo,* unique institution possible dans notre peuple, unique ressort puissant d'ordre social, par le *prestige impersonnel de la loi,* de lois qui n'étaient pas l'expression concrète des nécessités ni de l'état social, qui ne correspondaient pas à des conditions de fait, ni

aux modalités propres de l'ambiance, ni aux mœurs nationales, — ce fut le comble de l'imprévoyance et de l'aveuglement.

La tendance de tous les écrivains et hommes politiques de l'époque était de restreindre, limiter ou annuler le pouvoir du *caudillo* (1). Les *goths* au gouvernement, comme les libéraux dans l'opposition, cherchaient par divers chemins les moyens d'en finir avec ce qu'ils appelaient le personnalisme. Mais ni les uns ni les autres n'arrivèrent à comprendre qu'en fomentant l'anarchie et en perpétuant l'état de guerre civile, ils ne faisaient chaque fois que rendre plus nécessaire le Gendarme et, comme conséquence, la soumission absolue et l'obéissance aveugle. Il est curieux d'observer l'aveuglement avec lequel tous travaillaient contre les fins même qu'ils se proposaient d'atteindre. Ils ne tirèrent même pas de la chute du docteur Vargas renversé par une simple mutinerie, l'expérience qui aurait dû les mettre en garde contre le

---

(1) Un des fondements les plus puissants de l'opposition libérale en 1840 était le pouvoir exercé par le général Páez durant vingt-cinq ans, sans qu'on pût comprendre que cette influence décisive n'était et ne pouvait être l'œuvre exclusive de la volonté du grand *Caudillo* mais l'expression concrète des instintcs politiques du peuple vénézuélien. Et il est curieux d'observer que les arguments d'Antonío Leocadio Guzmán contre l'autocratie de Páez furent les mêmes que, plus tard, *goths* et libéraux employèrent contre l'autocratie du général Guzmán Blanco, aveuglés aussi par le préjugé de l'alternance ou se basant sur ce principe transplanté pour couvrir des ambitions de personnes et remplacer un autocrate par un autre après l'inévitable période d'anarchie qui précède presque toujours, dans presque toutes les Républiques hispano-américaines, le gouvernant effectif, le « Gendarme Nécessaire », capable, par la supériorité de son caractère et la force de son bras, d'imposer la paix et de faire progresser la société. Le Mexique, après la chute de Porfirio Diaz, est l'exemple le plus récent et le plus éloquent de cette vérité.

dogmatisme constitutionnaliste. Ils croyaient peut-être sincèrement que Páez, en se dépouillant de l'investiture présidentielle, s'était dépouillé aussi du pouvoir qui émanait de la Constitution effective du pays ; mais à peine eurent-ils compris la débilité du régime qu'ils avaient voulu implanter, qu'ils coururent implorer le *Caudillo* et reconnurent de nouveau son autorité.

En se vantant « d'avoir soumis Páez à la loi contitutionnelle », ils ne se rendaient pas compte que le pouvoir personnel du *Caudillo* était la véritable Constitution effective du pays (1), et qu'en prétendant établir l'ordre sans compter sur l'action directe et efficace du « Gendarme », ils ne faisaient pas autre chose qu'augmenter l'anarchie, systématiser le désordre et ouvrir un vaste champ aux agitateurs qui, invoquant aussi les principes abstraits et réclamant l'accomplissement de la Constitution pour déguiser leurs ressentiments personnels et leur ambition du pouvoir, lanceraient à la fin le pays dans une autre guerre d'extermination et détruiraient les bases d'une organisation économique, sociale et administrative qui avait pu se développer amplement sous l'autorité indiscutée d'un homme aux qualités exceptionnelles comme le général Páez.

Ce n'est pas que les idées positives du gouvernement fussent alors absolument inconnues. Il y avait

---

(1) Ayarragaray dit, en parlant de la République Argentine : « Le *caudillisme* fut toujours notre Constitution positive ; c'est en vain que l'imposture des partis ou l'ingénuité des théoriciens ont prétendu couvrir par des institutions importées les monstruosités congénitales de notre Constitution politique. » *La anarquia y el caudillismo.*

de nombreuses années que le Libérateur avait recommandé aux constituants d'Angostura de n'oublier jamais « que l'excellence d'un gouvernement ne consiste pas dans sa théorie, dans sa forme, ni dans son mécanisme, mais en ce qu'elle est appropriée à la nature et au caractère de la nation pour laquelle il est institué. Le système de gouvernement le plus parfait est celui qui produit la plus grande somme de sécurité sociale et la plus grande somme de stabilité politique ».

IV

Les *goths* ont rejeté sur les libéraux la responsabilité exclusive de ces événements en attribuant à leurs prédications démagogiques une influence qui ne pouvait être alors que très limitée. Nous avons eu beau chercher dans de nombreux journaux de l'époque ces articles subversifs capables de « corrompre les masses populaires » et « d'égarer l'intelligence du public », nous ne les avons pas trouvés.

Le *Venezolano* de Guzmán, le *Patriota* de Larrazábal, le *Torrente* de Rendón, le *Republicano* de Bruzual, qui furent les organes principaux de l'opposition libérale à partir de 1840, si subversifs qu'ils fussent, étaient écrits en un style trop élevé pour pénétrer dans l'esprit rudimentaire de la petite minorité qui pouvait les lire. En outre, à combien d'exemplaires pouvait tirer un de ces journaux ? En 1897, Novicow disait : « Il y a cinquante ans, les presses à bras tiraient à peine six

cents exemplaires à l'heure » (1). L'influence de la presse, d'après le même sociologue, dépend de la vapeur et de la force électrique qui, mouvant les machines Marinoni, permettent d'imprimer soixante mille exemplaires à l'heure, et du bas prix du papier qui a rendu possible le journal à bon marché. C'est, par conséquent, une erreur d'attribuer à la presse libérale de 1846 la profonde commotion de cette époque. Pour s'en rendre compte, il suffit de considérer qu'en 1846, comme en 1859, se répétèrent exactement les phénomènes des années 1813 et 1814 où il n'y eut ni tribuns ni journaux incendiaires pour soulever les masses populaires.

Comment peut-on raisonnablement rendre la seule propagande du *Venezolano* responsable de l'apparition de ces mêmes hordes qui acclamaient le parti libéral et la fédération avec la même inconscience qu'elles avaient acclamé d'abord Ferdinand VII et Boves puis, plus tard, Bolivar et la Patrie? Tous ces mouvements étaient simplement la continuation de la même lutte commencée en 1810, la propagation du même incendie tantôt caché sous les cendres et tantôt élevant ses flammes au point de faire rougeoyer l'horizon, mais toujours implacable dans son œuvre de ravage et de nivellement. En 1846, comme en 1859, les mêmes hordes de Boves et de Yañes se rassemblèrent sous le bras vigoureux d'un autre grand *caudillo* à la même physionomie morale, aux mêmes dons de commandement, au même entrain héroïque, à la même générosité, aux mêmes instincts ochlocratiques, et

(1) *Conscience et volonté sociale*, p. 76.

de la même race, pourrions-nous ajouter, que le légendaire Asturien (1).

Preuve évidente que, dans notre évolution égalitaire, l'influence des idées n'a jamais été aussi puissante qu'on le croit. Antonio Leocadío Guzmán fut toujours un défenseur opiniâtre de la Constitution de 1830 et de son régime électoral oligarchique, et jamais il ne demanda l'abolition de l'esclavage, ni de la peine de mort, ni des peines infamantes ; il ne réclama même pas à son profit l'abrogation de la loi contre les conspirateurs qui portait sa signature et en vertu de laquelle il fut fusillé par ses ennemis. Felipe Larrazábal était un littérateur romantique qui imitait et parfois plagiait Lamennais, et jamais il ne mania le style incandescent ni la satire empoisonnée et grossière qui aurait pu flatter le palais grossier de nos populaces urbaines. Estanislao Rendón fut toujours un rhéteur, obscur dans les idées, plus obscur encore dans l'expression, il aimait à employer les mots les plus rares pour désigner les choses les plus courantes, de sorte qu'il est impossible, même pour

(1) Ce parallèle paraîtra étrange à ceux qui s'entêtent à méconnaître les lois de la continuité historique et se figurent que chaque génération crée son état social. Nous tenons à faire remarquer que nous ne voyons pas la figure d'Ezequiel Zamora à travers des préjugés de parti. Nous appartenons à une famille de libéraux fédéralistes et nous pouvons dire avec orgueil que nos ancêtres honorèrent leur nom sur les champs de bataille et dans les luttes civiles. Aussi. nous affirmons avec la liberté la plus absolue de jugement que par sa race, car Zamora était parfaitement blanc, par son héroïsme, par la rudesse de son caractère et par l'influence qu'il eut sur nos masses populaires ne peut être comparé à personne mieux qu'à Boves, bien que nous ayons toujours considéré comme arbitraires ces parallèles entre des personnages placés dans des ambiances politiques et des circonstances différentes.

ceux qui sont le plus familiarisés avec la langue, de lire ses articles et ses discours sans avoir recours au dictionnaire; cela contribua, pourtant, à lui donner une grande réputation car, comme dit Le Dantec, « la magie des mots a été et sera longtemps encore un mobile puissant de nos actions et de nos jugements. » Rendón, à défaut d'arguments, avait des exclamations comme lorsque, à la Convention de Valence, en 1858, il défendait le système fédéral en disant : « La Fédération est sainte, céleste, divine ! » Seul, Blas Bruzual avait une plume et un cerveau de combattant; seul, il possédait la conception claire et les idéals sincères de son parti et de son *credo*. Il fut aussi honnête que Rendón, mais plus en contact que lui avec la réalité et les nécessités du moment. On sent vibrer encore dans les pages du *Republicano* les terribles diatribes, les concepts vigoureux et incendiés par une conviction et une foi absolues en l'excellence de son *credo*. Bruzual était, en outre, un libéral de pur lignage. Il avait toujours été patriote, il avait dans le sang les passions de la cruelle lutte pour l'Indépendance tandis que Guzmán, Larrazábal et Rendón étaient fils de royalistes. Mais le *Republicano* n'eût même pas de résidence fixe et, dans plus de sept ans, il ne publia qu'un petit nombre de numéros comme on peut le voir par la collection conservée à la Bibliothèque Nationale.

Si la rigoureuse exactitude de ces considérations sauve Guzmán et les écrivains libéraux des lourdes responsabilités que firent peser sur eux leurs adversaires, elle enlève aussi à Guzmán le titre, qu'il ne mérite pas, de « Fondateur du parti libéral ».

Les masses populaires, qui avaient été royalistes avec Boves et patriotes avec Páez durant la guerre de l'Indépendance, furent ensuite libérales avec Guzmán et Zamora en 1846, fédéralistes avec le même Zamora, avec Falcón et avec Sotillo en 1859.

Quant aux classes supérieures en lutte depuis l'Indépendance, jamais, à aucune époque, elles n'ont été divisées par des questions de principes. Au Vénézuéla on a considéré comme un déshonneur le nom de conservateur, au point qu'un des livres politiques les plus sensationnels parus dans les dix dernières années du siècle passé, *Etudes* historico-politiques, de M. Domingo Antonio Olavarría (*Luis Ruiz*) et qui est un plaidoyer passionné contre *les conquêtes du parti libéral,* prouve jusqu'à la satiété que les *goths* furent toujours plus radicaux et même plus jacobins que leurs adversaires nommés *libéraux.*

Etudier ces mouvements avec un autre critère et les attribuer exclusivement à des influences doctrinaires, c'est méconnaître les causes fondamentales de notre évolution historique et rester dans la croyance erronée qu'au Vénézuéla ont existé des partis doctrinaires aux tendances opposées et que nos luttes intestines furent causées par des questions constitutionnelles : « A l'heure actuelle, dit René Worms, on distingue au moins deux partis: les libéraux et les conservateurs. Mais ce ne sont que des étiquettes fréquemment trompeuses et qui désignent des choses très différentes selon les temps et les pays, ne servant qu'à dissimuler sous des noms pompeux des ambitions et des rivalités de personnes. » (1). Nous ne disons donc rien de nou-

(1) *Philosophie des sciences sociales,* t. I, p. 69.

veau, et nous ne prétendons pas que la question des partis doctrinaires n'ait été un mensonge qu'au Vénézuéla. Un journaliste colombien disait dernièrement qu'il n'y avait jamais eu que deux partis en Colombie : le clérical et l'anticlérical. C'est une différence radicale avec le Vénézuéla où le clergé n'a jamais eu d'influence politique.

Et quel fut, à la fin, le résultat de cette lutte en faveur des principes républicains sanctionnés dans la Constitution ? L'apparition immédiate de l'autre *caudillo*, le remplacement de Páez par Monagas, l'alternance du pouvoir personnel, que les haines traditionnelles firent violente, au lieu de la succession légale et pacifique écrite dans le code fondamental. Si Páez commença de consolider son pouvoir absolu avec sa rébellion de 1826, Monagas consacra le sien par le fait sanglant du 24 janvier 1848, né d'un mouvement populaire.

V

Nous ne tomberons pas dans l'erreur d'affirmer que le peuple vénézuélien soit démocratique dans le sens scientifique du mot et que les idées et les principes démocratiques — comme l'affirme à tort l'Argentin Sarmiento en parlant de son pays — aient pénétré jusque dans les couches inférieures de la population. Les visions de Rousseau, découvrant dans les sociétés primitives l'égalitarisme, l'indépendance individuelle et tous les principes proclamés par les sociétés modernes ne sont plus admises aujourd'hui même par les hommes d'une instruction moyenne. « L'Histoire n'est pas

un serpent qui se mord la queue ». Le communisme archaïque n'est pas le collectivisme de notre époque ; entre l'un et l'autre, il n'existe qu'une identité apparente et superficielle. Les confondre équivaut à établir, par exemple, une ressemblance absolue entre la coexistence d'une femme et d'un homme chez les peuples primitifs et le mariage monogamique de l'Europe moderne. « Chez les peuplades errantes et inorganiques, dit Port, un savant préoccupé d'une théorie pourrait découvrir aussi bien la promiscuité que la polygamie, la propriété privée que la propriété collective », et Bouglé ajoute: « l'inégalité aussi bien que l'égalité ».

Le caractère typique des peuples pasteurs, au Vénézuéla comme dans tous les pays où il y a des plaines et des troupeaux, est l'égalité de conditions, l'absence complète de hiérarchie sociale : « Les peuples pasteurs ou issus directement de pasteurs, n'ont pas d'aristocratie. » (1).

Mais est-ce bien là l'idéal de la démocratie moderne ? « La formule des exigences logiques de l'égalitarisme est « proportionnalité » et non « uniformité »; égalité n'est pas identité. Si l'idée d'*égalité* exclut à nos yeux celles de classe ou d'espèce, elle implique d'abord celles d'individualité et d'humanité; ou, en d'autres termes, lorsqu'on déclare que tous les hommes sont égaux, le sentiment qu'ils sont semblables n'exclut pas le sentiment qu'ils sont différents; réclamer, comme le veut la démocratie, l'égalité des facultés juridiques n'est pas proclamer l'égalité des facultés réelles. Le

(1) E. DEMOLINS : *Les grandes routes des peuples*, t. II.

véritable concept de la démocratie est celui d'un concours où toutes les possibilités sont égales au début, mais justement pour mieux apprécier ensuite les différentes valeurs des actes individuels.

« L'égalité des possibilités n'est pas faite pour effacer, mais pour mettre au contraire en relief l'inégalité des puissances... Qui veut mesurer exactement la différence des deux forces les fait partir du même niveau.

« ...Pour l'égalité civile et juridique, il est trop clair qu'en la réclamant on ne nie nullement les différences individuelles ; on veut, au contraire, qu'il soit tenu compte, et tenu compte seulement, des mérites ou démérites personnels. Déclarer tous les citoyens égaux devant la loi, ce n'est pas demander qu'elle assure à leurs actions, si différentes qu'elles soient, les mêmes sanctions, mais au contraire qu'elle proportionne, à l'inégalité des fautes commises ou des services rendus, les sanctions dont elle dispose. De même, lorsqu'on décrète que tous les citoyens seront « également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics », on efface — pour reprendre la formule de la Déclaration des Droits — toute distinction autre que « celle de leurs vertus et de leurs talents » ; mais c'est précisément à seule fin de mettre cette distinction en relief qu'on veut effacer toutes les autres. Le régime démocratique du concours, proclamant l'égalité des droits des concurrents, a justement pour but de mesurer les différences de leurs facultés. » (1).

---

(1) C. Bouglé : *Ouv. cité*, pp. 27-41.

Lorsque nous disons que les doctrines libérales importées d'Europe par les hommes de la Révolution, coïncidèrent au Vénézuéla avec les instincts niveleurs de notre population hétérogène et des masses *llaneras* victorieuses qui dominèrent le pays à partir de l'Indépendance, nous ne prétendons en aucune manière affirmer que les Vénézuéliens aient mieux compris et apprécié les excellences de la doctrine démocratique, par un mouvement libéré et conscient.

Nous voulons simplement montrer que notre peuple était plus disposé qu'aucun autre de l'Amérique espagnole à recevoir et à transformer au profit de ses instincts niveleurs ces idées qui, prêchées par les classes élevées des deux partis, représentaient la réaction contre le régime social de la colonie. Les distinctions qu'établissent aujourd'hui les sociologues en interprétant scientifiquement la doctrine démocratique et en suivant l'évolution des idées égalitaires, ne pouvaient être appréciées alors par ceux qui prêchaient sincèrement le dogme de la souveraineté populaire. D'où le grand nombre d'idéalistes repentis, de jacobins dupés qui fuyaient la vie publique pour aller, désillusionnés, pleurer les funestes conséquences de leurs prédications ou bien, pleins de scepticisme, reniaient, au pouvoir, les principes qu'ils avaient défendus dans l'opposition et dans les armées révolutionnaires.

Que l'on compare l'évolution des idées égalitaires au Vénézuéla et en Colombie, par exemple, et l'on verra que c'est chez nous qu'elles ont pénétré le plus vite et le plus profondément jusqu'aux couches populaires les plus basses ; et cela, quoique

la Colombie soit le pays où l'*élite* libérale poussa son radicalisme à un extrême où ne parvinrent jamais les Vénézuéliens même entre 1840 et 1846, période où notre jacobinisme atteignit son plus haut degré ; le peuple colombien reste encore immobile, attaché à ses traditions, soumis à l'Eglise catholique, respectueux des hiérarchies sociales, sans que les secousses révolutionnaires, les guerres civiles, aussi fréquentes que chez nous, ni les déclamations dissolvantes des radicaux — dans les rangs desquels on a toujours trouvé des orateurs et des écrivains éminents et disposant, en outre, d'une liberté absolue dans la presse et les congrès — aient pu éveiller chez le métis et encore moins chez l'Indien, les instincts niveleurs et démolisseurs des populations *llaneras* et côtières du Vénézuéla. En Colombie même, on observe une grande différence entre les instincts politiques des montagnards qui constituent la majorité de la population et ceux des habitants de la plaine et de la côte qui ressemblent le plus aux Vénézuéliens.

Nous ne devons en aucune manière chercher l'explication la plus rationnelle de notre rapide évolution égalitaire dans l'influence exclusive des idées importées d'Europe et professées indistinctement par tous les partis, mais dans la coïncidence nécessaire et fatale de ces idées avec les instincts politiques de notre peuple hétérogène et conformé, en sa grande majorité, par la vie pastorale. « Pour qu'une idée pénètre une société, il faut qu'il y ait, entre la nature de celle-là et la structure de celle-ci, une sorte d'harmonie préétablie. » (1).

---

(1) C. Bouglé : *Ouv. cite*, p. 84.

C'est pour cette raison que nous avons affirmé que des deux faces de notre Révolution de l'Indépendance, la plus intéressante pour le sociologue n'est pas la lutte contre l'Espagne. Que l'étude des grandes campagnes reste un sujet pour l'histoire militaire, et pour l'épopée l'exaltation de nos héros dans l'œuvre de rédemption politique d'un continent ! Autres sont les conclusions que l'investigateur doit tirer de cette lutte où « la moitié de la population combattit contre l'autre moitié » durant quatorze ans, car dans cette guerre civile, plus sociale et économique que politique, se trouve la clef de notre évolution nationale.

Alors que, dans d'autres pays de l'Amérique espagnole, la Révolution de l'Indépendance se réduisit presque à un changement d'autorité et que le gouvernement suprême passa sans profondes modifications des mains des agents de l'Espagne à celles de l'aristocratie créole habituée à la suprématie sociale, municipale et économique, — au Vénézuéla, les premiers mouvements révolutionnaires ont aussi à leur tête, au début, les classes élevées; mais au bout de quatorze ans d'une lutte cruelle et pour des causes ethniques et mésologiques qui donnent un caractère particulier à notre évolution et la différencient de celle de presque tous les autres peuples du continent, on observe avec la plus évidente clarté qu'un profond mouvement égalitaire, une véritable révolution sociale avait été réalisée dans l'organisme de l'ancienne capitainerie générale. Il suffit de comparer le rang et la mentalité des hommes du 19 avril 1810 et du 5 juillet avec la mentalité et le rang des *caudillos* qui, en vertu de leurs promesses, occupèrent les

situations les plus élevées de la jeune République et qui étaient en réalité les purs représentants de la Révolution, pour comprendre l'énorme transcendance de la guerre. La « rébellion » qui commence « comme un jeu d'enfants », dirigée par les mains finement gantées du marquis del Toro, se termina dans une grande mare de sang et un immense monceau de ruines, comme un poulain sauvage sous la main âpre et brutale du *llanero* Páez. Dès lors, la pyramide fut définitivement renversée.

L'élévation de Páez, qui de l'humble condition de journalier d'une bergerie était parvenu au plus haut poste de l'armée et de la politique, devait produire de profondes répercussions au sein de nos masses *llaneras,* anarchiques, individualistes et demi-barbares: « L'homme qui atteint à une haute position élève avec lui la classe à laquelle il appartenait et reflète sur elle les honneurs qu'on lui rend. C'est pour cette raison que l'imagination populaire se complaît à attribuer aux grands une humble origine. Si l'on en croit les légendes, plus d'un roi avait été pasteur et conservait, en un lieu caché de son splendide palais, les pauvres instruments de son ancien métier. » (1). Le fait qu'un plébéien, un humble journalier comme Páez, fût parvenu — chez un peuple profondément bouleversé par quatorze ans de guerre et qui professe jusqu'au fanatisme le culte de la valeur personnelle — à être, par la seule vertu de ses prouesses militaires, non seulement le chef suprême de la République, mais aussi l'homme le plus riche, le

(1) Bouglé : *Ouv. cité.*

plus adulé, le plus applaudi, le plus redouté, devait nécessairement stimuler dans l'esprit des classes populaires le désir de s'élever aussi, de monter à l'assaut de tous les sommets, après l'effondrement de presque tous les anciens et puissants obstacles que le régime colonial avait opposés à l'ascension démocratique. Páez, Chef suprême de la Nation, a eu, pour la démocratie vénézuélienne, une signification mille fois plus grande que toutes les prédications des jacobins et tous les principes sacrosaints inscrits dans les Constitutions.

Et nos luttes politiques postérieures à celles de l'Indépendance n'ont pas été, comme celles des autres pays de l'Amérique espagnole, des chocs de deux oligarchies qui se disputaient la prédominance politique. Véritables révolutions sociales, elles ont été comme les étapes de cette évolution qui, au bout d'un siècle, a donné comme résultat le triomphe de l'égalitarisme, un peu confus encore, ayant été engendré par la violence, mais démontrant par ses types représentatifs la vigoureuse complexion psychologique de ce peuple hétérogène qui dément, jusqu'à un certain point, par sa facilité d'adaptation la théorie de l'inégalité mentale des races.

⁂

C'était en 1859. La Révolution fédérale venait d'éclater, et l'un de ces *guerrilleros* qui allaient rôdant par l'*Alto Llano* arriva, un soir, au village de Parapara. Il mit ses gens de garde à la porte d'une humble maison où il entra, et posant son épée sur une table, il se jeta sur un boulier de palmier pour se reposer de sa course. Peu après arriva,

sifflant allègrement et une cruche d'eau sur la tête, un garçon de quatorze à quinze ans, à la peau blanche et aux cheveux plats, mais dont le mélange de sang avec une autre race était dénoncé par des lèvres lippues qui furent toujours, malgré la barbe épaisse qu'il porta plus tard, un des traits saillants de sa physionomie. Il mit la cruche dans un coin et, apercevant l'épée, il s'en approcha vite; il la contempla un long moment et la prenant en ses mains, après s'être assuré que son maître était endormi, il la tira du fourreau et la brandit comme s'il eût été à la tête d'une guerrilla, et ébloui comme par un jouet précieux ; l'homme, qui s'était éveillé et le voyait entre les mailles du filet, lui dit avec flegme.

— Alors, la carrière militaire te plaît ?

— A moi ? Oui, Monsieur, répondit le garçon.

— Veux-tu venir avec moi ?

— Volontiers. Mais cela dépend de ma mère.

Un moment après, celle-ci entrait, et en entendant la proposition du *guerrillero,* elle s'y opposa fortement. Cet enfant, qui était le second de ses fils, l'aidait aux travaux de la maison, car l'aîné était à la guerre et le père, rebouteur de son métier, était toujours absent. Mais devant l'observation très juste que lui fit l'homme que s'il ne l'emmenait pas, les *goths* qui, à chaque instant pouvaient entrer dans le village, le prendraient comme recrue, elle se résigna à le voir partir avec les cavaliers du guerrillero. Le général Medrano pouvait-il penser que ce garçon devait être plus tard, le général Joaquin Crespo, grand *caudillo,* politique sagace et deux fois président de la République ?

⁂

Ce qui caractérise essentiellement la démocratie, a écrit Robert Michels, l'éminent professeur de l'Université de Turin, répétant une phrase célèbre, c'est que, sous son régime, chaque soldat porte dans sa giberne un bâton de maréchal ; et, parlant du Vénézuéla, un écrivain colombien, le docteur Ricardo Becerra, parodia ce mot en disant que, depuis la guerre de l'Indépendance, le bâton de la magistrature suprême est dans l'équipement de tout conscrit.

Le véritable caractère de la démocratie vénézuélienne a été, depuis l'Indépendance, la prédominance individuelle ayant son origine et son fondement dans la volonté collective de la grande majorité populaire tacitement ou explicitement exprimée. Nos instincts absolument égalitaires, notre individualisme encore indiscipliné, aventurier, irréductible et héroïque, ont rendu impossible la domination d'une caste, d'une classe, d'une oligarchie, quelle que soit son origine ; et il est bien reconnu que l'Eglise catholique même, réduite à sa mission purement spirituelle, sans influence aucune sur la vie civile, se trouve sous le patronat du chef de l'Etat qui l'exerce avec une ampleur plus grande que le monarque espagnol à l'époque coloniale.

Le César démocratique, comme l'a observé en France un esprit sagace, Edouard Laboulaye, est toujours le représentant et le régulateur de la souveraineté populaire. « Il est la démocratie personnifiée, la nation faite homme. En lui se synthétisent ces deux concepts en apparence antagoniques : démocratie et autocratie », c'est-à-dire : Césarisme Démocratique ; l'égalité sous un chef ; le pouvoir individuel surgi du peuple au-dessus d'une grande

égalité collective, reproduisant dans cette ancienne colonie espagnole, par de rares coïncidences sociologiques, le même régime de gouvernement qu'un illustre historien lusitanien considère comme l'idéal de la race ibérique lorsque sous l'autorité d'un seul se fondirent les nationalités péninsulaires : la guerre fut alors une école d'égalisation sociale, le peuple conquit les plus hautes prérogatives, les privilèges s'éliminèrent, les grands furent abattus et l'on établit le plus parfait accord « entre l'esprit national et les institutions surgies naturellement de l'évolution organique qui furent, pour cette raison, l'expression pure du génie collectif et donnèrent à l'Espagne l'unité et la force nécessaires pour imposer au monde sa volonté et sa pensée. » (1).

Le concept organiciste, d'après lequel les nations, comme êtres collectifs, suivent en tout un mouvement analogue à celui des êtres individuel, se trouve donc définitivement établi. Science de la vie, la biologie embrasse aussi l'histoire des sociétés. Les organes du corps social apparaissent d'abord comme des ébauches rudimentaires, possédant à peine dans leur ensemble un caractère d'agrégation. Soumis à l'action et à la réaction des uns sur les autres dans cette lutte incessante qui constitue la manifestation même de l'existence, ces divers éléments se définissent et se spécialisent peu à peu jusqu'à ce que surgisse le principe de coordination commun qui est le principe vital de la société, comme la primitive agrégation cellulaire est celui de l'organisme individuel. De la même manière que

(1) J.-P. Oliveira Martins : *Histoire de la civilisation ibérique.*

celui-ci, une fois constitué, trouve en lui-même tous les éléments nécessaires pour développer et fortifier ses organes, la société engendre aussi en elle-même un idéal, un intérêt qui devient en même temps la boussole qui la dirige et la force intérieure qui la pousse dans son développement et dans l'affirmation de sa personnalité nationale, par des étapes successives que le sociologue doit observer avec la même curiosité et le même esprit scientifique que le biologue met à l'étude de l'évolution de l'organisme individuel dans les diverses phases de son développement.

Croire que les nationalités actuelles sont sorties faites ou complètement constituées des mains de leurs conquérants, de leurs Libérateurs ou de leurs législateurs, comme l'Univers des mains omnipotentes du Créateur, d'après la légende biblique, est un concept qui, aujourd'hui, n'entre même pas dans un esprit d'une culture moyenne. Organismes ou superorganismes, toutes les sociétés parfaitement constituées sont le résultat d'une longue évolution qui est parvenue au moment culminant où « toutes les forces se trouvent équilibrées, tous les hommes pénétrés d'une pensée à laquelle on peut et doit donner le nom d'âme nationale parce qu'il a le même caractère que ce que, chez les individus, nous appelons âme. » (1).

---

(1) Nous refondons dans ces paragraphes les concepts des sociologues nommés *organicistes*, en acceptant les assimilations biologiques, mais sans tomber dans les exagérations de l'école spencérienne. René Worms lui-même a quelque peu modifié le critère avec lequel il écrivit son œuvre remarquable *Organisme et société* en 1896, comme on peut le voir dans sa *Philosophie des sciences sociales*, I, ch. III. A notre humble avis, c'est

Tel est le critère qui, d'accord avec les maîtres de la sociologie, nous a servi de guide pour écrire dans un cadre aux proportions très limitées ces simples essais que nous recueillons aujourd'hui avec la croyance qu'il existe entre eux un lien qui peut donner une idée du développement suivi par notre Patrie jusqu'à l'affirmation de son individualité. Un mobile puissant a précipité, à notre avis, cette évolution, et c'est l'Histoire, notre grande histoire, la plus cruelle de toutes, celle qui, en Amérique, comporte les plus grands sacrifices pour la conquête de l'Indépendance, celle qui compte le plus grand nombre de héros et d'hommes d'Etat dans l'Emancipation du continent, celle au sommet de laquelle resplendit l'incomparable figure du Libérateur Simon Bolivar qui, s'il est pour toute l'Amérique « le symbole de l'idéal républicain », est aussi, pour les Vénézuéliens, le symbole sacré de la nationalité et de la Patrie.

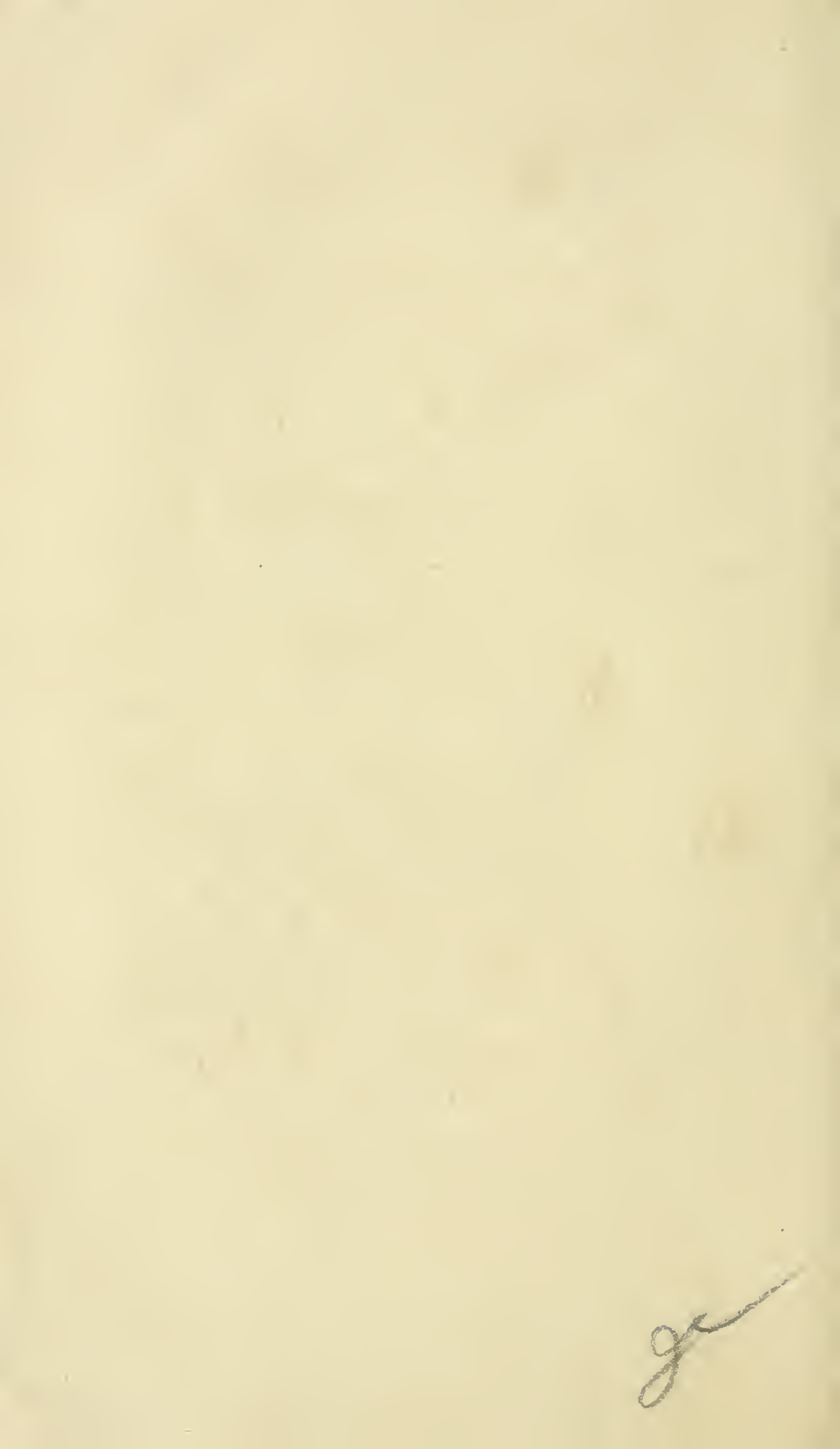
FIN

Oliveira Martins, dans son livre précité, qui applique avec le plus de clarté et en une synthèse admirable, la doctrine organiciste à l'évolution sociale ; c'est pourquoi nous nous sommes referés à lui pour faire ce résumé.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

Cahors, Imp. Coueslant (*personnel intéressé*). — 31.783






UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 728 259 3